



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de zone SGAMI Ouest

Marché public de travaux

Passé en application de la procédure avec négociation et organisation d'un jury (articles L2124-1, L2124-3, R2124-1, R2124-3, R2161-12 à R2161-20 et R2171-16 du code de la commande publique)

***Marché public global sectoriel de conception, construction,
aménagement, entretien, hôtellerie et de maintenance pour une
opération comprenant la création d'un Centre de Rétention
Administrative (CRA) et d'une Annexe de Justice à Oissel (76)***

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales.....	9
1.1 - Maîtrise d’Ouvrage – pouvoir adjudicateur.....	9
1.2 - Représentant du Maître de l’Ouvrage.....	9
1.3 - Description de l’Opération.....	10
1.4 - Caractéristiques du marché.....	12
1.5 - Part des prestations réservées à des PME ou artisans.....	12
1.6 - Mesures d’ordre social – application de la réglementation du travail.....	13
1.7 - Insertion par l’économie.....	13
1.7.1 - Conditions Générales.....	13
1.7.2 - Assistance technique du Maître d’Ouvrage.....	14
1.7.3 - Modalités de mise en œuvre.....	14
1.7.4 - Globalisation des heures d’insertion.....	15
1.7.5 - Volume d’heures d’insertion dans le cas d’un accord-cadre pluriannuel à bons de commandes	15
1.7.6 - Difficultés économiques.....	15
1.7.7 - Contrôle de l’exécution des heures d’insertion.....	15
1.8 - Mesures liées au volet environnemental.....	16
1.9 - Dispositions de sécurité numérique.....	16
1.10 - Décomposition du marché.....	16
1.11 - Niveau de prestation.....	18
1.12 - Durée du marché.....	18
1.13 - Les intervenants.....	19
1.13.1 - Représentation du TITULAIRE.....	19
1.13.2 - Obligation du mandataire.....	20
1.13.3 - Obligation des cotraitants.....	21
1.13.4 - Les différentes entités du groupement du TITULAIRE.....	22
1.13.5 - Sous-traitance :.....	26
1.13.6 - Désignation des personnes en charge des postes clés.....	27
1.13.7 - Autres intervenants (hors marché).....	28
1.14 - Devoir de discrétion des intervenants.....	29
1.15 - Devoir de prise de connaissance des documents.....	29
1.16 - Devoir d’alerte des intervenants.....	30
1.17 - Réunions.....	30
1.17.1 - Généralités.....	30
1.17.2 - Réunions pendant la phase de conception.....	31
1.17.3 - Réunions pendant la phase de réalisation.....	31

1.17.4 - Réunions en phase exploitation maintenance.....	31
1.18 - Le schéma de contrôle qualité.....	32
Article 2 - Pièces constitutives du marché.....	32
2.1 - Pièces particulières.....	33
2.2 - Pièces générales.....	34
2.3 - Conformité des pièces constitutives aux normes et règlements.....	35
Article 3 - Prix et mode d'évaluation des prestations – Variation dans les prix – Règlement des comptes.....	35
3.1 - Prix du marché.....	35
3.2 - Prestations de conception-réalisation (P1 et P2).....	36
3.3 - Prestations d'exploitation (P3) – Mission 1c (R1) et mission 14.....	36
3.3.1 - Prestations forfaitaires.....	36
3.3.2 - Prestations sur bons de commande.....	36
3.4 - Prestations d'exploitation (P3) – Missions 15a et 15b - Rubrique 5.....	37
3.4.1 - Prestations de nettoyage des locaux administratifs.....	37
3.4.2 - Prestations de service relatives aux « retenus ».....	37
3.5 - Répartition des paiements.....	38
3.6 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	38
3.6.1 - Généralités.....	38
3.6.2 - Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non-limitatif.....	39
3.6.3 - Dépenses de consommation.....	41
3.7 - Rémunération des prestations.....	42
3.8 - Dates d'exigibilité des acomptes.....	43
3.9 - Modalités du règlement des comptes du marché.....	44
3.9.1 - Dispositions générales.....	45
3.9.2 - Demandes de paiement mensuelles pour les phases P1 et P2.....	45
3.9.3 - Acomptes mensuels pour les phases P1 et P2.....	46
3.9.4 - Demande de paiement final pour les phases P1 et P2.....	47
3.9.5 - Décompte général et solde pour les phases P1 et P2.....	47
3.9.6 - Transmission des demandes de paiement par le mandataire pour la Phase P3.....	49
3.9.7 - Transmission des demandes de paiement via CHORUS pour la phase P3.....	49
3.9.8 - Demande de paiement pour solde et règlement partiels définitifs pour la phase P3.....	50
3.9.9 - Modalité de règlement de la phase P3.....	51
3.9.10 - Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants directs.....	51
3.10 - Délai de paiement.....	52
3.11 - Intérêts moratoires.....	53
3.12 - Comptable assignataire.....	53
3.13 - Variation de prix.....	53

3.13.1 - Prix révisables.....	53
3.13.2 - Mois d'établissement des prix du marché.....	53
3.13.3 - Choix de l'indice de référence.....	54
3.13.4 - Modalités de révisions des prix.....	55
3.13.5 - Transmission pour approbation.....	57
3.13.6 - Révision provisoire Caractère définitif des révisions.....	58
3.13.7 - Règle commune d'arrondi pour le calcul des révisions.....	58
3.14 - Taxe à la valeur ajoutée (TVA).....	58
Article 4 - Ordres de service.....	59
Article 5 - Délais d'exécution - Pénalités.....	59
5.1 - Délais d'exécution des phases.....	59
5.1.1 - Délai d'exécution de la phase conception (P1).....	59
5.1.2 - Délai d'exécution de la phase réalisation (P2).....	60
5.1.3 - Délai d'exécution de la phase exploitation maintenance (P3).....	62
5.1.4 - Faits générateur des phases P1, P2 et P3.....	62
5.2 - Délais d'exécution des missions.....	63
5.3 - Calendrier détaillé d'exécution au stade des études.....	64
5.4 - Calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux.....	65
5.5 - Calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception.....	67
5.6 - Travaux anticipés.....	67
5.7 - Prolongation du délai d'exécution des travaux.....	68
5.7.1 - Intempéries.....	68
5.7.2 - Autres précisions concernant les délais d'exécution.....	69
5.8 - Pénalités.....	69
5.8.1 - Révision des pénalités.....	69
5.8.2 - Plafonnement des pénalités.....	69
Article 6 - Clauses de financement et de sûreté.....	70
6.1 - Retenue de garantie.....	70
6.2 - Avance.....	70
6.2.1 - Avance par phase.....	70
6.2.2 - Modalité de règlement des avances par phase.....	71
6.2.3 - Remboursement de l'avance par phase.....	72
6.2.4 - Avance par bon de commande.....	72
6.3 - Nantissement et cession de créances.....	72
6.4 - Avance sur matériel.....	72
Article 7 - Prestations supplémentaires ou modificatives.....	73
7.1 - Clause de réexamen.....	73
7.1.1 - Modification des surfaces.....	73

7.1.2 - Modification des caractéristiques.....	74
7.1.3 - Ajout d'un bâtiment ou d'un espace.....	74
7.1.4 - Retrait d'un bâtiment ou d'un espace.....	75
7.2 - Système de fiches modificatives.....	75
7.2.1 - Système de fiches modificatives.....	75
7.2.2 - Modifications à l'initiative du MOA.....	75
7.2.3 - Modifications à l'initiative du TITULAIRE.....	77
7.2.4 - Validation des fiches modificatives.....	77
7.2.5 - Mise en œuvre des fiches modificatives.....	77
7.3 - Prix nouveaux.....	78
Article 8 - Modalités d'exécution des prestations pour l'ensemble des phases.....	78
8.1 - Obligations administratives.....	78
8.1.1 - Utilisation de la langue Française.....	78
8.1.2 - Notification des modifications portant sur la situation du TITULAIRE.....	79
8.1.3 - GED.....	79
8.2 - Moyens de communication.....	80
8.2.1 - Ordre de service.....	80
8.2.2 - Autres moyens de communication.....	80
8.2.3 - Pilotage et management du projet.....	81
8.2.4 - Hygiène, santé et sécurité.....	81
8.3 - Stipulations particulières relatives aux interventions en site de rétention administrative occupé.....	83
8.4 - Obligations au titre du code du travail.....	85
8.4.1 - Obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé.....	85
8.4.2 - Obligations en matière de travailleurs détachés.....	86
Article 9 - Suivi des études de conception.....	86
9.1 - Généralités.....	86
9.2 - Note de synthèse sur les évolutions du projet.....	86
9.3 - Approbation des études de conception.....	87
9.3.1 - Décisions.....	88
9.3.2 - Admission des prestations.....	88
9.3.3 - Ajournement des prestations.....	88
9.3.4 - Admission avec réfaction.....	89
9.3.5 - Rejet.....	89
Article 10 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	89
10.1 - Provenance des matériaux et produits.....	89
10.2 - Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits.....	89
10.2.1 - Caractéristiques.....	89

10.2.2 - Qualités – Vérifications des matériaux et produits.....	90
Article 11 - Implantation des ouvrages.....	90
11.1 - Plan général d'implantation.....	90
11.2 - Piquetage général.....	90
11.3 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	90
Article 12 - Préparation et coordination des travaux.....	90
12.1 - Période de préparation.....	90
12.2 - Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination de chantier.....	92
12.2.1 - En cours de travaux.....	92
12.2.2 - En amont de la réception.....	93
12.2.3 - Après réception.....	93
Article 13 - Vérification des documents d'exécution.....	93
13.1 - Procédure de vérification.....	93
13.2 - Modalités de suivi des avis.....	94
Article 14 - suivi d'exécution.....	95
14.1 - Généralités.....	95
14.2 - Chambre témoins et échantillons.....	96
14.2.1 - Chambre témoin.....	96
14.2.2 - Echantillons.....	97
14.3 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	97
14.3.1 - En phase conception réalisation.....	97
Article 15 - Contrôle et réception des travaux.....	100
15.1 - Essais et contrôles des ouvrages sous la responsabilité du titulaire.....	100
15.2 - Opérations préalables à la réception des travaux.....	101
15.2.1 - Condition de démarrage des Opérations Préalables à la Réception (OPR).....	101
15.2.2 - Déroulement des opérations préalables à la réception.....	102
15.2.3 - Marche à blanc.....	103
15.3 - Décision de réception.....	103
15.4 - Obligations postérieures à l'achèvement des travaux.....	104
15.4.1 - Documents fournis dans le cadre de la fin de l'exécution.....	104
15.4.2 - Formation.....	104
15.4.3 - Dispositions relatives à la levée des réserves.....	105
15.4.4 - Garanties et obligations du TITULAIRE pendant la période de garantie.....	106
15.5 - Suivi de la garantie de parfait achèvement.....	106
15.5.1 - Interventions dans le cadre de la garantie de parfait achèvement.....	106
15.5.2 - Le cahier de parfait achèvement.....	107
15.5.3 - Visite de fin du délai de parfait achèvement.....	108
15.6 - Mise en place d'un outil interactif de suivi SCQ, VISA et OPR.....	108

Article 16 - Exécution et contrôle de la phase P3.....	109
16.1 - Généralité.....	109
16.2 - Les impératifs de sûreté applicables à l'opération.....	109
16.3 - Obligation de résultats.....	110
16.4 - Obligation de conseil et d'informations.....	111
16.5 - Modification des installations en cours de la phase Exploitation.....	111
16.6 - Protection des données existantes.....	112
16.7 - Plan de progrès.....	112
16.8 - Organisation de l'exécution des prestations et du travail.....	113
16.8.1 - Continuité des prestations.....	113
16.8.2 - Horaires d'intervention.....	113
16.8.3 - Effectifs.....	113
16.8.4 - Encadrement du personnel.....	113
16.8.5 - Locaux, matériels et fluides mis à disposition du TITULAIRE.....	114
16.9 - Particularité d'exécution de la mission 15b (prestations d'hôtellerie, restauration et services)	114
16.9.1 - Suspension exceptionnelle de la mission 15b.....	114
16.9.2 - Etat contradictoire des effectifs retenus pour la mission 15b.....	115
16.10 - Contrôle des prestations d'exploitation.....	115
16.11 - Décision d'admission des prestations d'exploitation.....	116
Article 17 - Responsabilités et Assurances.....	118
17.1 - Assurances souscrites par le TITULAIRE pendant les phases de conception réalisation.....	118
17.1.1 - Responsabilité civile professionnelle.....	119
17.1.2 - Pour les prestataires intellectuels :	119
17.1.3 - Responsabilité civile décennale.....	120
17.1.4 - Assurance "Collective complémentaire de responsabilité décennale".....	122
17.1.5 - Assurance au titre des phases d'exploitation maintenance.....	122
17.1.6 - Suspension des règlements.....	123
Article 18 - Utilisation du résultat des études.....	123
18.1 - Droits de la personne publique.....	123
18.2 - Droits du TITULAIRE.....	123
18.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire.....	124
18.4 - Garanties.....	124
Article 19 - Propriété intellectuelle.....	124
Article 20 - Fin de marché.....	125
20.1 - Remise en fin de marché.....	126
20.1.1 - Etat des lieux.....	126
20.1.2 - Documentation et base de données.....	126

20.1.3 - Etat normal d'entretien des installations techniques.....	127
20.2 - Résiliation du marché.....	127
20.3 - Réversibilité et transférabilité technique des services.....	128
Article 21 - Protection des données à caractère personnel.....	128
21.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	128
21.2 - Obligation du TITULAIRE.....	129
21.3 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	130
21.4 - Droit d'information des personnes concernées.....	130
21.5 - Exercice des droits des personnes.....	130
21.6 - Notification des violations à caractère personnel.....	130
21.7 - Aide du TITULAIRE dans le cadre du respect par la MOA de ses obligations.....	131
21.8 - Mesure de sécurité des données à caractère personnel.....	131
21.9 - Sort des données.....	132
21.10 - Délégués à la protection des données.....	132
21.11 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	132
21.12 - Documentation.....	132
21.13 - Obligations du mandataire.....	132
Article 22 - Force Majeure.....	133
Article 23 - Droit applicable.....	133
Article 24 - Règlement des litiges.....	134
24.1 - Principe de règlement amiable des différends.....	134
24.2 - Mémoire en réclamation.....	134
24.3 - Recours au médiateur et au comité consultatif de règlement amiable.....	134
24.4 - Juridiction compétente.....	135
Article 25 - Dérogations au CCAG Travaux.....	135

PREAMBULE

A ce stade de la consultation, le MOA se réserve le droit d'apporter les modifications nécessaires au présent document. Une nouvelle version du CCAP sera transmise lors de la phase offres.

Certaines pièces de la consultation et ou annexes, seront également transmises en phase offres. Ces éléments sont mis en lumière à travers la couleur rouge tout au long du document remis en phase offre.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Maîtrise d'Ouvrage – pouvoir adjudicateur

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'Intérieur Ouest à Rennes (SGAMI Ouest), pouvoir adjudicateur.

28 rue de la Pilate CS 40725

35207 Rennes Cedex 2

Elle peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés assistant du maître d'ouvrage. Dans la suite de ce CCAP, un tel organisme sera dénommé « représentant du maître d'ouvrage ».

1.2 - Représentant du Maître de l'Ouvrage

Le représentant du Maître de l'Ouvrage est la société :

VOXOA CONSEILS

Agence de Paris

15 rue de Chabrol

75010 Paris

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- Les procédures d'autorisations administratives,
- La validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme,
- Le contrôle de la procédure de visa des plans avant exécution,
- Le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent,
- Le contrôle externe de qualité, relevant du maître d'ouvrage,
- Le contrôle du déroulement des opérations préalables à la réception,
- Le contrôle du projet du point de vue de la maintenabilité et de l'exploitation
- Liste non exhaustive.

Les missions confiées aux différents assistants du maître d'ouvrage sont portées à la connaissance du TITULAIRE du marché. Elles peuvent être modifiées par avenant sans que cela n'ouvre droit à réclamation de la part du TITULAIRE.

1.3 - Description de l'Opération

L'Opération comprend : l'installation d'un centre de rétention administrative (CRA) et d'une Annexe de Justice dans la commune de Oissel.

A titre préliminaire, les CRA sont des lieux de privation de liberté, qui ne relèvent pas de l'administration pénitentiaire. Aux termes du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ils sont créés par arrêté du ministère de l'Intérieur, en charge de l'immigration.

Les CRA ont vocation à accueillir des étrangers en situation irrégulière, dans l'attente d'une procédure d'éloignement. Ils sont donc des lieux de séjour temporaires des retenu(e)s qui doivent proposer des conditions d'accueil (hébergement, restauration, détente...), d'accompagnement et d'informations respectueuses des droits de la personne retenue, ainsi qu'un accompagnement social et sanitaire, tout en assurant la sûreté-sécurité de l'ensemble des personnes (utilisateurs et usagers) amenées à fréquenter l'établissement de façon temporaire ou permanente.

Le CRA de Oissel disposera de :

- 140 places de retenu(e)s,
- D'un effectif de police de 200 personnes et de 52 intervenants extérieurs (magistrats, avocats, association, personnels médical, prestataires entretien-maintenance, restauration...).

Le CRA accueillera également des intervenants extérieurs occasionnels dont l'effectif (familles, proches) est variable.

Le centre intègrera des espaces :

- D'accueil de visiteurs (avocat, traducteur, proches, familles...),
- De rétention et de prise en charge de retenus,
- De services aux retenus,
- Dédiés aux personnels de police,
- De logistique et dédiés aux différents prestataires,
- Extérieurs de stationnement, de sécurité et de logistique.

Pour une surface totale d'environ :

- 5 637 m² SDP,
- 1 601 m² d'espaces extérieurs (tous espaces confondus : stationnement, cour logistique, espaces extérieurs de l'Annexe de Justice...),

L'annexe de justice est dédiée au traitement des dossiers des retenus, qui disposera :

- D'un effectif d'environ 10 personnes (avocat, magistrat, greffier, personnel de justice, ...),

L'annexe intégrera des espaces :

- De salles d'audiences publiques,
- D'espaces dédiés aux personnels de Justice (avocat, greffier, magistrat...) ?
- D'espace de logistique et d'entretien,
- D'espaces extérieurs de stationnement ;

Pour une surface totale d'environ 491 m² SDO,

A titre indicatif :

- La durée prévisionnelle du marché est estimée à soixante-dix (70) mois, dont six (6) mois d'études de conception, deux (2) mois de préparation de chantier, douze (12) mois de travaux, deux (2) mois pour les opérations préalables à la réception, la marche à blanc, la réception, douze (12) mois de période de garantie de parfait achèvement, un (1) mois de prise en main de l'ouvrage par le personnel et quarante-huit (48) mois d'entretien-maintenance hôtellerie.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Phase 1 : Etudes et autorisations : de mai 2026 à octobre 2026 (6 mois)
- Phase 2 : Travaux : de novembre 2026 à mars 2028 (16 mois décomposés comme suit : 2 mois de préparation de chantier + 12 mois de travaux + 2 mois pour les OPR, la marche à blanc et la réception)
- Phase 2 : Livraison aux utilisateurs : mars 2028
- Phase 3 : Prise en main de l'ouvrage par le personnel et Entretien-Maintenance-Hôtellerie: de mars 2028 à mars 2032 (48 mois)

En cas de besoin, le Maître de l'Ouvrage pourra prolonger le contrat du TITULAIRE par le biais d'un OS de prolongation. La prolongation du marché n'ouvrira pas droit au TITULAIRE de modifier ses prix forfaitaires et unitaires.

Le montant estimatif du marché (prestations d'entretien-maintenance-hôtellerie comprises) est de 36 M€ HT.

Les enjeux de l'opération peuvent être résumés de la façon suivante :

- Respect des procédures règlementaires, à toutes les étapes du projet (liées : à l'urbanisation, aux autorisations administratives, au code de la commande publique...),
- Respect des contraintes d'insertion urbaine (intégration urbaine, PLU, servitude, cohabitation avec l'école de police voisine, accessibilité...). NB : le CRA et l'école de police sont tout à fait étanche. Ainsi, le TITULAIRE ne pourra pas passer par l'école de police pour accéder au site, notamment pendant la réalisation des travaux,
- Respect des contraintes fonctionnelles et techniques d'un CRA et notamment des conditions : de rétention, d'accueil, de sûreté-sécurité des personnels, des publics, et des personnes retenues,
- Conciliation des enjeux de sûreté-sécurité et de confort d'usage,
- Prise en compte de la qualité constructive et des enjeux de robustesse et de fiabilité des matériaux, équipements, systèmes, modes de construction (...) soumis à des usages intenses,

- Maîtrise du planning et du budget de l'opération,
- Assurer une continuité des missions d'exploitation, de maintenance et d'hôtellerie (phase 3) ainsi que le respect des objectifs de performance.

1.4 - Caractéristiques du marché

Le présent marché est un marché global sectoriel en application de l'article L2171-4 du code de la commande publique, passé selon une procédure avec négociation en application des articles L2124-1 et L2124-3, R2124-3 et R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 et R2171-16 du code de la commande publique.

Le présent marché a pour objet la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien, l'hôtellerie et la maintenance d'un Centre de Rétention Administrative à Oissel (76) et de son annexe de justice.

La description des ouvrages et de leurs composantes techniques est précisée dans les préprogrammes fonctionnel, technique, mobilier, signalétique et exploitation du dossier de consultation. Pour des raisons de confidentialité, le préprogramme sera transmis selon les modalités énoncées à l'article 3.2 du RCPC.

Il se matérialise par le biais d'un accord cadre mono-attributaire à prix composite. Le présent marché comprend donc :

- Une partie conclue à prix forfaitaire (article 3 du présent CCAP).
- Une partie conclue à prix unitaire et faisant l'objet de bons de commande (article 3 du CCAP)

Par la suite et sauf indication contraire, le groupement ou le mandataire du groupement, est désigné par « le TITULAIRE » ou « le groupement TITULAIRE ».

1.5 - Part des prestations réservées à des PME ou artisans

Conformément à l'article L2171-8 du code de la commande publique qui en découle, le TITULAIRE du présent Marché devra réserver une part minimale de l'exécution des prestations dévolues au titre du Marché à des PME ou à des artisans.

Cette part minimale est de 20% s'apprécie pendant toute la durée globale du Marché, au titre d'une part, des prestations de conception et réalisation, d'autre part, des prestations d'exploitation-maintenance.

Dans l'optique de garantir le contrôle des engagements du TITULAIRE par le MOA, le TITULAIRE s'engage à transmettre tous les deux (2) mois au MOA les informations suivantes :

- Le nom et le siège social des PME et artisans auxquels il fait appel ;

- La nature des prestations qui leur ont été confiées ;
- Le montant des prestations confiées ;
- Un état récapitulatif mentionnant l'état d'avancement des prestations confiées ;
- Le pourcentage des prestations exécutées par les PME et artisans sur le montant des prestations exécutées dans l'année,
- Une attestation relative aux paiements effectués aux PME et artisans ;
- La différence entre le montant des prestations au titre de chacune des composantes du prix du Marché qu'il aurait dû confier à des PME et des artisans, et le montant des mêmes prestations qu'il leur a effectivement confiées, sur la base des justificatifs de paiement.

Le contrôle du respect des engagements du TITULAIRE au titre de l'ensemble du Marché s'effectue au terme, d'une part des prestations de conception et réalisation, d'autre part des prestations d'exploitation-maintenance en comparant la valeur cumulée des prestations confiées à des PME et à des artisans par rapport aux engagements souscrits par le TITULAIRE et inscrit à l'Acte d'Engagement.

En cas d'inexécution de son engagement, le TITULAIRE se voit appliquer une pénalité prévue au présent CCAP.

1.6 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Il sera fait application des dispositions de la réglementation du travail en vigueur.

1.7 - Insertion par l'économique

1.7.1 - Conditions Générales

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, cette opération fait l'objet d'une action d'insertion par l'emploi au profit des publics éloignés de l'emploi suivants :

- Demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois ;
- Bénéficiaires du RSA ou autres minima sociaux à la recherche d'un emploi ;
- Adhérents du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et pour l'Emploi) ;
- Personnes reconnues travailleurs handicapés par la CDAPH à la recherche d'un emploi ;
- Jeunes de moins de 26 ans sans qualification en rupture scolaire ;
- Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Jeunes de moins de 26 ans avec ou sans diplôme et sans activité liée à leurs qualifications depuis au moins 6 mois
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans à la recherche d'un emploi

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires de l'emploi et de l'insertion être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Aussi, le présent CCAP considère expressément cette clause comme une condition d'exécution obligatoire du marché.

1.7.2 - Assistance technique du Maître d'Ouvrage

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- D'accompagner les entreprises TITULAIRES pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier ou de la prestation et en relation avec le maître d'œuvre,
- De proposer des publics éloignés de l'emploi.

L'entreprise, dans un délai maximum d'un mois après sa notification, doit contacter le facilitateur en charge du suivi de la mise en œuvre de l'insertion :

Métropole Rouen Normandie
Direction solidarité - Unité clauses sociales :
Marie Tacail, marie.tacail@metropole-rouen-normandie.fr

Il reste néanmoins que l'entreprise conserve l'entière responsabilité de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

1.7.3 - Modalités de mise en œuvre

Les entreprises pourront détailler leur proposition selon le modèle préétabli figurant à l'annexe 05 insertion du présent CCAP. Cela consiste pour le TITULAIRE du Marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum réalisée selon une des modalités définies ci-dessous et fixée, à ce stade, par phase à :

Phases	Nombre d'heures d'insertion <i>Le nombre d'heure contractuel sera fixé à l'AE</i>	Période d'exécution
1 : Conception	600	Durée d'exécution de la phase 1
2 : Réalisation	12 000	Durée d'exécution de la phase 2
3 : Exploitation	1 000	Par année d'exécution de la phase 3

Pour ce faire, l'entreprise pourra :

- Soit recruter directement.
- Soit confier à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ), une Association Intermédiaire (AI), une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT), une Entreprise Adaptée (EA), un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou de la prestation.
- Soit sous-traiter une partie des travaux ou de la prestation à une entreprise inclusive : Entreprise d'Insertion (EI), Atelier Chantier d'Insertion (ACI), Entreprise Adaptée (EA), Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), Entreprise d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI), Travailleur Indépendant Handicapé (TIH).

Le maître d'ouvrage pourra prendre en compte les autres efforts consentis par l'entreprise en matière d'embauche des demandeurs d'emploi.

1.7.4 - Globalisation des heures d'insertion

La globalisation des heures d'insertion est possible si, dans un même bassin d'emploi, le TITULAIRE est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale. Le TITULAIRE peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du TITULAIRE et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

1.7.5 - Volume d'heures d'insertion dans le cas d'un accord-cadre pluriannuel à bons de commandes

Une évaluation annuelle des commandes effectivement réalisées pourra être effectuée, sur demande de l'entreprise, afin de réajuster éventuellement le volume d'heures inscrits dans le présent CCAP.

1.7.6 - Difficultés économiques

Le TITULAIRE notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur étudient avec le TITULAIRE les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

1.7.7 - Contrôle de l'exécution des heures d'insertion

L'entreprise TITULAIRE ou son prestataire partenaire devra fournir la preuve d'exécution de la réalisation des heures.

1.8 - Mesures liées au volet environnemental

Le TITULAIRE doit mettre en œuvre et prendre à sa charge les mesures d'évitement, de réduction et de compensation listées dans l'étude d'impact initiale remise dans le dossier de consultation des entreprises. Il doit également mettre en œuvre et prendre à sa charge les prescriptions fixées par les services instructeurs dans le cadre des demandes d'autorisations administratives relevant de la mission M3 du présent marché.

Le TITULAIRE doit rendre compte de la bonne mise en œuvre de ces mesures en transmettant trimestriellement un rapport (avec illustrations) à la maîtrise d'ouvrage. Ce rapport trimestriel est annexé au rapport mensuel de l'avancement des travaux.

A la fin des travaux, le TITULAIRE transmet un rapport final faisant le bilan de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures environnementales à sa charge.

1.9 - Dispositions de sécurité numérique

Le TITULAIRE applique et reconnaît avoir pris connaissance des règles de sécurité numérique détaillées aux annexes dédiées (annexes 7 et 7b du CCAP).

1.10 - Décomposition du marché

Les prestations comportent 16 missions réparties en 3 phases, dont le contenu est précisé à l'annexe 01 du présent CCAP.

Il appartient au TITULAIRE de proposer au maître d'ouvrage la répartition des prestations de ces missions entre les cotraitants éventuels conformément à l'annexe 04 du RCPC.

Les missions sont les suivantes :

Conception, réalisation et aménagement de l'établissement

La phase 1 du présent marché consiste en la conception du projet tel que décrit dans le préprogramme fonctionnel, technique, mobilier, signalétique et exploitation du dossier de consultation en considérant que la solution technique mise en œuvre par le TITULAIRE pour respecter les exigences de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables consiste en la plantation d'arbres permettant d'ombrager les parkings du projet sur au moins la moitié de leur superficie.

Elle comprend la réalisation des études de niveau APD et PRO (et la fourniture des éléments correspondants exigés au titre des missions M2 et M4) pour la mise en place des ombrières avec panneaux photovoltaïques précitées.

Cette première phase comprend les prestations suivantes, dont le contenu est précisé à l'annexe 01 du présent CCAP :

Phase Etude (P1) – 6 mois

- **M1A – Pilotage (en Phase de Conception)**
- **M2 - APD – Avant-Projet Définitif**
- **M3 - ADM – Demandes d'autorisations administratives**
- **M4 - PRO – Études de Projet**
- **M5 - Etudes d'aménagement, mobilier et signalétique**
- **M6 A - Préparation de chantier (en phase conception)**

Phase Réalisation (P2) – 16 mois

La phase 2 du présent marché consiste en la réalisation du projet tel que décrit dans le préprogramme fonctionnel, technique, mobilier, signalétique et exploitation du dossier de consultation et dans les études de conception réalisées en phase 1. Les missions prévues au titre de la phase 2 sont les suivantes :

- **M1 B - Pilotage (en phase de Réalisation)**
- **M6 B - Préparation de chantier (défrichement + base vie + sécurisation)**
- **M7 - Etudes d'Exécution et synthèse**
- **M8 - Contrôle et Visa des documents d'Exécution**
- **M9 - Direction Exécution des travaux**
- **M10 - Réalisation des travaux**
- **M11 - Aménagement des locaux, fourniture et Installation des mobiliers/équipements fixes prévus au marché**
- **M12 - Contrôle de conformité des travaux en cours d'exécution**
- **M13 - Opérations Préalables à la Réception, épreuves/essais (+ levée des réserves, suivi GPA)**

NB : La phase 2 inclut :

- La livraison d'une chambre témoin.
- Une période d'essai / marche à Blanc avant l'arrivée des retenu(e)s. Elle durera un (1) mois et sera réalisée à la fin des OPR, avant la réception de l'ouvrage. Elle se distingue de la prise en main de l'ouvrage par le personnel du TITULAIRE, qui durera 1 mois et débutera avec la réception de l'ouvrage.

Phase Exploitation maintenance (P3)

La phase 3 du présent marché consiste en la prise en main de l'ouvrage par le personnel pendant 1 mois et par l'exploitation du projet sur 48 mois par le TITULAIRE. Les missions prévues au titre de la phase 3 sont les suivantes :

- **M1 C – PIL – Pilotage en Phase d'Exploitation (R1)**
Rubrique 1 : pilotage multi techniques et multi services
- **M14 - Entretien et maintenance courante (niveau 1 à 3)**
Rubrique 2 : Gestion de la sécurité incendie
Rubrique 3 : Maintenance Sûreté des bâtiments – Niveau 1 à 3 (vidéo protection, contrôle d'accès, anti-intrusion, interphonie et sonorisation)
Rubrique 4 : Entretien (espaces verts) et Maintenance Immobilière – Niveau 1 à 3
- **M15 a : prestations de nettoyage hors zone de retenus (R5)**
- **M15 b : prestations multi-services zone retenus : restauration, blanchisserie, nettoyage et propreté pour la zone de rétention (R5)**
- **M16 : Réversibilité / transférabilité technique**

1.11 - Niveau de prestation

Le TITULAIRE doit toutes les prestations prévues au marché, mais aussi toutes les prestations nécessaires pour réaliser un ouvrage complet, adapté à son usage, respectant les éléments du programme et fonctionnant de manière satisfaisante. Il doit également toutes les prestations de sécurisation de site lors des différentes phases de chantier (pendant la période de travaux et jusqu'à la mise en service de la phase P3).

NB : le gardiennage en dehors des heures normales de travail n'incombe pas au TITULAIRE. En effet, le SGAMI est responsable de la sécurité du site durant la nuit, les week end, les jours fériés, jusqu'à la livraison

Toutes les prestations (qu'elles soient techniques et/ou fonctionnelles, relatives à l'investissement et/ou à l'exploitation-maintenance future) proposées par le TITULAIRE à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un niveau de performance supérieur à celui des pièces contractuelles (dont le programme) sans augmenter le coût de l'opération et son délai global, sont réputées acquises par le maître d'ouvrage.

Si les prestations proposées par le TITULAIRE présentent un niveau de performance inférieur à celui des prestations prévues dans les pièces contractuelles (dont le programme), ce sont les prestations prévues aux pièces contractuelles (dont le programme) qui primeront et devront être mises en place par le TITULAIRE, sauf acceptation formelle, par le Maître d'Ouvrage, des prestations proposées par le TITULAIRE et des écarts qu'elles engendrent. Ces modifications et écarts devront être validés par fiche modificative en application de l'article 7 du présent CCAP.

Toute disposition prévue par un document produit par le TITULAIRE et ne répondant pas aux spécifications particulières du marché (dont programme) sera réputée non écrite dans le silence du Maître de l'Ouvrage.

1.12 -Durée du marché

Le présent Marché entre en vigueur à compter de la date de sa notification au TITULAIRE, et s'achève au terme du délai d'exécution de la phase d'Exploitation (P3). Sa durée prévisionnelle globale est de 70 mois.

Le délai global d'exécution du marché comprend les délais d'exécution des phases :

- Conception - P1 (6 mois) ;
- Réalisation - P2 (16 mois dont 2 mois de préparation de chantier, 12 mois de travaux et 2 mois pour les opérations préalables à la réception, la marche à blanc et la réception
- Exploitation - P3 (48 mois)

Ce délai global ne comprend pas les délais des différentes garanties attachées aux prestations de la phase 1 et 2 et qui courent à compter de la date de la réception des ouvrages.

En cas de besoin, le Maître de l'Ouvrage pourra prolonger le contrat du TITULAIRE par le biais d'un OS de prolongation. La prolongation du marché n'ouvrira pas droit au TITULAIRE de modifier ses prix forfaitaires et unitaires.

1.13 -Les intervenants

Le TITULAIRE désigne le groupement d'entreprises auquel le MOA confie l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le TITULAIRE est représenté par le Mandataire du groupement d'entreprises.

Le Mandataire est : l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

En cas de mise en place d'un mandat glissant par le TITULAIRE, l'entreprise en charge de l'exploitation maintenance deviendra le TITULAIRE du groupement pour la phase P3 du marché à la place de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux qui sera mandataire uniquement pour les phases P1 et P2.

L'ensemble des notifications se rapportant à l'exécution du présent marché est opéré à l'adresse du siège social du représentant du TITULAIRE. Si d'aventure ce dernier élit domicile dans des locaux dédiés à l'exécution du présent marché, et à proximité immédiate du site de réalisation des travaux, il en informe le MOA qui peut, d'un commun accord avec le TITULAIRE, adresser les notifications à l'adresse de ces locaux dédiés.

1.13.1 - Représentation du TITULAIRE

En complément de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, il est précisé que le TITULAIRE désigne un « Directeur de projet » qui est la personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du présent Marché.

Il dispose à cet effet des prérogatives lui permettant d'engager le groupement lors des différentes phases d'exécution.

Le directeur de projet sera l'interlocuteur de la Maîtrise d'Ouvrage tout au long du marché.

En cas de mise en place d'un mandat glissant par le TITULAIRE, le Directeur de Projet évoluera entre la phase P2 et P3 à compter de la date actant la décision de réception par le MOA. En cas de mise en place du mandat glissant devront être donc être prévus au présent marché :

- Un directeur de projet pour les phases P1 et P2
- Un directeur de projet pour la phase P3

En cas de mise en place du mandat glissant, il est demandé que le Directeur de Projet nommé pour les phases P1 et P2 soit mobilisé lors de la phase P3 afin de pouvoir réaliser la levée des réserves, le suivi des garanties, ainsi que la finalisation financière des phases précitées.

Si le TITULAIRE décide de ne pas recourir au mandat glissant, le Directeur de projet des phases P1 et P2 sera aussi le directeur de projet de la phase P3.

1.13.2 - Obligation du mandataire

Le TITULAIRE s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

En cas de mise en place d'un mandat glissant par le TITULAIRE :

- Pour les phases P1 et P2, le mandataire du groupement est l'entité réalisant les travaux.
- Pour la phase P3, le mandataire sera l'entité réalisant les prestations d'exploitation maintenance deviendra mandataire.

Si le TITULAIRE décide de ne pas mettre en place de mandat glissant, le mandataire des phases P1 et P2 sera aussi le mandataire du groupement en phase P3.

Le mandataire du groupement assure la représentation des cotraitants ainsi que la coordination de leurs interventions.

Au titre de son obligation de représentation du groupement, le mandataire doit notamment :

- Être l'interlocuteur unique de la MOA pour la gestion du présent marché
- Assurer la transmission à la MOA, après analyse et avis pour information, de toutes les communications émanant d'un cotraitant
- Assurer le contrôle du dépôt de l'ensemble des documents sur la GED (à la charge du TITULAIRE)
- Assurer la transmission à la MOA des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement de ses sous-traitants et des sous-traitants des différents cotraitants
- Assurer la transmission à la MOA des demandes mensuelles et finales de paiement de tous les cotraitants

- Assurer la transmission à la MOA, en temps utiles, de toutes les informations nécessaires à la réception des travaux et à la levée des réserves (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mise en place d'un mandat glissant)
- Assurer la transmission à la MOA de la répartition des pénalités à opérer sur le paiement des différents contraintes
- Assurer la représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation ou de différent

Au titre de son obligation de coordination et de pilotage du groupement, le mandataire doit :

- Centraliser et mettre en cohérence les éléments des calendriers détaillés des membres du groupement entre eux et dans le respect des dispositions du marché
- Transmettre aux membres du groupement toutes les informations, instructions, notes, plans, directives, ordres de service, ou toute autres décisions émanant de la MOA, avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts
- Veiller au respect des principes d'organisation des installations de chantier par les membres du groupement, (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mise en place d'un mandat glissant)
- Veiller à l'application des dispositions relatives à l'environnement par les membres du groupement et notamment s'assurer de la bonne gestion des déchets sur les lieux des zones de travaux ou bien de l'opération d'exploitation
- Mettre en concordance les méthodes et les processus de conception et de réalisation des ouvrages de chacun des membres du groupement, ainsi que les interventions en phases d'exploitation
- Coordonner les études d'exécution de chacun des membres du groupement (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mise en place d'un mandat glissant)
- Assurer la coordination et l'établissement du DOE, de la documentation de formation, de maintenance et d'approvisionnement
- Faciliter l'exercice en toute indépendance des missions de MOE pour la validation des études et le contrôle des travaux (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mise en place d'un mandat glissant)
- Suivre l'application des dispositions du marché par les différents intervenants du groupement et provoquer l'étude des solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux et de façon générale des différentes missions
- Assurer la gestion des interfaces internes au groupement
- Participer à la coordination avec des intervenants extérieurs en interface avec ce marché
- Assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène e et de sécurité
- Participer aux réunions du CISSCT (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mise en place d'un mandat glissant)
- S'assurer du respect des dispositions prescrites par le CSPS et le CT
- S'assurer que toutes les prestations objet du présent marché sont à réaliser dans le respect du programme, des textes législatifs et règlements en vigueur au moment de leur exécution et des règles de l'art
- Assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants

1.13.3 - Obligation des cotraitants

Chaque co-traitant est responsable vis-à-vis du MOA de la réalisation des prestations mises à sa charge.

Chaque co-traitant doit notamment :

- Fournir au Mandataire, pour transmission au Maître d'Ouvrage, tout document prévu par le présent marché ou nécessaire à la réalisation du projet,
- Faire connaître l'état d'avancement des tâches dont il est en charge, afin de permettre le suivi de l'avancement
- Informer le Mandataire de tout événement susceptible de perturber la bonne réalisation de ses prestations,
- Prendre en compte les remarques émanant du Mandataire.

1.13.4 - Les différentes entités du groupement du TITULAIRE

Le groupement TITULAIRE est constitué à minima de 3 entités : un cotraitant assurant les prestations de conception (« le maître d'œuvre »), un cotraitant assurant les prestations de réalisation et un cotraitant assurant prestation d'exploitation.

Le mandataire qui sera :

- En cas de non mise en place d'un mandat glissant par le TITULAIRE : l'entreprise assurant la réalisation des travaux pour les phases P1, P2 et P3.
- En cas de mise en place d'un mandat glissant par le TITULAIRE : l'entreprise assurant la réalisation des travaux pour les phases P1 et P2 puis l'entreprise en charge des prestations d'exploitations maintenance pour la phase P3.

Entité assurant les prestations de conceptions

L'entité assurant les prestations de conception définies au présent CCAP et à son annexe 01 est désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement. Elle devra notamment assurer :

- La production des Etudes de Conception des ouvrages à réaliser, en conformité avec le Programme et avec les autres dispositions du présent marché (Missions M2, M3, M4 et M5),
- Le contrôle de la conformité des documents d'exécution produits par les constructeurs (études d'exécution, études de synthèse) au regard des études de conception produites par le MOE et des dispositions du marché, lesquels sont soumis au VISA du MOE (Mission M8),
- Le contrôle de la conformité des travaux en cours de réalisation au regard des études de conception produites par le MOE et des dispositions du marché, impliquant la réalisation d'un suivi d'exécution et la participation du MOE aux réunions de chantier,
- Le contrôle de la conformité des travaux réalisés au regard des études de conception produites par le MOE et des dispositions du marché, notamment au travers des vérifications, essais et opérations préalables à la réception (OPR) (mission M13), étant entendu que la Mission M13 comprend également, la remise des DOE et la participation du MOE aux OPR menées par le MOA. Le maître d'œuvre est représenté par une ou plusieurs personnes, nominativement désignées.

Le maître d'œuvre est notamment responsable de la conception des ouvrages objets du présent marché. A ce titre, il contresigne l'intégralité des pièces produites dans le cadre de ces études. Il est par ailleurs rappelé que l'équipe de maîtrise d'œuvre doit comprendre un spécialiste exploitation maintenance qui participe à la conception de l'ouvrage a minima pour les études suivantes : CVC,

CFO/CFA, plomberie sanitaire, VRD, SSI, sureté et aménagement paysager, restauration, blanchisserie, nettoyage et propreté, gestion des déchets, factotum.

Le maître d'œuvre supervise la réalisation des études d'exécution et la cellule de synthèse (mission M7). Il s'assure de la réalisation des études d'exécution et de synthèse conformément aux dispositions des études de conception et aux pièces du présent marché, notamment le programme. Pour ce faire, tous les documents d'exécution produits par le mandataire seront soumis à son visa.

Pendant l'exécution des travaux, le maître d'œuvre s'assure que les ouvrages réalisés respectent les dispositions des études effectuées. Son représentant est présent à chaque réunion ainsi qu'à toutes réunions demandées par le SGAMI. La Maîtrise d'Œuvre devra se conformer aux prescriptions adressées par le Contrôleur Technique

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre devra systématiquement prendre part à chacune des étapes des opérations préalables à la réception et à la vérification des essais et des fiches d'autocontrôle selon la procédure prévue à l'Article 15 - du présent CCAP., ainsi que les essais et contrôles opérationnels prescrit par la MOA

Tout au long de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre doit notamment s'assurer que les documents produits et les matériaux et matériels proposés, ainsi que leur mise en œuvre répondent à la fois aux exigences du programme et à sa traduction, au travers des pièces écrites, mémoires, plans et documents graphiques remis au cours des différentes phases de conception et d'exécution. Il s'assure notamment que les éventuels ajustements opérés n'ont pas eu pour effet de dégrader le projet sur le plan architectural, technique et/ou fonctionnel, et/ou de l'exploitation-maintenance future.

Entité assurant les travaux

L'entité assurant la réalisation des travaux est notamment responsable de la mission M7.

Elle prendra part à la direction des études d'exécution, des études de synthèse et de la coordination de la cellule de synthèse. Comme dans une procédure classique, le visa des études d'EXE est donné par le maître d'œuvre, qui participe aussi à la synthèse.

Entité assurant les prestations d'hôtellerie – blanchisserie

La mission sera réalisée par l'entité réalisant l'exploitation maintenance du bâtiment.

Le TITULAIRE inclut notamment dans sa prestation :

- La fourniture et la distribution des repas,
- Le blanchissage,
- Le nettoyage

- La fourniture et la distribution de couchage et de nécessaire de toilette.

Le détail des missions du TITULAIRE sera donné dans le programme transmis en phase offre. Une première ébauche de ces missions figure en annexe 01 du présent CCAP.

Pour l'ensemble des prestations hôtelières, dans le respect de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dites loi « Climat et Résilience », le TITULAIRE :

- Propose un système permettant d'assurer la traçabilité et la mesure de la performance.
- Dans le cas où l'un des objectifs ne serait pas totalement atteint, il sera appliqué des pénalités.
- Aura un devoir de conseil auprès de l'équipe de conception concernant les locaux mis à disposition pour l'exécution de ses prestations.

Entité assurant les prestations d'entretien maintenance

La réalisation par l'entité assurant les prestations d'entretien maintenance des missions qui lui incombent devra permettre :

- De maintenir l'ensemble des installations et du bâtiment dans un bon état de fonctionnement général et continu, conformément aux attentes de la Maîtrise d'Ouvrage ;
- De garantir la réalisation des objectifs de performance et l'atteinte des résultats escomptés.

Le contrat est à « obligation de résultats ». Le choix des moyens propres à atteindre les objectifs définis, et leur utilisation, relèvent exclusivement du TITULAIRE. Dans les cas où les objectifs ne seraient pas totalement atteints, le versement de la composante de la Rémunération sera diminué de pénalités.

NB : les objectifs concernent également l'exploitation du bâtiment et seront notamment relatifs aux :

- Délais d'intervention ;
- Taux de panne.

Le TITULAIRE de la mission d'exploitation maintenance sera :

- Présent lors de la réalisation des travaux à effectuer au titre de la mission d'exploitation maintenance ;
- D'astreinte 7 j /7, jours fériés compris ;
- Obligé d'intervenir dans les 2 heures pour les cas de force majeure (sécurité, disponibilité de chambre, santé).

La réception et la levée des réserves ne dégagent pas le TITULAIRE de ses responsabilités contractuelles au titre :

- Des prestations devant être exécutées jusqu'au terme du marché ;
- Des objectifs de performance pour lesquels il s'est engagé ;
- Des prestations d'Entretien d'Exploitation de Maintenance pour lesquelles il s'est engagé.

La prestation « Entretien-Exploitation-Maintenance » comprend notamment les prestations suivantes :

- L'Entretien, l'Exploitation et la Maintenance avec garantie totale et garantie des performances demandées dans l'ensemble des pièces écrites constituant le marché ;
- L'entretien des espaces verts ;
- Une mission d'expertise débutant avec la phase conception et ne s'achevant qu'à la réception de l'ouvrage ;
- La participation aux échanges et réflexions relatifs aux choix architecturaux et techniques en phase étude et lors de la réalisation des travaux afin de :
 - Réduire autant que possible les futurs coûts de fonctionnement de l'ouvrage ;
 - Maîtriser le coût des investissements ;
- Une contribution pendant les études d'exécution, la réalisation des travaux de construction et les opérations préparatoires à la réception des travaux, en vue de préparer au mieux la mise en exploitation de l'ouvrage.

Le périmètre des prestations couvre l'ensemble des différents corps d'état, des espaces extérieurs et des installations techniques à l'exception des équipements spécifiques, tels que les équipements informatiques liés à la sécurité. Il comprend également la réalisation des maintenances réglementaires.

Ce périmètre est précisé dans le programme transmis en phase offre.

A ce titre, le TITULAIRE s'engage notamment sur les prestations suivantes :

- La conduite optimisée des équipements de production et consommation de fluides énergétiques,
- L'entretien de toutes les installations techniques du bâtiment (exception des éléments précisés supra),
- Cette prestation correspond aux niveaux 1, 2 et 3 de la norme NFX 60.000 d'avril 2016 et complété par le guide d'application aux patrimoines immobiliers GA X60- 025 d'août 2009 et « Guide d'application du fascicule de documentation FD X 60-000 aux patrimoines immobiliers » du SYPEMI.

Le TITULAIRE exécute les Prestations de Conduite, d'Entretien et de Maintenance, incluant la maintenance préventive et curative, conformément aux règles de l'art et aux prescriptions du Programme exploitation-maintenance. Ces Prestations englobent toutes les opérations nécessaires pour maintenir les Ouvrages et Équipements en bon état de fonctionnement, de manière à ce qu'ils conviennent toujours aux usages auxquels ils sont destinés, jusqu'à ce que leur vétusté ou une défaillance rende nécessaire leur remplacement.

Les conditions et limites des Prestations d'Exploitation et de Maintenance sont définies dans le programme, transmis en phase offre.

Le TITULAIRE met en œuvre une solution logicielle de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO). Il assure les tests de la GMAO pendant les phases de conception et de réalisation, ainsi que la formation du personnel pendant les OPR et la maintenance.

Le coordonnateur SSI :

Le TITULAIRE doit nommer une personne qualifiée et accréditée en conséquence, dénommée dans les présentes « coordonnateur SSI » (Systèmes de Sécurité Incendie), qui le représentera et interviendra, sur les sujets le concernant, lors des phases d'études, d'instruction des demandes d'autorisation administratives spécifiques, puis de réalisation et notamment d'essais techniques des installations.

Le TITULAIRE doit, à ce titre, élaborer un dossier d'identité SSI, comportant l'ensemble des données fonctionnelles et techniques relatives aux systèmes de sécurité incendie de l'ouvrage.

1.13.5 - Sous-traitance :

NB : Il est rappelé au TITULAIRE :

- D'une part, que les articles L431-1 et R431-1 du code de l'urbanisme réservent l'établissement du projet architectural, tel qu'il est défini par les articles L431-2 et R431-8 à R431-12 dudit code, aux architectes au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée, sur l'architecture ;
- D'autre part, que l'article 37 du code de déontologie des architectes, interdit à un architecte de sous-traiter l'établissement de tout ou partie dudit projet architectural.

En ce sens, l'architecte membre du groupement, qualifié de MOE, ne peut pas sous-traiter l'établissement de tout ou partie dudit projet architectural à un tiers, ce que celui-ci soit ou non un architecte.

Pour le reste, les membres du groupement peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants devront présenter des garanties professionnelles et financières en rapport avec la nature et l'importance des travaux sous-traités.

En vue d'obtenir leur acceptation, et quel que soit le membre du groupement qui entend recourir à la sous-traitance, le mandataire devra remplir et transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur, pour chacun des sous-traitants, un acte spécial dont un modèle est donné à l'annexe 06 de l'acte d'engagement et fournir à l'appui de ce document toutes les pièces citées dans ce modèle.

Les déclarations de sous-traitance doivent être transmises au plus tard un (1) mois avant le début de l'intervention dudit sous-traitant, accompagnées de l'ensemble des pièces justificatives qui sont requises dans le modèle de déclaration de sous-traitance annexé à l'AE. Le Maître de l'Ouvrage dispose d'un délai de 10 jour ouvré pour valider ledit formulaire, à compte de la date de réception du document.

La sous-traitance ne devra pas remettre en cause l'engagement pris par le TITULAIRE en matière d'insertion par l'économie au titre du marché. Le TITULAIRE s'engage alors à définir et calculer avec l'assistance technique du Maître d'Ouvrage, la répartition des objectifs d'insertion sur les différents sous-traitants afin de garder la lisibilité et le bon équilibre de la démarche initiale.

Dès que les prestations ou travaux d'un sous-traitant de premier rang sont achevés, le TITULAIRE transmettra un quitus conforme au modèle joint en annexe à l'AE, complété et signé (transmis en phase offre) Il est à noter que le paiement de la facture de solde du marché ne pourra intervenir que lorsque l'ensemble des quitus des sous-traitants aura été fourni au MOA par le TITULAIRE.

1.13.6 - Désignation des personnes en charge des postes clés

Outre le Directeur de Projet, le TITULAIRE doit impérativement désigner nominativement les personnes physiques, ainsi que leurs suppléants, qui assurent les postes clefs suivant :

- Responsable de la MOE
- Responsable des Travaux
- Responsable de la Qualité
- Responsable OPC
- Responsable Chantier Propre
- Coordinateur SSI
- Responsable de la Phase Exploitation
- Responsable administratif et financier

Dans l'éventualité où l'une des personnes en charges du dossier serait indisponible pour une raison extérieure aux parties, le TITULAIRE doit assurer la continuité des missions. En ces circonstances, le suppléant remplacera la personne en charge du dossier dès le premier jour de son absence. Le TITULAIRE devra prendre les mesures nécessaires pour permettre une prise en main facile et efficace du dossier par le suppléant en cas de substitution.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, en cas d'indisponibilité définitive du responsable, en particulier pour la personne responsable de la coordination et de la direction du chantier, la nouvelle personne physique désignée par le TITULAIRE doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

- Le TITULAIRE doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur par envoi dématérialisé avec accusé de réception, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.
- Le TITULAIRE doit désigner un remplaçant et en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quatorze jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.
- Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le TITULAIRE dispose de quatorze jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur suivants les mêmes conditions que précédemment.

A défaut le marché peut être résilié sans demande d'indemnisation de la part du TITULAIRE.

Le suppléant assurera la transition dans l'attente de la désignation du remplaçant. En cas de remplacement de la personne responsable du dossier, les délais d'exécution du marché prévus à l'article 6 de l'acte d'engagement restent inchangés.

1.13.7 - Autres intervenants (hors marché)

CT – Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues aux articles L125-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation. Les interventions confiées au contrôleur technique concernent :

- L+P, relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables et à la solidité d'équipements non indissociablement liés soit éléments d'équipements dissociables pouvant être supprimés sans porter atteinte aux ouvrages indissociables.
- S, relative à la sécurité des personnes dans les constructions.
- PH / ATTPH, relative à l'isolation acoustique des bâtiments.
- TH / ATTTH, relative à l'isolation thermique des bâtiments.
- F, relative au fonctionnement des installations.
- GTB : cette mission complète les missions S et F en ciblant le système de gestion technique du bâtiment.
- ENV, relative à l'environnement.
- HYS, relative à l'hygiène et à la santé.
- Brd, relative au transport des brancards dans la partie hébergements.
- HAND, relative à l'accessibilité des personnes handicapées.
- VAMST/CONSUEL, relatives aux vérifications avant mise sous tension des installations électriques en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL.
- VIEL, relative aux vérifications initiales des installations électriques.
- PV, relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage.

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999. Le contrôleur technique intervient pendant l'analyse des offres, la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Les coordonnées du contrôleur technique seront transmises ultérieurement au TITULAIRE.

CSPS – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

La mission confiée au coordonnateur, ci-après dénommé CSPS, est définie au sens du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil (article R4532 du code du travail) Il s'agit d'une mission de niveau I pour les phases « conception », « réalisation » et « aménagement ».

Le TITULAIRE doit observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature du chantier. Ces dispositions doivent avoir été prises en compte pour l'établissement du prix global et forfaitaire du marché. Le TITULAIRE ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre. En complément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG Travaux, le TITULAIRE doit rédiger, après inspection préalable commune, dans le cadre de ses interventions, son Plan Particulier

pour la Sécurité et la Protection de la Santé (PPSPS) et l'adresser au Coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché. Ces dispositions s'appliquent également aux cotraitants et aux éventuels sous-traitants à qui le TITULAIRE doit remettre le Plan Général de Coordination (PGC). Préalablement à leur intervention, ils disposent de 30 jours à compter de l'agrément du maître d'ouvrage, pour remettre leur PPSPS au coordonnateur SPS. Les coordonnées du CSPS seront transmises ultérieurement au TITULAIRE.

L'AMO

Voir l'article 1.2 du présent document.

1.14 -Devoir de discrétion des intervenants

En complément des dispositions de l'article 5.1 du CCAG Travaux relatives à l'obligation de confidentialité, le TITULAIRE, et plus précisément l'ensemble de ses préposés, qu'ils soient co-traitant ou sous-traitants, sont soumis à une obligation de discrétion et de confidentialité dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Cette obligation de discrétion et de confidentialité est explicitée dans l'engagement individuel de confidentialité figurant en annexe 03 de l'AE.

Toutes les personnes physiques ayant à intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché doivent compléter et signer l'engagement individuel de confidentialité.

Les engagements de confidentialité ainsi complétés et signés sont à remettre par le TITULAIRE au MOA avant toute mobilisation effective desdites personnes physiques sur le présent marché.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts et aux frais et risques du TITULAIRE, sans qu'aucune indemnisation ne lui soit versée.

Plus particulièrement, le TITULAIRE s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution, exploitation, à la conservation et à la sauvegarde puis à la destruction (dès qu'elles ne sont plus utiles) des informations recueillis sur le site du Projet.

1.15 -Devoir de prise de connaissance des documents

Le TITULAIRE reconnaît que l'exactitude, le caractère complet, et la pertinence des informations mises à sa disposition par le MOA concernant le site de réalisation de l'opération, ne peut être garantie intégralement.

En ce sens, il incombe au TITULAIRE, en tant qu'homme de l'art assujetti à un devoir de conseil, de vérifier chacune des données d'entrée transmises afin de déceler les éventuelles incertitudes, incohérences, ou erreurs qu'elles peuvent comporter, et en informer le MOA.

Le TITULAIRE reconnaît que pour l'élaboration de son offre et de ses études (et notamment pour l'identification des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la réalisation des ouvrages, y compris pour l'estimation des coûts et la fixation des délais d'exécution), il ne s'est pas uniquement fié aux informations transmises par le MOA. Le TITULAIRE est réputé avoir, avant la signature du présent marché, procédé à toutes les analyses et évaluations raisonnables attendues d'un homme de l'art au regard des éléments fournis par le MOA pour juger de leur densité et de leur pertinence,

identifier et intégrer toutes les conditions et contraintes d'exécution dans le cadre de la détermination du montant du marché.

Le TITULAIRE ne pourra élever aucune réclamation consécutive à une éventuelle incohérence ou incomplétude des documents et informations mis à sa disposition par le MOA.

1.16 -Devoir d'alerte des intervenants

Les intervenants sont tenus de se comporter en conseillers loyaux de la MOA et s'obligent à faire preuve du soin et de la diligence appropriés à l'accomplissement des prestations faisant l'objet du marché conformément aux règles de l'art et de la profession.

A ce titre, les intervenants signalent à la MOA tous les éléments qui leur paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Les intervenants sont tenus, en permanence, de s'assurer de la constance des bonnes conditions d'exécution des missions prévues par le marché. A ce titre, Ils ont l'obligation de signaler, dès qu'ils en ont connaissance, par écrit, à la MOA, l'existence de toute situation, qu'elle qu'en soit la nature, qu'ils estiment non prévu au marché et qui est susceptible d'avoir une incidence sur les délais d'exécution ou le cout du marché.

Les situations visées dans le présent article concernant celles qu'un opérateur normalement compétent ne peut méconnaître dans le cadre du marché.

Dans le cas où les intervenants présentent une réclamation consécutive à une situation qui n'auraient pas été signalées dans un délai de 10 jours à compter de sa survenance, la MOA peut considérer cette réclamation comme forclosée et la rejeter pour ce seul motif.

1.17 -Réunions

1.17.1 - Généralités

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réservent le droit d'organiser toute réunion concernant les prestations objet du marché. Le groupement sera tenu d'y participer.

L'augmentation de la fréquence de ces réunions n'ouvrira droit à aucune rémunération complémentaire au profit du TITULAIRE.

En sus de ces réunions génériques décrites ci-après, le TITULAIRE devra réaliser des réunions de cadrage de l'opération et des réunions thématiques en phase étude. Celles-ci seront décrites dans l'annexe 01 du CCAP et / ou dans les documents remis en phase Offre.

L'ensemble des réunions pourront se tenir en présentiel, soit à Oissel, soit, exceptionnellement, dans le site du SGAMI de Rennes ou, éventuellement, dans les locaux du groupement.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions est assurée par l'AMO, sauf pour la réunion hebdomadaire de chantier dont le compte-rendu est rédigé par le maître d'œuvre, cotraitant du groupement TITULAIRE, puis validé par le maître d'ouvrage.

1.17.2 - Réunions pendant la phase de conception

Les réunions en phase de conception ont lieu à Oissel, ou exceptionnellement sur un autre site (SGAMI de Rennes ou locaux du groupement éventuellement).

Lors de l'élaboration des dossiers à chaque phase d'étude, des réunions de conception seront organisées, en présence du représentant du groupement TITULAIRE, dont le cotraitant maître d'œuvre, à un rythme *a minima* bimensuel. Ces réunions auront pour but de présenter l'état d'avancement du projet, et d'aborder les problématiques de conception se posant dans le développement des études.

1.17.3 - Réunions pendant la phase de réalisation

Le TITULAIRE assure l'organisation et la direction des réunions de chantier dont la fréquence sera hebdomadaire pendant la phase de réalisation. Chacune des entités du TITULAIRE telles que définies à l'article 1.13 du présent CCAP devra être systématiquement représentée. Le représentant du maître d'ouvrage devra être invité à chacune de ces réunions de chantier, auquel il participera autant que nécessaire.

En sus de ces réunions de chantier hebdomadaires sera organisée une réunion mensuelle, dite de maîtrise d'ouvrage, à laquelle, en complément des personnes présentes à la réunion de chantier, sera associée le maître d'ouvrage.

Lors de ces réunions, le TITULAIRE informe le maître d'ouvrage ou son représentant sur l'état d'avancement des études, des travaux et de l'aménagement, sur l'évolution des dépenses correspondantes ainsi que des modifications prévisibles sur l'ensemble de ces domaines. Les réunions de chantier se déroulent sur site. Les installations de chantier sont équipées en conséquence des locaux adaptés.

1.17.4 - Réunions en phase exploitation maintenance

Les réunions en phase exploitation maintenance se tiendront soit sur site, soit exceptionnellement, dans le site du SGAMI de Rennes en présence :

- Du mandataire du groupement
- En cas de mise en place du mandat glissant par le TITULAIRE, le Maître d'ouvrage pourra exiger la présence du directeur de projet des phases P1 et P2

Ces réunions se tiendront à un rythme *a minima* mensuel. Ces réunions auront pour but de présenter le déroulé des opérations d'entretien maintenance et d'hôtellerie, et d'aborder les problématiques se posant.

1.18 -Le schéma de contrôle qualité

Dès le démarrage des études de conception et jusqu'à la finalisation des études de projet (PRO), et en cas de besoin pendant le chantier, le TITULAIRE du marché doit mettre à jour, notamment au vu des solutions techniques retenues, le schéma de contrôle qualité (SCQ).

Ce document doit permettre de s'assurer, tout au long du projet, de la bonne atteinte des performances techniques demandées dans le programme, de vérifier la qualité de mise en œuvre en phase réalisation, de cadrer la surveillance des délais de réalisation et de limiter l'apparition de désordres ultérieurs.

Ce document sera particulièrement axé sur les éléments structurants pour la qualité technique et architecturale du projet, et pour l'exploitation future des ouvrages.

Le schéma de contrôle qualité détaillera, de façon opérationnelle, notamment :

- Les risques identifiés pour chaque corps d'état ainsi que les composantes de l'ouvrage concernés ;
- L'ensemble des actions prévues, en termes de mesures préventives, d'essais et de contrôles, notamment l'ensemble des études, échantillons, maquettes et prototypes, contrôles en usine, essais sur site, essais liés à la sûreté, leurs modalités de mise en œuvre et leur calendrier de réalisation. Il s'agit des actions prévues d'une part au cours de l'opération et, d'autre part, lors des opérations préalables à la réception (OPR) ;
- Les jalons reportés dans le calendrier détaillé d'exécution permettant de s'assurer de la bonne prise en compte des mesures préventives, de la bonne tenue des contrôles ou tests, et de positionner les échéances limites pour la prise de décision, de manière à éviter une exécution irréversible compromettant l'atteinte des performances attendues ;
- Les modalités de pilotage, d'organisation et de fonctionnement du cycle de suivi, d'exécution et de validation des actions du schéma de contrôle de la qualité. Ce plan comprendra l'organigramme nominatif de l'ensemble des intervenants, et identifiera le pilote et l'exécutant de chaque action ;
- Les modalités de présence du maître d'ouvrage, de l'équipe de maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique à chacune des phases décisives du projet ;
- La production et la gestion des documents relatifs au suivi du schéma de contrôle qualité et à l'exécution de ses actions, et le cas échéant, aux mesures correctives et de rattrapage.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, indiquées selon un ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la maîtrise d'ouvrage fait seule foi.

En cas de contradictions :

- Entre les dispositions de pièces distinctes, les dispositions contenues dans la pièce ayant le rang supérieur dans l'ordre de prévalence des pièces, prévaudront sur celles contenues dans la pièce ayant un rang inférieur dans l'ordre de prévalence des pièces,
- Entre les dispositions de deux pièces de même valeur, les dispositions les plus avantageuses pour la MOA prévaudront ;
- Entre les dispositions d'une pièce et de ses annexes, les dispositions contenues dans la pièce principale prévaudront sur celles contenues dans ses annexes,
- Entre les dispositions d'une même pièce, les dispositions les plus avantageuses pour la MOA prévaudront sur les dispositions énoncées par la suite,
- Entre deux ou plusieurs plans rattachés à une même pièce, ceux dressés à l'échelle la plus précise prévaudront sur ceux établis à une échelle moins précise.

Le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance de manière approfondie de l'ensemble des documents énumérés ci-après, les avoir acceptés dans leur intégralité et s'engage à les faire respecter par toute personne travaillant pour son compte. Le TITULAIRE a l'obligation de vérifier le contenu de ces documents contractuels et de signaler au MOA, dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions qu'il aurait éventuellement décelées.

2.1 - Pièces particulières

- **L'acte d'engagement (AE)** remis en phase offre et ses annexes :
Annexe 01 : Les pièces graphiques (images) compris dans le dossier d'avant-projet sommaire de l'offre finale remis par le TITULAIRE et actualisée en phase APD
Annexe 02 : La répartition financière des montants par mission et par cotraitant
Annexe 03 : Engagement de discrétion et de confidentialité
Annexe 04 ; Tableau des postes clés
Annexe 05 : Engagement relatif aux actions d'insertion par l'activité économique
Annexe 06 : Présentation d'un sous-traitant
- Le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes :
Annexe 01 : définition des missions prévues au marché
Annexe 02 : liste des pièces à fournir en cours de mission
Annexe 03 : liste des pénalités
Annexe 03b : notice explicative Délais – Pénalités M14
Annexe 04 : charte chantier vert (transmise en phase offre)
Annexe 05 : modalité de mise en œuvre de la clause sociale
Annexe 06 : condition d'intervention
Annexe 07 : sécurité numérique
Annexe 07b : attestation de reconnaissance de responsabilité
Annexe 08 : EDIFLEX
Annexe 09 : fiches modificatives (transmises en phase offre)
- Le **programme (remis en phase offre)** composé comme suit :
Programme fonctionnel et ses annexes
Programme technique et ses annexes
Fiches espaces
Programme EMS et ses annexes
- Le Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé remis en phase offres

- Les documents du **dossier de site et notamment l'ensemble des études déjà réalisée et transmises au TITULAIRE dans le cadre de la consultation** (notamment Pré rapport Faune-Flore + plans géomètre + Etude de Sol
- **Les plans compris dans le dossier d'avant-projet sommaire de l'offre finale** et les schémas d'adaptation établis par le TITULAIRE et remis lors de la consultation, complétés des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ces documents.
- **Les pièces écrites et les mémoires de présentation de l'avant-projet sommaire de l'offre finale ainsi que les notices d'adaptation architecturale, technique et paysage établis par le TITULAIRE** et remis lors de la consultation, complétés des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ces documents,
- **Le projet de cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** établi par le TITULAIRE et remis lors de la consultation, complétés des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ce document.
- La Décomposition des Prix globaux et forfaitaires (sauf l'ensemble des éléments quantitatifs)
- Le Bordereau de Prix Unitaires (phase 3 M14 et M15b)
- **Le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations établi par le TITULAIRE** et remis lors de la consultation, complété des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ce document. A ce calendrier, se substituera le calendrier détaillé d'exécution au stade des études, puis le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux, prévus à l'article 5.3 du présent CCAP.
- **Le schéma de contrôle qualité spécifique élaboré par le TITULAIRE**, mis à jour par le TITULAIRE à l'issue de chacune des phases de conception. Il deviendra définitif lors de l'approbation des études de projet. Chaque mise à jour du schéma de contrôle qualité devra être contresignée par le maître d'œuvre.
- Les documents suivants, émis par le TITULAIRE, dans leur dernière version approuvée par le MOA :
 - Le Plan de Management de Projet,
 - Le Plan de Classement et de Gestion de la Documentation,
 - Le Plan de Management de l'environnement et du développement durable
 - Le Plan de Management des risques,
 - Le Plan de Contrôle et d'Essais,
 - Le Plan Détaillé de Réception,
 - Le Plan de Formation
 - Le Plan de Maintenance
 - Le Plan d'approvisionnement
 - Tout autre document jugé nécessaire

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de la notification du marché :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État ;
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS/DTU) tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget en date du 27 juillet 1990, et l'ensemble des textes qui les ont modifiés.
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Les normes françaises AFNOR en vigueur à la date de la remise de l'Acte d'Engagement en lien avec l'objet du marché, par exemple : norme X-60 000 sur la maintenance,

2.3 - Conformité des pièces constitutives aux normes et règlements

Toutes les prestations objet du présent marché sont à réaliser dans le respect :

- Des textes législatifs et règlements en vigueur au moment de leur exécution,
- Des règles de l'art.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicable en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et, le cas échéant, formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

En complément et précision de cette disposition, il est rajouté qu'il incombe au TITULAIRE, tout au long de la durée d'exécution du présent marché, une obligation de veille réglementaire consistant pour lui à suivre les évolutions de la réglementation, à en prendre connaissance et à en informer le MOA avec proactivité. Cette information adressée au MOA comprendra une analyse des incidences de cette évolution réglementaire sur les prestations du marché, ainsi que, le cas échéant, une justification de ce que cette évolution n'était aucunement prévisible en amont la date de remise de l'offre finale par le TITULAIRE.

En l'absence d'information de la part du TITULAIRE, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution réglementaire dans ses prestations, sans que cela ne puisse avoir d'incidence sur sa rémunération.

Enfin, toute évolution réglementaire survenant en cours d'exécution du présent marché, et qui était prévisible avant la date de remise de l'offre finale par le TITULAIRE, ne pourra donner lieu à une quelconque rémunération supplémentaire. Si une ou plusieurs stipulations contractuelles étaient considérées non valides en application d'une disposition législative ou réglementaire ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, lesdites stipulations seraient alors réputées non écrites sans pour autant que cela n'entraîne la nullité du marché, ni n'altère la validité des autres dispositions du marché.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Prix du marché

Le présent marché est principalement réglé par l'application d'un prix global et forfaitaire, indépendamment des quantités réellement mises en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent marché.

Le prix global et forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement est détaillé au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), ainsi que des sous-détail de prix.

Toute indication de quantités qui pourrait apparaître dans les sous-détail de prix, le mémoire technique d'offre, les études de conception, ou tout autres documents produits par le TITULAIRE, ne saurait valablement être entendue comme la limite supérieure des prestations dues par le TITULAIRE, et être opposable au MOA.

En ce sens, il revient au TITULAIRE de prendre en compte et d'intégrer toutes les plus-values et sujétions diverses dans le prix global et forfaitaire qui sera complet, net, non susceptible de majoration ou de plus-values.

En sus de ce prix forfaitaire, le marché inclut des prestations donnant lieu à l'émission de bons de commande sur la base de prix unitaires (BPU ou sous-détail de prix) – cf. article 3 du CCAP.

Les prestations à prix unitaires permettent la commande des prestations aux retenus (M15b) et d'éventuelles prestations ponctuelles (M14), complémentaires aux prestations forfaitaires sur l'ensemble des domaines techniques sauf les travaux. Elles pourront, soit faire l'objet de devis et de bons de commande soit d'ordres de service spécifiques sur la base des prix unitaires contractuels.

3.2 - Prestations de conception-réalisation (P1 et P2)

Les prestations de conception et de réalisation sont réglées à prix forfaitaires sur la base de la DPGF afférente.

3.3 - Prestations d'exploitation (P3) – Mission 1c (R1) et mission 14

3.3.1 - Prestations forfaitaires

Les prestations, objet des missions 1c et 14 (rubriques n°1 à 4), sont réglées à prix global et forfaitaire. Ce prix comprend l'ensemble des prestations décrites dans le programme d'exploitation.

Le candidat chiffre le détail des lignes de prestations dans la décomposition du prix global et forfaitaire associée à chaque rubrique.

3.3.2 - Prestations sur bons de commande

Les prix des prestations « hors forfait » pour les rubriques 2 à 4 (mission 14) sont calculés sur la base du bordereau des prix unitaires associé à chaque rubrique et/ou sur la base de devis acceptés, proposés au MOA.

Les prestations à bons de commande sont listées au BPU par rubrique et peuvent être des prestations horaires selon le profil, des matériels, des moyens matériels de levage ou autres.

Le TITULAIRE présente cette proposition/devis (en double exemplaire) au service responsable du suivi pour accord.

3.4 - Prestations d'exploitation (P3) – Missions 15a et 15b - Rubrique 5

3.4.1 - Prestations de nettoyage des locaux administratifs

Les prestations objet de la mission 15a rubrique n°5 sont réglées à prix global et forfaitaire.

Ce prix comprend l'ensemble des prestations décrites dans le programme exploitation.

Le candidat chiffre le détail des lignes de prestations dans la décomposition du prix global et forfaitaire associée à cette prestation.

3.4.2 - Prestations de service relatives aux « retenus »

Les prix de ces prestations mission 15b sont déterminés à prix unitaire, sur la base d'un forfait journalier par « retenu », modulé en fonction du taux de remplissage du centre.

Ce prix unitaire est fonction du taux de remplissage du CRA, et sera utilisé pour rémunérer les prestations selon la fréquentation du CRA. Ce prix sera multiplié par le nombre de retenus accueillis au mois.

Ce prix comprend l'ensemble des prestations décrites dans le programme d'exploitation de la rubrique n°5 zone retenus.

La partie exécutable à bons de commande est sans montant minimum et avec un montant maximum en application des articles L2124-1 et L2124-2, R2124-1, R2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le maximum est précisé ci-dessous :

Montant maximum phase 3 (en euros HT)	
Prestations à bons de commande (BPU)	
Phase P3 M14 (48 mois à compter de l'ordre de service de démarrage de la phase) : prestations ponctuelles et complémentaires	3 000 000,00 €
Phase P3 M15b (48 mois à compter de l'OS de démarrage de la phase) – prestation par retenu	10 000 000 00 €

Le taux de remplissage moyen est calculé mensuellement, correspondant au nombre total mensuel de retenus rapporté à la capacité maximale d'accueil du centre

3.5 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement (AE) indique la répartition des paiements entre les membres du groupement.

3.6 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.6.1 - Généralités

Les prix du marché sont hors taxes (HT).

Les prix tiennent compte, et sans que la liste soit limitative :

- De la présence éventuelle au cours de l'exécution du chantier, d'entreprises travaillant sur la voirie et/ou les réseaux publics (notamment enterrés) des environs de l'emprise du projet ;
- Des frais de fermeture et de gardiennage du chantier et des installations communes du chantier pendant et hors périodes de travaux. NB : le gardiennage en dehors des heures normales de travail n'incombe pas au TITULAIRE. En effet, le SGAMI est responsable de la sécurité du site durant la nuit, les week end, les jours fériés, jusqu'à la livraison ;
- Des charges temporaires de voirie et de police, notamment pour occupation des voies publiques ;
- Des frais liés à la réalisation des travaux (marges pour défaillances éventuelles des cotraitants ou des sous-traitants, etc.) ;
- Des frais liés à la prise en charge de la GED par le TITULAIRE

Des intempéries et autres phénomènes naturels (tempêtes, pluie, vent, canicule, gel, etc.) dans la limite de l'article 5.7.1 - du présent CCAP qui ne relèvent pas des cas de catastrophes naturelles assimilables à la force majeure. La constatation des intempéries relatives au lieu d'exécution des travaux sera faite sur la base des relevés Météo France. Pour la formalisation de cette information, le TITULAIRE s'adressera à la station Météo France la plus proche du site.

- Des sujétions liées au site du chantier quant à son occupation, ou quant aux accès, environnement, raccordements aux réseaux, stockage des approvisionnements, nuisances extérieures, etc. ;
- Des contraintes liées au site : surface et forme de l'emprise, réglementation des circulations imposées par les communes respectives et équipements publics existants en service, de la présence de réseaux publics et privés existants et en fonctionnement à proximité du chantier, des contraintes liées aux règlements d'urbanisme, de la présence d'espèces protégées à proximité, etc. ;
- De toutes les contraintes liées au phasage du chantier et notamment l'interruption des travaux entre deux phases (repli du chantier, OPR, levée des réserves, etc.. pour chacune des phases);
- Des contraintes qu'imposent la limitation des nuisances aux riverains et aux occupants (circulation, bruit, vibrations, poussière etc.) et la protection des avoisinants et notamment de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts du chantier ;

- De la nature des sols et des sous-sols rencontrés (consistance des terrains, présence de cavités éventuelles, etc.) y compris hydrologie, compte-tenu des aléas raisonnablement prévisibles au vue de la teneur du dossier de site ;
- Des frais liés aux diagnostics complémentaires que le TITULAIRE juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission ;
- Des frais entraînés par l'application de la réglementation en vigueur sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, eu égard, notamment aux dispositions PPSPS et du CISSCT ; ainsi que des dernières préconisations relatives au contexte sanitaire, sur la base du guide *ad hoc* de l'OPPBTP ;
- Des frais d'installation de chantier et des consommations d'énergie et de fluides en phase chantier et jusqu'à la remise des clés ;
- De la fourniture d'échantillons, de prototypes, de maquettes et de la réalisation des locaux témoins (module chambre témoins). NB : l'obligation de résultat du TITULAIRE persiste en dépit du module témoins. Si la MOA découvre des dysfonctionnements qui auraient pu être identifiés préalablement grâce aux modules témoins, le TITULAIRE devra néanmoins reprendre son travail et fournir une chambre ou un espace fonctionnel ;
- Des frais résultants des demandes et observations du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et des services concessionnaires ;
- des frais nécessaires aux tests, essais et épreuves, contrôles prévus par le présent CCAP ou par le schéma contrôle qualité le programme (y compris les essais spécifiques liés à la sûreté) et notamment ceux afférents à la délivrance du certificat CONSUEL (coût de la délivrance du certificat CONSUEL inclus) sur tous les travaux de mise en œuvre de réseaux et de matériels électriques, ainsi que la vérification initiale des installations électriques (coût de la délivrance de la vérification initiale inclus) conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le code du travail et les normes) ;
- Des frais résultants éventuellement des procédures ATEX (appréciation technique d'expérimentation) et ATE (agrément technique européen), des procédures d'extension d'avis de chantier nécessaires pour la mise en œuvre d'équipements particuliers, des frais résultants des contrôles acoustiques, thermiques et techniques, de la tenue au feu, des essais de vérification de bon fonctionnement des installations et d'établissement des P.V. correspondants ;
- Des frais induits par la préparation et le passage de la Commission de sécurité, d'accessibilité, et des différents services administratifs concernés jusqu'à l'obtention d'un avis favorable ;
- Des frais d'assurances.

Le TITULAIRE et ses sous-traitants, ou les membres du groupement et leurs sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de leur offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

3.6.2 - Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non-limitatif

Le prix du marché tient compte notamment :

- De l'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau, d'égout, de téléphone et d'électricité, location et mise en service des compteurs nécessaires à la bonne marche du chantier. Le groupement assurera la remise à niveau tout au long du chantier. Des aménagements intégrant la remise en état de l'enrobé devra être prévu ;

- Des coûts et délais de réalisation des diagnostics et des sondages complémentaires éventuellement nécessaires à l'établissement des documents d'études (APD, PRO et plans d'exécution) ;
- de l'ensemble des incidences financières (hors participations financières aux équipements publics) résultant des prescriptions émises lors de la délivrance de toutes les autorisations administratives auxquelles le projet est assujéti (permis de construire, autorisation de travaux et avis des commissions de sécurité et d'accessibilité, autorisations ou déclarations au titre de la loi sur l'eau, déclarations au titre de la réglementation sur les périmètres de protection des points de prélèvement d'eau, réglementation dérogation espèces protégées, etc.) ;
- Des frais d'implantation, de voirie ou d'occupation de tout domaine public ou privé hors de la parcelle mise à disposition du ministère pour réaliser les travaux ;
- Des frais de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, ses assistants, contrôleur technique, coordonnateur SPS ;
- Des frais de libération des emprises à la remise du terrain, et de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage avant livraison ;
- Des frais relatifs à la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) ;
- De la totalité des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux ;
- Du piquetage général et du piquetage spécial définis dans le présent CCAP ;
- De l'établissement des clôtures et panneaux de chantier (panneaux réglementaires et panneaux de communication du Ministère) et leur maintenance, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du code du travail, et suivant le modèle défini par le maître d'ouvrage ;
- De l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation du chantier et leur maintenance pendant toute la durée du chantier ;
- De la réalisation des installations communes d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé sur le chantier : voies et réseaux divers, sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, etc. ;
- De l'installation et de l'équipement (y compris réseaux provisoires d'eau, d'électricité et évacuation des eaux pluviales) des locaux provisoires de chantier, de la cellule de synthèse, de la maîtrise d'œuvre et de la direction du chantier, y compris un bureau spécifique pour le maître de l'ouvrage et son représentant, une salle de réunion et une salle de conservation des échantillons ;
- Des frais de stockage des déblais, de leur enlèvement et leur transport à la décharge ou au lieu de stockage définitif dans le respect de la réglementation applicable, y compris les surcoûts liés au retrait mécanique ou manuel, au transport et à la mise en décharge suivant la classe requise, des déchets spécifiques tels que les espèces invasives, les déchets pyrotechniques ;
- Des frais d'établissement des relevés de dimensions et de positions des ouvrages exécutés ;
- Des frais liés aux photographies des ouvrages ;
- Des frais entraînés par la formation du personnel à l'usage des installations techniques et/ou de sûreté ;

- Des frais entraînés par la formation du personnel chargé par la personne publique de l'exploitation et de la maintenance des installations ;
- Des contraintes d'accueil et d'information induites éventuellement par les visites du chantier organisées par la maîtrise d'ouvrage avec les personnes intéressées par l'opération, y compris reportage photographique ;
- Et plus généralement de l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des missions du marché, y compris tous les frais de déplacement.

Les prix sont réputés comprendre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le TITULAIRE doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que leur entretien.

En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et mises en état incombent au TITULAIRE sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître d'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Le TITULAIRE réalise à ses frais, avec l'accord exprès du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, l'installation des protections collectives du chantier.

Le TITULAIRE devra, dans les mêmes conditions d'agrément, installer à ses frais les protections spécifiques (garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, etc.), tant pour satisfaire au respect de la réglementation que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, et ce, jusqu'à la livraison du bâtiment au maître d'ouvrage.

3.6.3 - Dépenses de consommation

Sont à la charge du TITULAIRE les dépenses indiquées ci-après :

- Les dépenses de consommation d'eau, électricité et de téléphone des entrepreneurs intervenant sur le chantier ;
- Les frais d'entretien des locaux, de maintenance, de climatisation et de fonctionnement de la direction du chantier, du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), de la cellule de synthèse etc., y compris consommables (papiers et cartouches pour télécopie, imprimantes, traceurs...) et communications téléphoniques, etc. ;
- Les frais de sécurisation du chantier et des locaux utilisés par le TITULAIRE, nécessaires pour garantir la sécurisation des données confidentielles du marché ;
- Les frais d'exploitation des ascenseurs et monte-charge de chantier ;
- Les frais de préchauffage du chantier ;

- Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, ainsi que les frais de réparation ou de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, pendant toute la durée du chantier et pour quelque cause que ce soit ;
- Des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets jusqu'à la réception des travaux ;
- Des frais de nettoyage, de réparation ou de remise en état des installations salies ou détériorées, pendant toute la durée des travaux et pour quelque cause que ce soit ;
- Des frais nécessaires à l'ensemble des essais à réaliser en cours de conception, de réalisation et d'aménagement conformément aux spécifications du programme (technique et fonctionnel) et notamment du programme technique et de sûreté ;
- Des frais nécessaires aux essais, opérations préalables à la réception et au fonctionnement de l'établissement et de ses équipements jusqu'à la remise des clés.

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations sont non limitatives, le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'omissions.

3.7 - Rémunération des prestations

Une prime est versée au TITULAIRE en contrepartie du dossier d'études de niveau APS et de la facture correspondante, qu'il a remis dans le cadre de son offre.

Le paiement de la prime interviendra à compter de la notification de la décision prise par le pouvoir adjudicateur

Cette prime n'est pas révisable.

La rémunération du TITULAIRE comprend le montant de la prime.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés :

- Pour partie à prix forfaitaire en application de la DPGF
- Pour partie à prix unitaire, suivant les prix fixés au BPU et l'émissions de bons de commande

La répartition des missions réglées à prix forfaitaire et celles réglées à prix unitaire est explicitée à l'article 3 du présent CCAP.

Par ailleurs, la DPGF sera considérée comme un document contractuel pour les prix d'unité servant à déterminer :

- Le règlement de travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, pour l'application éventuelle de l'article 13 du CCAG Travaux ;

- Le montant des réfections pour imperfections techniques applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

3.8 - Dates d'exigibilité des acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes mensuels.

Pour les phases 1 et 2

La détermination de l'avancement des prestations sera effectuée sur la base de la DPGF jointe au marché, ou toute autre décomposition du prix global et forfaitaire convenue librement entre le TITULAIRE et le maître d'ouvrage (décomposition en millième...), s'inscrivant dans la décomposition du prix figurant en annexe 02 à l'acte d'engagement.

Pour la phase 3

Chaque demande de paiement est accompagnée d'un compte-rendu mensuel pour la P3 après service fait et en fonction du nombre de retenu pour la mission M15b

Ces pourcentages, après accord du MOA, servent de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

N° de la mission	Date d'exigibilité
M1A - pilotage phase conception	Règlement à l'avancement linéaire (forfait mission / délai Phase)
M2 - APD	80% à la remise du dossier - 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
M3 - ADM	80% au dépôt du dossier complet au service instructeur - 20% à l'obtention de l'autorisation
M4 PRO	80% à la remise du dossier - 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
M5 – Etude aménagement – mobilier signalétique	80% à la remise des études - 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
M6A – Préparation du chantier	Au prorata de l'avancement de la mission
M1B – pilotage (phase réalisation)	Au prorata de l'avancement de la mission
M6 B	Au prorata de l'avancement de la mission
M7 – EXE - SYNT	20 % à la fin de la période de préparation – 80 % au prorata de l'avancement de l'exécution des travaux, en appliquant la formule $(80\% \times EXE) / n$ (n étant le

	nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier)	
M8 VISA	20 % à la fin de la période de préparation – 80 % au prorata de l'avancement de l'exécution des travaux en appliquant la formule $(80\% \times \text{VISA}) / n$ (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier)	
M9 - DET	$\frac{90\% \text{ DET}}{n}$	n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier
	10% à la remise du décompte général définitif	
M10 - TRVX	75 % Au prorata de l'avancement de la mission	
	15 % à la réception des travaux	
	10 % à la levée de toutes les réserves	
M11 – Aménagement des locaux	100% après installation	
M12 – Contrôle de conformité des travaux en cours d'exécution	80 % Au prorata de l'avancement des travaux en appliquant la formule $(80\% \times \text{M12}) / n$ (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier)	
	15 % à la remise du dernier décompte de la phase de réalisation	
	5 % à la levée de toutes les réserves	
M13 – AOR – suivi GPA	65 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves	
	15 % à la levée de toutes les réserves	
	15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés	
	5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement	
M14 – EM courante	Règlement mensuel – forfait mission après service fait	
	Règlement sur présentation de factures, établies après exécution et admission des prestations définies dans un devis préalablement accepté par le TITULAIRE	
M15 A - nettoyage hors zone de retenus	Règlement mensuel de la mission après service fait	
M 15 B – restauration, Blanchisserie nettoyage zone retenus	Règlement mensuel après service fait et en fonction du nombre de retenu	
M16 – réversibilité	100 % à la livraison des documents et formation	

3.9 - Modalités du règlement des comptes du marché

Les situations financières du groupement (calcul des décomptes et des acomptes, y-compris décompte général et solde) doivent être calculées, diffusées et échangées à l'aide du service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations EDIFLEX, pour les phases P1 et P2

Pour la bonne utilisation de ce système, il sera alors dérogé à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux dans les conditions suivantes:

3.9.1 - Dispositions générales

Le mandataire du groupement devra avertir sans délai le maître d'ouvrage de toute modification concernant la domiciliation bancaire d'un des membres du groupement et produire à cet effet toute justification utile.

En application de l'article 9.3.4 du CCAG Travaux, un ordre de service peut ordonner à tout moment la production de sous-détails de prix unitaires. Les sous-détails de prix demandés seront présentés selon un modèle qui sera communiqué au TITULAIRE.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont soumis à la TVA en vigueur au moment de leur liquidation.

En cas de dépassement du délai réglementaire de paiement, des intérêts moratoires sont versés suivant le taux et la réglementation en vigueur.

3.9.2 - Demandes de paiement mensuelles pour les phases P1 et P2

Les demandes de paiement d'acomptes par le TITULAIRE et les sous-traitants payés directement sont adressées au maître d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte, pour le mois n , entre le 25 du mois n et le 5 du mois $n+1$. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début, abstraction faite des pénalités. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, hors révision des prix et hors TVA.

Lorsque des réfections ont été fixées, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel suit le modèle communiqué par le maître d'ouvrage sur le système EDIFLEX.

Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des prestations exécutées, tels qu'elles résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si la prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas terminée : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution des prestations.

Le montant des approvisionnements est établi en prenant en compte ceux qui sont constitués et non encore utilisés.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le système EDIFLEX sera utilisé pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la TVA).

Le projet de décompte mensuel établi par le TITULAIRE constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le TITULAIRE. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Le délai global de paiement court à compter de la date de remise par le TITULAIRE au maître d'ouvrage, de son projet de décompte (cette date est celle à laquelle le maître d'ouvrage dispose du dossier complet de projet de décompte), ou à la date effective d'exécution des prestations, si elle est postérieure. La transmission se fait via le système EDIFLEX évoqué ci-avant.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

L'entreprise dépose sur la plateforme EDIFLEX les attestations de paiement direct relatives au paiement de ses sous-traitants signées électroniquement en même temps que le projet de décompte mensuel.

3.9.3 - Acomptes mensuels pour les phases P1 et P2

A partir du décompte mensuel, le maître d'ouvrage ou son représentant détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au TITULAIRE. Il dresse à cet effet sur le système EDIFLEX un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au TITULAIRE ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le TITULAIRE ;
- g) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au TITULAIRE est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes (c), (f) et (g).

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

3.9.4 - Demande de paiement final pour les phases P1 et P2

Le projet de décompte final, établi sur le système EDIFLEX, est la demande de paiement finale du TITULAIRE, établissant le montant total des sommes auquel le TITULAIRE prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et suit le modèle communiqué par le maître d'ouvrage sur le système EDIFLEX. Le système EDIFLEX sera utilisé pour l'établissement des pièces justificatives du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la TVA).

Le TITULAIRE est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le TITULAIRE transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage sur le système EDIFLEX, dans un délai de trente jours à compter de l'achèvement de la dernière mission (fin de la GPA). En effet et par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le TITULAIRE ne transmet pas son décompte final à compter de la notification de la décision de réception mais à compter de l'achèvement de la dernière phase.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le TITULAIRE. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du TITULAIRE. Ce décompte final est alors notifié au TITULAIRE avec le décompte général.

3.9.5 - Décompte général et solde pour les phases P1 et P2

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies aux Articles 3.9.3 et 3.9.4 du présent CCAP pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le maître d'ouvrage notifie au TITULAIRE le décompte général dans un délai maximum de

trente jours à compter de la réception de la demande de paiement finale transmise par le TITULAIRE.

Dans un délai de trente jours compté à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le TITULAIRE envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer. Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le TITULAIRE, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai réglementaire de paiement. Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le TITULAIRE ou de la date de réception des motifs pour lesquels le TITULAIRE refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le TITULAIRE. Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux. Si les réserves sont partielles, le TITULAIRE est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au TITULAIRE le décompte général dans les délais stipulés ci-dessus, le TITULAIRE notifie au maître d'ouvrage, un projet de décompte général signé, composé :

- Du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 3.9.4 - du présent CCAP ;
- Du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'articles 3.9.3 du présent CCAP pour les acomptes mensuels ;
- Du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de dix jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au TITULAIRE. Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, l'absence de notification au TITULAIRE du décompte général dans le délai de 10 jours ne donne pas lieu à une acceptation tacite de ce décompte.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues ci-dessus. Le maître d'ouvrage notifie au TITULAIRE le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Dans le cas où le TITULAIRE n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé ci-dessus, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de

ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, le décompte général notifié par le représentant du pouvoir adjudicateur est réputé être accepté par lui. Celui-ci devient alors le décompte général et définitif du marché.

3.9.6 - Transmission des demandes de paiement par le mandataire pour la Phase P3

Le Mandataire du groupement est la seule habilité à présenter les demandes de paiement mensuel. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins

3.9.7 - Transmission des demandes de paiement via CHORUS pour la phase P3

La facture comporte obligatoirement les éléments suivants :

- Les noms et adresse du fournisseur, le n°SIRET ;
- Le n° de compte bancaire de l'entreprise ;
- La domiciliation des paiements telle qu'elle figure sur l'acte d'engagement ;
- Les noms et adresse du débiteur (partie prenante) ;
- La référence du marché et du bon de commande (n° d'EJ) ;
- La date d'émission de la commande ;
- Les prix unitaires HT tels qu'ils figurent sur le tarif public, (détail des prix, prestations et quantités) ;
- Le taux des remises ;
- Les montants des remises déduites ;
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;
- Ainsi que les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Pour les prestations relatives aux « retenus » à savoir les prestations de la mission 15b :

Il convient également de faire figurer sur la facture les éléments suivants :

- Le taux de remplissage moyen mensuel ;
- Le nombre de jours pendant lesquels la prestation a été réalisée ;
- Éventuellement, le nombre de jours de suspension de la prestation ;
- Le montant HT de la prestation réalisée ;
- Le mois des prestations ;

Le TITULAIRE joint à chaque facture l'état contradictoire signé par le chef du CRA ou son représentant et par le TITULAIRE ou son représentant.

Dans le cas où des prestations sont reportées ou annulées compte tenu des clauses spéciales mentionnées dans le présent document, le TITULAIRE ne peut prétendre à aucune indemnité.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures sont adressées en format dématérialisé sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce site gratuit et sécurisé permet de suivre par Internet l'état d'avancement du traitement des factures.

Les informations indispensables sont les suivantes :

- Le code service exécutant du SGAMI : MI5PLTF035;
- Le n° de SIRET 110002011100044 ;

3.9.8 - Demande de paiement pour solde et règlement partiels définitifs pour la phase P3

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG Travaux :

Les demandes de paiement du TITULAIRE et des sous-traitants bénéficiant du paiement direct sont adressées au MOA sous la forme de paiement pour solde. La demande de paiement est établie suivant le modèle communiqué par le MOA sur le système CHORUS.

Le TITULAIRE devra renseigner l'avancement cumulé sur la base de la DPGF ou du bon de commande pour les missions faisant l'objet de prix unitaires. Le paiement pour solde établit le montant total des sommes auxquelles le TITULAIRE peut prétendre du fait de l'exécution du Marché depuis son début, indépendamment des éventuelles pénalités appliquées.

Le MOA vérifie que :

- Les prestations dont le paiement est demandé ont bien été exécutées, conformément aux dispositions du présent Marché, et après « service fait » et admission.
- Le montant de la demande de paiement émise par le TITULAIRE est bien conforme au montant prévu dans l'Echéancier Technico-Financier ou dans le bon de commande.

Le MOA accepte ou rectifie le paiement pour solde mensuel établi par le TITULAIRE.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le règlement partiel définitif.

Le délai global de paiement court à compter de la date de remise par le TITULAIRE au MOA, de sa demande de paiement pour solde.

3.9.9 - Modalité de règlement de la phase P3

- Prestations mensuelles forfaitaires

La liquidation du marché sera effectuée par règlements mensuels correspondants à la valeur des prestations exécutées au dernier jour de chaque mois sur présentation de factures établies par le TITULAIRE.

Sont déduites du montant, le cas échéant, les paiements effectués directement auprès des sous-traitants et les pénalités prévues au présent CCAP.

- Prestations à bons de commandes

Les autres prestations sont réglées sur présentation de factures, établies après exécution et admission des prestations définies dans un devis préalablement accepté par le TITULAIRE

3.9.10 - Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants directs

Le mandataire du groupement est seule habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Pour les cotraitants :

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

Si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au maître d'ouvrage que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

Pour les sous-traitants payés directement :

Pour les prestations des phases 1 et 2 et par dérogation aux dispositions de l'article 10.8 du CCAG Travaux, et conformément aux dispositions des articles R2393-1 et suivants du code de la commande publique, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le TITULAIRE :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

L'envoi par le TITULAIRE du marché, via le système EDIFLEX, d'un projet de décompte précisant la somme à payer à son ou ses sous-traitants, accompagné des factures correspondantes, équivaut à l'accord de ce même TITULAIRE, prévu à l'article R2192-12 du code de la commande publique sur les sommes revendiquées par ce ou ces sous-traitants.

Les paiements effectués aux sous-traitants le sont, dans la limite des sommes dues au titre du marché, au vu des demandes de paiement visées dans les conditions ci-dessus, ou à défaut au vu des indications portées par le TITULAIRE dans l'outil informatique de gestion financière, valant attestation de paiement direct. Dans le cas où les états de liquidation ne permettraient pas de payer en tout ou partie un sous-traitant dont le droit à paiement direct a été établi, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires réglés au sous-traitant sera décomptée sur les sommes dues au TITULAIRE.

Dans la demande de paiement finale, dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, éventuellement modifié par avenant ou acte spécial modificatif, le TITULAIRE est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation, signée par le sous-traitant et l'entreprise concernée, par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

3.10 - Délai de paiement

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours pour l'ensemble des phases.

Le mode de règlement retenu est le virement bancaire.

La date de réception en bonne et due forme du projet de décompte mensuel ou du décompte général et définitif ou paiement pour solde par le MOA constitue le point de départ du délai global de paiement.

Le MOA se libère, dans le même délai, des sommes dues aux sous-traitants qui bénéficient du paiement direct en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les actes spéciaux.

L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que toute demande de règlement qui ne sera pas présentée dans les formes fixées dans le marché pourra empêcher le MOA de procéder au règlement dans le cadre du délai global, lequel sera suspendu pour une période égale au retard qui en découle.

3.11 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai de paiement prévu à l'article précédant fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du TITULAIRE.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros, s'ajoute aux intérêts moratoires.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est imputable ni au MOA, ni au comptable public assignataire, les intérêts moratoires ne sont pas exigibles.

3.12 - Comptable assignataire

Les coordonnées du comptable assignataire chargé de décaisser les sommes à régler au TITULAIRE au titre de l'exécution du présent marché, sont les suivantes :

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine
Cité administrative – Avenue Janvier
B.P.72 102 – 35021 Rennes Cedex 9
Tél : 02.99.79.80.00.

3.13 - Variation de prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées conformément à l'article 9.4 du CCAG Travaux précisé par les stipulations ci-après.

3.13.1 - Prix révisables

Les prix sont révisables mensuellement pour les phases conception et réalisation puis annuellement pour la phase exploitation suivant les modalités fixées ci-après.

3.13.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant en page une de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé mois « mo ».

3.13.3 - Choix de l'indice de référence

Les indices de référence, choisis en raison de leur structure pour la révision du prix des prestations, sont les suivants, publiés sur le site de l'INSEE :

Phase	N° de mission	Mission	Indice
P1	1A	Pilotage (en Phase Conception)	Ingénierie ING
P1	2	Etudes de niveau APD	Ingénierie ING
P1	3	Démarches administratives	Ingénierie ING
P1	4	Etudes de niveau Projet	Ingénierie ING
P1	5	Aménagement, Mobilier et signalétique	Ingénierie ING
P1	6A	Préparation de chantier (en phase conception)	Ingénierie ING
P2	1B	Pilotage (en Phase Réalisation)	Ingénierie ING
P2	6B	Préparation de chantier (en phase réalisation)	Bâtiment/BT01
P2	7	Etudes d'Exécution et synthèse	Ingénierie ING
P2	8	Contrôle et Visa des documents d'Exécution	Ingénierie ING
P2	9	Direction exécution des travaux	Ingénierie ING
P2	10	Réalisation des travaux	Bâtiment/BT01
P2	11	Aménagement des locaux, fourniture des mobiliers/ équipements prévus au marché	0511/Meubles et articles d'ameublement
P2	12	Contrôle de conformité des travaux en cours d'exécution	Ingénierie ING
P2	13	Opérations Préalables (OPRI / OPRM), épreuves, essais, levée des réserves, GPA	Ingénierie ING
P3	1C	Pilotage en Phase d'Exploitation (R1)	Ingénierie ING
P3			
P3	14	Entretien et maintenance courante (R2, R3, R4)	salaires industries mécaniques : ICHT-IME
P3	15 A	Prestations de nettoyage hors zone de retenus	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage de

			<i>bureaux Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766781</i>
	15B	Prestations multi services : restauration blanchisserie, nettoyage et propreté pour la zone de rétention (R5)	<p><i>Indices des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 11.1.2.0 – Cantines – Identifiant 001764236</i></p> <p><i>Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.22 – Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766606</i></p> <p><i>Indices de chiffre d'affaires - Blanchisserie et teinturerie de gros (NAF rév. 2, niv. sous-classe poste 96.01A) Série mensuelle brute - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010775161</i></p> <p><i>Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.42 – Parfums et produits pour la toilette Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764148</i></p>
P3	16	Réversibilité / transférabilité technique	<i>Ingénierie ING</i>

3.13.4 - Modalités de révisions des prix

Pour les phases P1 et P2, La formule de révision de prix appliquée chaque mois pour le règlement des missions est :

$$Pr = P0 \times Cr$$

Dans laquelle :

- Pr = prix révisé après application de la formule de révision
- P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'Offre, au mois zéro
- Cr = coefficient de révision

Le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

- $Cr = 0,15 + (0,85 \times [Im / Io])$

Dans laquelle :

- IO = valeur de l'indice ou de l'index de référence publiée pour le mois zéro
- Im = dernière valeur connue de l'indice ou de l'index de référence au mois de l'exécution des prestations.

En application de l'article R2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des indices ou des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les indices ou index sont publiés.

Pour la phase P3, la formule de révision de prix est appliquée annuellement, à la date anniversaire du marché. Les formules sont les suivantes :

$$Pr = P0 \times Cr$$

Dans laquelle :

- Pr = prix révisé après application de la formule de révision
- P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'Offre, au mois zéro
- Cr = coefficient de révision

Pour les missions 1C et 16 le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

- $Cr = 0,15 + (0,85 \times [Im / Io])$

Dans laquelle :

- IO = valeur de l'indice ou de l'index de référence publiée pour le mois zéro
- Im = dernière valeur connue de l'indice de référence au mois de la révision des prix.

Pour la mission 14, le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

- $Cr = 0,15 + (0,85 \times [Im / Io])$

Dans laquelle :

- Io = valeur de l'indice ou de l'index de référence publiée pour le mois zéro
- Im = dernière valeur connue de l'indice de référence au mois de la révision des prix.

Pour la mission 15A, la formule de révision de prix est appliquée annuellement. La formule est la suivante :

- $Pn = Po \times In / Io$

Dans laquelle :

- Pn est le prix HT révisé
- Po est le prix HT initial
- In est la dernière valeur connue au mois de la révision des prix de l'indice de référence
- Io est la valeur de ce même indice au mois Mo ,

Pour la mission 15B, la formule de révision de prix est appliquée annuellement. La formule est la suivante :

- $Pn = Po (0,75 Rn/Ro + 0,15 Nn/No + 0,05 Bn/Bo + 0,05 Tn/To)$

Dans laquelle :

- Pn est le prix HT révisé,
- Po est le prix HT initial
- Rn est la valeur connue au mois de la révision des prix de l'indice 001764236 à la date de révision des prix du marché
- Ro est la valeur de ce même indice au mois Mo ,
- Nn est la valeur connue au mois de la révision des prix de l'indice 010766606 à la date de révision des prix du marché,
- No est la valeur de ce même indice au mois Mo ,
- Bn est la valeur connue au mois de la révision des prix de l'indice 010775161 à la date de révision des prix du marché ,
- Bo est la valeur de ce même indice au mois Mo ,
- Tn est la valeur connue au mois de la révision des prix de l'indice 010764148 à la date de révision des prix du marché ,
- To est la valeur de ce même indice au mois Mo .

3.13.5 - Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution des indices liés à sa profession). Une fiche de révision peut être mise à disposition par le MOA pour faciliter le calcul de la révision des prix.

La révision de prix est accompagnée :

- D'un nouveau bordereau de prix des maintenances révisé et prix horaires unitaires
- D'un nouveau bordereau révisé de prix des matériels
- D'un tarif journalier par retenu révisé avec les décompositions de prix afférentes

Pour la phase P3 (exploitation), la demande est adressée pour approbation par envoi recommandé avec accusé de réception un mois avant la date anniversaire du marché à l'adresse suivante :

SGAMI OUEST – Direction de l'administration générale et des finances

Bureau Zonal des achats et des Marchés Publics – Section Achat FCS - 28 rue de la Pilate - CS 40725 – 35 207 RENNES Cedex

3.13.6 - Révision provisoire Caractère définitif des révisions

Dans le cadre du présent marché (phases 1 et 2), l'application des révisions sont provisoires et rendues définitives à publication dudit indice de façon automatique via EDIFLEX.

3.13.7 - Règle commune d'arrondi pour le calcul des révisions

Le calcul final du prix P_r sera effectué avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera arrêté à deux décimales. Le calcul du coefficient de révision (C_r) sera arrondi au millième supérieur selon les mêmes règles que définies pour l'arrondi du prix appliquées à la 3e décimale.

3.14 - Taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le TITULAIRE dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prestations sous-traitées seront soumises à l'autoliquidation de la TVA, en application du 2^{on} de l'article 283 du code général des impôts : « Pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1^{er} de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur »

ARTICLE 4 - ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service sont délivrés par le maître d'ouvrage. Ils sont notifiés au TITULAIRE par le maître d'ouvrage contre récépissé ou accusé de réception. Cette notification peut être faite par voie électronique par le SGAMI. Le TITULAIRE doit alors accuser réception par retour de mail de l'ordre de service.

Tous les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'ouvrage.

Le TITULAIRE, conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, dispose d'un délai de 15 jour calendaire pour faire connaître ses réserves, sous peine de forclusion.

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés de notifications et d'échanges d'information déterminées par ordre de préférence sont :

- Notification par mail : réponse par mail du TITULAIRE (type : « j'accuse réception..... ») ;
- Directement au TITULAIRE ou à son représentant dûment qualifié (délégation de signature) contre récépissé ;
- Lettre recommandée avec avis de réception

ARTICLE 5 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

5.1 - Délais d'exécution des phases

5.1.1 - Délai d'exécution de la phase conception (P1)

Le délai d'exécution de la phase de Conception (D-P1) est de 6 mois courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l'ordre de service de démarrage de la phase de Conception (P1) notifié par le MOA au TITULAIRE (OS-P1).

L'ensemble des missions objet de la phase de Conception (P1) doivent avoir été pleinement et parfaitement exécutées au plus tard, au terme du délai d'exécution précité, de sorte à permettre l'engagement de la phase de Réalisation (P2).

En ce sens, et sans que cette liste ne soit exhaustive, au terme du délai d'exécution de la phase de Conception (D-P1), le TITULAIRE doit avoir :

- Terminé les études de conception des ouvrages à réaliser, c'est-à-dire avoir transmis au MOA les dossiers d'études de conception de niveau Avant-Projet Détaillé, et de niveau PRO dans une version complète, finalisée, intégrant les éventuelles remarques du MOA, du CSPS et/ou du CT et la validation express du MOA,
- Obtenu les autorisations administratives requises pour la réalisation des travaux,
- Réalisé les études de conception s'agissant de la préparation de la phase chantier (ex : plan de gestion des flux sur chantier, plan de repérage des branchements chantier, plan de positionnement de la base vie...).

A défaut, le MOA applique les pénalités prévues à cet effet, et ne peut notifier l'ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation (OS-P2).

Cet ordre de service (OS-P2) ne peut être notifié qu'une fois que l'ensemble des prestations objet de la phase de Conception (P1) ont été pleinement et parfaitement exécutées

5.1.2 - Délai d'exécution de la phase réalisation (P2)

Le délai d'exécution de la Phase de Réalisation (P2) est de 16 mois (2 mois pour la préparation du chantier, 12 mois de travaux + 2 mois pour les opérations préalables à la réception, la marche à blanc et la réception).

Ce délai se structure autour de deux « sous » délais :

- Le délai d'achèvement des ouvrages comprenant le CRA et l'annexe de justice (DP2-1)
- Le délai maximum de levée de toutes les réserves (DP2-2)

Ces délais incluent la réalisation d'une marche à blanc.

NB : la marche à blanc dure un (1) mois et sera réalisée à la fin des OPR, avant la réception de l'ouvrage. Elle se distingue de la prise en main de l'ouvrage par le personnel du TITULAIRE, qui durera un (1) mois et débutera avec la livraison de l'ouvrage.

En outre, le TITULAIRE identifie dans le Planning Directeur des événements clefs au sein de la phase de Réalisation (P2), qui structurent également les délais d'exécution de cette Phase.

Délai d'achèvement des ouvrages

Le TITULAIRE doit achever la réalisation des ouvrages dans un délai de 14 mois (2 mois de préparation du chantier et 12 mois de travaux) courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l'ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation notifié par le MOA au TITULAIRE (OS-P2).

La phase P2 doit être terminée dans un délai de 16 mois à compter de la date de notification de l'OS P2 (2 mois de préparation de chantier, 12 mois de travaux et 2 mois pour les OPR, la marche à blanc et la réception). Ce délai d'exécution recouvre notamment les délais :

- De réalisation de l'ensemble de l'ouvrage
- De fourniture et d'installation de l'ensemble des mobiliers et équipements spécifiques des ouvrages
- De tenue des Opérations Préalables à la Réception (OPR) en vue de la réception de l'ouvrage ainsi que des épreuves et essais programmés
- De production et de livraison de la documentation technique relative aux ouvrages (DOE, DIUO, Documentation Technique.),
- Des délais d'approbations des plans et documents ;
- Des jours d'intempéries spécifiés au CCAP.

En somme, à la date d'achèvement de la phase P2, l'ouvrage prévu au Marché doit être achevé, en état de fonctionner et d'être réceptionné intégralement par le Maître d'ouvrage.

A défaut, le Maître d'ouvrage applique au TITULAIRE les pénalités prévues à cet effet.

Enfin, il est précisé que le délai d'exécution de la phase P2 ne comprend pas :

- Les délais de garantie et délais d'assistance apportées par le MOE en période de garantie

Délai maximum de levée des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, le TITULAIRE doit lever toutes les réserves assortissant la décision de réception des ouvrages de la MOA :

- Dans le délai que leur a imparti la Maîtrise d'Ouvrage courant à compter de la date de notification de ladite réception de la MOA au TITULAIRE, sans que la décision de réception n'ait à le préciser.
- A défaut de délai mentionné par la Maîtrise d'Ouvrage, au plus tard dans un délai maximum de deux (2) mois courant à compter de la date de notification de ladite réception de la MOA au TITULAIRE, sans que la décision de réception n'ait à le préciser.

Le TITULAIRE devra dans un délai de vingt un (21) jours avant la fin du présent délai prévenir le MOA de la tenue de ce délai, à savoir la finalisation des travaux de l'ensemble des réserves soulevées. Une

opération de réception préalable à la levée de ces réserves devra être organisée entre le TITULAIRE et le MOA à l'initiative du TITULAIRE.

A la suite de cette opération de réception, un PV contradictoire constatant la levée de l'ensemble des réserves sera notifié par le MOA.

Si le PV est notifié au-delà :

- Du délai qui aura été laissé au TITULAIRE par la MOA pour lever les réserves ;
- Ou, à défaut de délais mentionnés par la MOA, sous deux mois à compter de la date de notification de la réception de la MOA au TITULAIRE.

au motif que l'ensemble des réserves ne sont pas levées ou bien ne peuvent pas faire l'objet de réfaction, la pénalité afférente sera appliquée.

L'attention du TITULAIRE est portée sur l'impérative nécessité de tenir ce délai maximum pour opérer la levée de toutes les réserves assortissant la décision de réception, étant entendu que postérieurement à ce délai, le personnel du Maître d'ouvrage ainsi que les retenus auront investi l'ouvrage et seront entrés dans les murs.

Marche à blanc

Le Maître de l'Ouvrage entend réaliser une marche à blanc : celle-ci permettra de procéder aux derniers ajustements et, pour le personnel du CRA, de se familiariser avec le lieu.

La marche à blanc dure un (1) mois et sera réalisée à la fin des OPR, avant la réception de l'ouvrage. Elle se distingue de la prise en main de l'ouvrage par le personnel du TITULAIRE, qui durera un (1) mois et débutera avec la livraison de l'ouvrage.

5.1.3 - Délai d'exécution de la phase exploitation maintenance (P3)

Le délai d'exécution de la phase d'Exploitation est de quarante-huit (48) mois courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l'ordre de service de démarrage de la phase d'Exploitation notifié par le MOA (OS-P3).

Cet ordre de service de démarrage de la phase d'Exploitation ne peut être notifié qu'une fois que tous les ouvrages réalisés ont été réceptionnés par le MOA et que les clés lui ont été remises.

L'ensemble des missions objet de la phase d'Exploitation (P3) doivent être pleinement et parfaitement exécutées tout au long du délai d'exécution précité de quarante-huit (48) mois.

5.1.4 - Faits générateur des phases P1, P2 et P3

Les faits générateurs du début d'exécution de chacune des phases, sont les suivants :

MISSION	FAIT GENERATEUR
Phase P1	OS P1
Phase P2	OS P2
Phase P3	OS P3

5.2 - Délais d'exécution des missions

Le candidat renseigne les délais d'exécution des différentes missions ci-dessous, dans le respect des délais d'exécution des phases sus mentionnés :

Phase P1 (6 mois)

MISSION - phase	Contenu de la mission	Délai à renseigner par le candidat en phase offre dans l'AE
Phase P1 – M1A	Pilotage (en Phase Conception)	
Phase P1 – M2	Etudes de niveau APD	
Phase P1 – M3	Démarches administratives	
Phase P1 – M4	Etudes de niveau Projet	
Phase P1 – M5	Aménagement, Mobilier et signalétique	
Phase P1 – M6A	Préparation de chantier (en phase conception)	

Phase P2 (16 mois)

MISSION - phase	Contenu de la mission	Délai à renseigner par le candidat en phase offre dans l'AE
Phase P2 – M1B	Pilotage (en Phase Réalisation)	
Phase P2 – M6B	Préparation de chantier (en phase réalisation)	
Phase P2 – M7	Etudes d'Exécution et synthèse	
Phase P2 – M8	Contrôle et Visa des documents d'Exécution	
Phase P2 – M9	Direction exécution des travaux	
Phase P2 – M10	Réalisation des travaux	
Phase P2 – M11	Aménagement des locaux, fourniture des mobiliers/ équipements prévus au marché	
Phase P2 – M12	Contrôle de conformité des travaux en cours d'exécution	
Phase P2 – M 13	Opérations Préalables OPR, épreuves, essais (+ levée des réserves, suivi GPA)	

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prolonger le délai d'exécution de la mission M4, sans que le TITULAIRE du marché puisse prétendre au versement d'une indemnité, si les demandes d'autorisations administratives élaborées dans le cadre de la mission M2 font l'objet, de la part des autorités compétentes d'une demande de complément ou d'un avis défavorable ou d'un avis favorable avec réserves. Dans l'hypothèse où l'ensemble des autorisations administratives ne sont pas obtenues lors de la transmission du PRO, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de valider cette mission sous réserve de la validation de l'ensemble des autorisations administratives. La décision d'admission « sous réserve de » permet au pouvoir adjudicateur de notifier l'ordre de service valant démarrage de la préparation des travaux mais ne fait pas courir le délai d'un an entre la décision d'admission de la mission M4 et l'Ordre de service de démarrage de la préparation des travaux. En effet, une fois les compléments apportés et à l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, le cas échéant avec réserves, l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

La phase de réalisation des travaux est précédée d'un ordre de service spécifique d'entreprendre la préparation des travaux. Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux, cet ordre de service interviendra au plus tard 12 mois à compter de l'admission du PRO par le pouvoir adjudicateur. Le TITULAIRE ne pourra prétendre à aucune indemnité si l'ordre de service est notifié dans les délais indiqués ci-dessus. Par ailleurs, ce n'est qu'à l'expiration de ces délais que le TITULAIRE pourra demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif dans les conditions précisés à l'article 50.2.1 du CCAG-Travaux. De plus, aucun frais lié aux commandes des approvisionnements nécessaires à la réalisation du chantier ne pourra être engagé par le TITULAIRE du présent marché avant cet ordre de service.

Un ordre de service de démarrage des travaux est ensuite émis à l'expiration du délai de deux mois de préparation de travaux, si l'ensemble des prestations relatives à la préparation de chantier ont été accomplies. Il est par ailleurs précisé que le maître d'ouvrage a la possibilité d'anticiper cet ordre de service, sans que la période de préparation ne puisse être inférieure à un mois, et sans que cela ne modifie les délais relatifs à la réalisation des travaux.

Phase P3 (48 mois)

Les délais relatifs à la phase P3 sont explicités dans le programme de l'opération.

5.3 - Calendrier détaillé d'exécution au stade des études

Le TITULAIRE doit compléter sa proposition de calendrier détaillé d'exécution des missions de conception, de réalisation et d'aménagement au stade des études, dans les quatorze jours calendaires qui suivent la notification du marché.

Cette proposition de calendrier complété et détaillé devra reprendre les engagements du TITULAIRE tels que précisés :

- Sur le calendrier prévisionnel d'exécution établi par ses soins lors de la consultation

- A l'article 5.2 du présent CCAP
- À la mise au point du marché.

Ce document devra faire apparaître notamment :

- Le calendrier détaillé des études de conception, faisant apparaître les dates de remise des dossiers de conception et les périodes de validation,
- Les tâches relatives à l'obtention des autorisations administratives, y compris dates d'établissement des dossiers, de dépôt et d'obtention des autorisations administratives ainsi que les dates des éventuelles enquêtes publiques,
- La date de réalisation des locaux témoins (module chambre témoins),
- Les éventuelles dates de dépôt des demandes d'ATEX,
- Les tâches caractéristiques de chaque corps d'état, ainsi que leurs dates de début et de fin de travaux (y compris équipements spécifiques, mobilier et signalétique),
- Le phasage du chantier qui prend notamment en compte le repli du matériel de chantier, l'interruption des travaux, les OPR, la marche à blanc etc.
- Les dates des opérations préalables à la réception,
- Les dates des principales opérations de contrôle de la qualité,
- Les jalons définis dans le plan de contrôle de la qualité,
- Le ou les chemins critiques de l'opération, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches,
- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux de concessionnaires (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage,
- Les dates de début et de fin des travaux préalables au chantier.

Après approbation par le maître d'ouvrage, ce calendrier détaillé d'exécution au stade des études se substituera au calendrier prévisionnel remis par le candidat lors de la consultation. Il sera notifié par ordre de service au TITULAIRE et aura un caractère contractuel.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du TITULAIRE, le calendrier détaillé d'exécution au stade des études pourra être modifié. Néanmoins, les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.

5.4 - Calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG Travaux, le TITULAIRE doit compléter et préciser sa proposition de calendrier détaillé d'exécution des missions de réalisation et d'aménagement dans les quatorze jours calendaires qui suivent la notification de l'ordre de service spécifique de préparation des travaux.

Cette proposition de calendrier détaillé doit reprendre les engagements du TITULAIRE tels que précisés :

- Sur le calendrier détaillé d'exécution au stade des études
- A l'article 5.2 du présent CCAP

Cette proposition doit faire apparaître notamment :

- Le calendrier détaillé des études d'exécution,
- Les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine,
- Les dates de production des échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément,
- La date de réalisation des locaux témoins (module chambre témoins),
- Les éventuelles dates de dépôt des demandes d'ATEX,
- Les dates prévisionnelles de demandes d'agrément des sous-traitants,
- Les dates de début et de fin des travaux préalables au chantier
- Les tâches caractéristiques de chaque corps d'état, ainsi que leurs dates de début et de fin de travaux (y compris équipements spécifiques, mobilier et signalétique),
- Les tâches caractéristiques de chaque intervenant sur le chantier, ainsi que leurs dates de début et de fin de travaux,
- Les jalons et les contrôles ou essais définis dans le schéma de contrôle de la qualité définitif, avec les enchaînements des tâches, les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt),
- Le ou les chemins critiques de l'opération, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches,
- Les essais en cours d'exécution et les opérations préalables à la réception,
- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux de concessionnaires (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage,
- Les dates de début et de fin de toute tâche complémentaire non listée ci-dessus, telle qu'elle résulte de la mise au point des programme et calendrier des travaux pendant la période de préparation du chantier.

Après approbation par le maître d'ouvrage, ce calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux se substituera au calendrier détaillé d'exécution au stade des études préalablement décrit. Il sera notifié par ordre de service au TITULAIRE et aura un caractère contractuel.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du TITULAIRE, le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux pourra être modifié. Sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage, il sera alors notifié au TITULAIRE, étant précisé que les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.

Chaque semaine, lors de la réunion de chantier, le TITULAIRE devra faire figurer sur le calendrier d'exécution l'avancement des travaux en fonction de l'avancement réel et constaté du chantier. Le calendrier ainsi mis à jour sera joint au compte rendu de la réunion de chantier.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage pourra demander à tout moment une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution pour tenir compte de l'avancement réel du chantier. Le TITULAIRE est en tout état de cause tenu de transmettre un calendrier spécifique et détaillé de fin de travaux au plus tard deux mois avant la date de fin de travaux figurant au calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux défini par le présent paragraphe.

5.5 - Calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception

Un calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception est élaboré par le TITULAIRE.

Ce calendrier fera apparaître :

- Un délai de réalisation des opérations préalables à la réception, distinct du délai d'exécution des travaux.
- La date d'envoi par le mandataire, co-signé par le maître d'œuvre, du document indiquant s'il propose ou non la réception de l'ouvrage ;
- Une durée prévisionnelle pour permettre la levée des réserves. NB : cette durée n'est que prévisionnelle. Le délai laissé au TITULAIRE pour lever les réserves sera précisé par la MOA au cas par cas. Si la MOA ne précise pas de délais spécifiques pour la levée des réserves, le délai laissé au TITULAIRE ne pourra être supérieur à deux mois.

Une date prévisionnelle de début de la phase GPA

Ce calendrier détaillé de la période des opérations préalables à la réception, dédié aux modalités de réalisation de cette seule phase, ne se substitue pas au calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux qui demeure le seul calendrier contractuel.

5.6 - Travaux anticipés

Le TITULAIRE devra prévoir la possibilité de réaliser des travaux anticipés de démolition / défrichage / terrassement / viabilisation.

Dans cette hypothèse, le TITULAIRE devra permettre le démarrage de certains travaux dès l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives (AT, PC, AEU) et la maîtrise foncière du terrain, avant validation du PRO. A titre d'exemple, les travaux anticipables avant la validation du PRO seront des travaux de défrichage, démolition, terrassements généraux, etc.

Il convient par ailleurs de conserver dans le CCAP le principe général d'une possibilité pour le MOA de notifier le démarrage de la phase de préparation des travaux principaux au plus tard 12 mois après la validation du PRO.

5.7 - Prolongation du délai d'exécution des travaux

5.7.1 - Intempéries

Caractérisation des intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 28 jours ouvrés par an.

En vue de l'application du 2.3 de l'article 18 du CCAG Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution sera (seront) prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites suivantes :

- A : pluie et neige : si entre 6 heures et 18 heures il est tombé plus de 15 mm d'eau (ou l'équivalent en neige après fonte),
- B : vent : si entre 6 heures et 18 heures la vitesse moyenne du vent est supérieure ou égale à 60 km/h pendant plus de 6 heures consécutives,
- C1 : Gel : si la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -5°C, elle est encore à 18 heures inférieure à -4°C,
- C2 Gel : si la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -6°C, elle est encore à 10 heures inférieure à -2°C, cette condition n'est toutefois pas applicable, par suite de chauffage partiel ou total, une température de +10°C est assurée dans les locaux où sont exécutés les travaux,
- C3 Froid : si la température extérieure étant à 7 heures inférieure à +4°C, elle est encore à 18 heures inférieure à +5°C

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météorologique la plus proche du chantier seront pris en compte.

Si des intempéries ou autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou autoriser leur poursuite en assortissant cette décision des mesures particulières à prendre.

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions

- Intempéries type A : Travaux de terrassement et fondations – Structure béton armé - Étanchéité – façades – menuiseries extérieures – VRD
- Intempéries type B : Travaux de structure béton armé - Façades - charpente - couverture - menuiseries extérieures – VRD
- Intempéries type C1 : travaux de menuiseries extérieures – travaux de béton – étanchéité
- Intempéries type C2 : autres travaux avant clos couvert
- Intempéries type C3 : enduits et peintures des façades

Tâches non soumises aux intempéries

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert
- L'approvisionnement et le transport des matériaux

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution de toutes les tâches du calendrier, et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au représentant du maître d'ouvrage, le jour même.

Le décompte des intempéries est systématiquement porté au compte-rendu de chantier.

5.7.2 - Autres précisions concernant les délais d'exécution

Les dispositions de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux sont applicables.

A cet égard, il est rappelé que les hypothèses visées par cet article du CCAG Travaux ouvrent la possibilité au MOA de prolonger la durée du délai d'exécution de chaque Phase / mission par voie d'ordre de service, sans que cela soit une obligation pour le MOA, et étant entendu qu'il lui revient de décider s'il octroie ou non une prolongation de délai

5.8 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les pénalités appliquées sont listées dans les annexes 03 et 03b du présent CCAP

5.8.1 - Révision des pénalités

Les pénalités ne sont pas assujetties à la révision des prix.

5.8.2 - Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, pour chaque phase du marché (le marché étant considéré comme divisé en une phase conception – missions M1A à M6A –, une phase réalisation – missions M1B à M13) et une phase exploitation (missions M1C à M16), le montant des pénalités de retard appliquées au TITULAIRE ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes de la phase figurant dans la DPGF transmise par le TITULAIRE.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6.1 - Retenue de garantie

Dans le cadre de l'exécution de la Phase Réalisation (P2), une retenue de garantie est appliquée par le MOA sur chaque paiement opéré au titre de la Mission de Réalisation des travaux (M10).

Le montant global de la retenue de garantie sera de cinq (5) pour cent du prix global et forfaitaire de la mission précitée ou de 3% pour les co-traitants qualifiés de TPE/PME.

La retenue de garantie est prélevée de manière fractionnée, sur chaque demande de paiement, à hauteur de 5% ou de 3% en fonction du co-traitant, du montant des sommes à payer au titre de la mission précitée.

Le TITULAIRE a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande couvrant l'intégralité du montant de la retenue de garantie.

Le MOA s'oppose en revanche à ce que la retenue de garantie puisse être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie est remboursée par le MOA au TITULAIRE dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongé.

Etant entendu, en cas de prolongation du délai de garantie de parfait achèvement conformément aux dispositions de l'article 44.2 du CCAG Travaux, ou en cas de réserves non levées à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, la retenue de garantie est remboursée lorsque la garantie de parfait achèvement arrive à son terme après prolongation, ou après que les dernières réserves ont été effectivement levées.

6.2 - Avance

6.2.1 - Avance par phase

Chaque co-traitant a droit au versement d'une avance pour chaque phase d'exécution engagée, par notification d'OS, sauf renonciation expresse de celui-ci mentionnée à l'AE, si et seulement si ce co-traitant intervient dans le cadre de ladite phase d'exécution engagée.

Il est précisé qu'il ne sera pas possible à un co-traitant de demander à bénéficier d'une avance de phase :

- Pour une phase d'exécution qui n'aurait pas démarré par la notification d'un OS, avant tout début d'exécution,
- Pour une phase d'exécution dans laquelle ledit co-traitant n'interviendrait pas et dont le paiement montant sera identifié dans la répartition des paiements annexée à l'AE.

Le montant de chaque avance de phase est fixé à 5 % d'une somme égale à douze (12) fois le montant du prix global et forfaitaire de la phase d'exécution considérée, toutes taxes comprises TTC, divisé par la durée de la phase d'exécution considérée, exprimée en mois.

Ce montant pourra être réhaussé à 35% pour les TPE / PME souhaitant obtenir une avance de phase dans les mêmes conditions que celles précitées. Ce montant est réparti entre les co-traitants qui demanderaient à bénéficier de l'avance de phase.

Lorsqu'une partie des prestations est sous-traitée dans le cadre d'une Phase d'exécution, l'avance versée au TITULAIRE est calculée sur la base du montant de la phase d'exécution considérée, diminuée du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution d'une phase, si le TITULAIRE a d'ores et déjà perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie de la phase sous-traitée sera à restituer par le TITULAIRE, que le sous-traitant demande ou non à bénéficier d'une avance.

Cette restitution s'opère par prélèvement sur les sommes dues au TITULAIRE postérieurement à la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Les sous-traitants à paiement direct peuvent demander à bénéficier des avances par de phase dans les mêmes conditions que les co-traitants.

6.2.2 - Modalité de règlement des avances par phase

Le règlement d'une avance par phase supérieure à 30 % sera conditionné à la production, par chacun des co-traitants qui demande à en bénéficier d'une avance de phase, d'une garantie à première demande couvrant l'intégralité du montant de l'avance de phase à verser au co-traitant.

Pour chaque phase d'exécution, le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois, après production des garanties requises précédemment.

Le règlement des avances de phase intervient dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l'ordre de service de démarrage de la phase d'exécution considérée.

Le montant forfaitaire de ces avances de phase ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix et n'est donc pas révisable.

6.2.3 - Remboursement de l'avance par phase

Le remboursement de l'avance :

- Commence, pour chaque co-traitant, et ce quel que soit le niveau d'avancement de ses propres prestations, lorsque le montant des prestations exécutées par le TITULAIRE atteint ou dépasse 50 % du montant TTC de la phase d'exécution considérée. Ce montant vaut également pour les TPE / PME souhaitant obtenir une avance de phase dans les mêmes conditions que celles précitées.
- Doit être terminé, pour chaque co-traitant, et ce quel que soit le niveau d'avancement de ses propres prestations, lorsque le montant des prestations exécutées par le TITULAIRE atteint 80 % du montant TTC de la phase d'exécution considérée et 90% pour les TPE/PME

Le remboursement de l'avance s'effectue, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque co-traitant.

6.2.4 - Avance par bon de commande

Le TITULAIRE aura droit à une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

Si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC du bon de commande en cause.

Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5% de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance versée au titre des bons de commande sera réalisé suivant les modalités prévues à l'article 6.2.3 du présent CCAP.

6.3 - **Nantissement et cession de créances**

Il est fait application de l'article 4.2 du CCAG Travaux.

6.4 - **Avance sur matériel**

Aucun acompte ne sera versé au TITULAIRE au titre des approvisionnements

ARTICLE 7 - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES

7.1 - Clause de réexamen

Selon les dispositions de l'article R2194-1 du code de la Commande Publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants. Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, l'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au TITULAIRE par l'acheteur public.

La clause de réexamen concerne aussi bien les prestations forfaitaires que les prestations supplémentaires.

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les trois (3) mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, le MOA pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article Résiliation du présent CCAP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation

7.1.1 - Modification des surfaces

Les modifications des surfaces supérieures à 10% (pour la zone « retenus » comme pour les autres zones du site), de leur usage ou de leur destination devra faire l'objet :

- D'une information préalable au TITULAIRE pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- D'une première proposition du TITULAIRE, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;
- D'un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes organisationnels et financiers pour chacune des parties.

L'accord trouvé sera validé par une modification contractuelle, qui ne pourra augmenter de plus de 20 % le montant initial de la rubrique concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 20%).

7.1.2 - Modification des caractéristiques

Il s'agit ici de modifications techniques ou organisationnelles pouvant concerner l'ensemble des rubriques, telles que, par exemple, des changements dans la configuration des systèmes de gestion bâtiminaire, ou sécuritaire, modifications ayant un impact sur le mode d'exécution des prestations suite à évolution technologique (progrès techniques, évolution des systèmes, drones, etc.).

Les modifications précitées des installations peuvent également avoir pour cause les travaux à venir sur les points suivants :

- Aménagements extérieurs : cours, espaces verts, clôtures, portillon, ... ;
- Équipements de sûreté et raccordements afférents : évolution des systèmes technique détection/anti-intrusion, reconnaissance faciale, achat et déploiement de drones, modifications de matériel, etc.;
- Installations électriques : évolution des systèmes électriques et de chauffage (modification suite aux travaux, pompe à chaleur ou « tout électrique »), etc.;

Ces modifications devront être anticipées tant que faire se peut, et donner lieu à :

- Une information préalable au TITULAIRE, pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- Une première proposition du TITULAIRE, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;
- Un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, logiciels, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties.

L'accord trouvé sera validé par une modification contractuelle qui ne pourra augmenter de plus de 50 % le montant initial de chaque rubrique concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 50 %).

7.1.3 - Ajout d'un bâtiment ou d'un espace

Si au cours de l'exécution du présent marché, des bâtiments ou espaces devaient être intégrés au périmètre initial, la MOA activera la clause de réexamen et engagera avec le TITULAIRE un dialogue et une négociation technique et financière pour évaluer et chiffrer le ou les bâtiments ou espaces en question sur l'ensemble des spécifications techniques et financières impacté.

Les prix communs à tous les lots techniques et phase définis dans les DPGF s'appliqueront pour tout nouveau bâtiment ou espace.

Des prix spécifiques relatifs aux ajouts seront intégrés par modification contractuelle.

Les modifications contractuelles afférentes interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations.

L'accord trouvé sera validé par modification contractuelle, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial de chaque phase concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30%) ;

7.1.4 - Retrait d'un bâtiment ou d'un espace

Si au cours de l'exécution du marché des bâtiments ou d'un espace devaient être retirés du périmètre initial, l'acheteur utilisera les mécanismes habituels de modification contractuelle (hors clause de réexamen) pour retirer sans indemnités les bâtiments ou espaces concernés des DPGF concernées.

Le TITULAIRE ne pourra pas s'y opposer.

Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, le retrait de bâtiments ou espaces fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au TITULAIRE par le MOA.

7.2 - Système de fiches modificatives

7.2.1 - Système de fiches modificatives

Un système de fiches modificatives complète les dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux. Ces fiches modificatives sont initiées par le TITULAIRE ou par la maîtrise d'ouvrage, selon l'origine de la proposition.

Une fiche modificative comporte les rubriques suivantes (voir annexe 09 du présent CCAP) :

- Nature de la modification et fait générateur ;
- Incidence financière ;
- Incidence éventuelle sur le délai global d'exécution du marché. L'appréciation de l'incidence sur le délai global d'exécution du marché pourra être faite à partir d'un calendrier d'exécution recalé intégrant plusieurs modifications de programme.
- Incidence éventuelle sur les prestations d'entretien et de maintenance

Les taux de maîtrise d'œuvre concernés par cet article sont ceux correspondant aux missions suivantes : APD, ADM PRO, EXE et SYNTHÈSE et VISA.

7.2.2 - Modifications à l'initiative du MOA

Lorsqu'une modification est demandée par le MOA au TITULAIRE, le TITULAIRE dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du MOA pour établir la fiche modificative correspondante et la transmettre au MOA.

Suivant la teneur des modifications demandées par le MOA et les études particulières qu'elles pourraient requérir, le délai précité, s'il est jugé insuffisant, pourra être adapté sur accord express du MOA, mais ne pourra, en tout état de cause, pas dépasser la durée maximale de 30 jours.

Pour certaines modifications, le MOA pourra exiger du TITULAIRE qu'il propose à minima deux alternatives technico-financières comparatives permettant de répondre à la demande de modification du MOA.

Ne pourront être considérées comme modifications, les évolutions suivantes, pendant la phase de Conception P1 :

- Evolution des affectations de locaux et surfaces avec une tolérance de 10% en cas d'ajout de surface/locaux non prévus. Au-delà, les Parties pourront appliquer la clause de réexamen prévue à cet effet (article 7 du CCAP) ;
- Déplacement, ajout, retrait de points d'eau, n'excédant pas 10% du nombre prévu au présent Marché ;
- Déplacement, ajout, retrait de points électriques (PC, TV, RJ45, points lumineux), n'excédant pas 10% du nombre prévu au présent Marché ;
- La mise en place d'évacuations complémentaires ;
- Le cheminement des réseaux aérauliques et électriques peuvent être déplacés en quantité limitée.

Ne pourront être considérées comme modifications, les évolutions suivantes, pendant la phase de Réalisation (P2) :

- Le cheminement des réseaux aérauliques et électriques peuvent être déplacés en quantité limitée ;
- Des points d'eau, prises électriques, prises de fluides peuvent être déplacés dans un même local.

Ne sont pas considérées comme modifications de programme, les adaptations de prestations résultantes :

- Des observations formulées par le contrôleur technique, le coordonnateur SPS, ou les attendus du permis de construire ;
- Du choix de l'aspect et des coloris d'échantillons présentés à l'acceptation du Maître d'ouvrage ;
- De modifications de distribution partielles dans un secteur déterminé afin d'en améliorer l'ergonomie ;
- Notification par ordre de service.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de notifier au TITULAIRE un ordre de service pour la réalisation de prestations modificatives ou supplémentaires, que la modification ait fait l'objet d'un accord financier ou non.

Dans ce cas, et conformément à l'article 13.4 du CCAG Travaux, un prix provisoire sera établi par ses soins et notifié soit par l'ordre de service prescrivant la modification, soit dans un second ordre de service dans un délai maximal de 14 jours calendaires.

A l'issue de la notification de chaque ordre de service, une fiche modificative définitive est établie par le maître d'ouvrage.

7.2.3 - Modifications à l'initiative du TITULAIRE

Lorsqu'une modification est demandée par le TITULAIRE, ce dernier instruit la modification en cause dans une fiche modificative correspondante qu'il transmet au MOA

7.2.4 - Validation des fiches modificatives

A l'appui des fiches modificatives établies par le TITULAIRE, le MOA, sans être tenu par les éléments figurant dans cette fiche modificative, décide ou non de valider les fiches modificatives établies par le TITULAIRE, dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date transmission de la fiche modificative au MOA.

Passé ce délai, le silence gardé par le MOA vaut refus de la proposition de modification qui lui est transmise.

Le délai précité peut cependant être suspendu en cas de remarques et d'observations de la part du MOA, appelant une prise en compte par le TITULAIRE, et une mise à jour de la fiche modificative. Ces remarques ou observations peuvent notamment consister en l'étude d'au minima deux alternatives technico-financières comparatives, ou encore en l'intégration de certaines conditions fixées par le MOA.

En pareil cas de figure, le TITULAIRE dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'émission des observations et remarques du MOA pour en assurer l'intégration à la fiche modificative et lui transmettre une nouvelle version.

S'il est jugé insuffisant, ce délai pourra être adapté sur accord express du MOA, mais ne pourra, en tout état de cause, pas dépasser la durée maximale de trente (30) jours.

Une fois la fiche modificative reprise, le MOA dispose alors d'un délai de quinze (15) jours pour accepter ou refuser cette fiche modificative modifiée

7.2.5 - Mise en œuvre des fiches modificatives

S'il valide une fiche modificative, le MOA prescrit par ordre de service au TITULAIRE de mettre en œuvre la modification concernée, et lui notifie également, dans le même ordre de service ou dans un autre ordre de service spécifique, un prix nouveau retenu pour le règlement des prestations modificatives.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le TITULAIRE ne fournirait pas de proposition de modification, et/ou de prix dans les délais impartis, ou en cas de divergence sur les prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations modificatives, le MOA peut, même s'il n'a pas validé au préalable une fiche modificative, notifier au TITULAIRE un ordre de service lui prescrivant de mettre en oeuvre des prestations modificatives ou supplémentaires en contrepartie d'un prix provisoire établi par ses soins

Ces prix nouveaux provisoires, permettent une juste rémunération du TITULAIRE.

Le TITULAIRE est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service précité, si, dans le délai de trente (30) jours courant à compter de la date de sa notification, il n'a pas présenté d'observation au MOA en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

7.3 - Prix nouveaux

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, le TITULAIRE est réputé avoir accepté les prix fixés par l'ordre de service prévu aux articles 13.1 et 13.4 dudit CCAG Travaux, si, dans un délai de 30 jours calendaires suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au représentant du pouvoir adjudicateur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le TITULAIRE et le représentant du pouvoir adjudicateur sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un bordereau supplémentaire de prix unitaire ou d'un état supplémentaire de prix forfaitaire, signé des deux parties.

ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS POUR L'ENSEMBLE DES PHASES

8.1 - Obligations administratives

8.1.1 - Utilisation de la langue Française

La loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, impose que la désignation, la présentation des biens, produits ou services soient faites en langue française.

Le TITULAIRE formule en langue française :

- Les documents à caractère administratif et financier (actes juridiques, factures, courriers, etc.) ;

- Les échanges avec l'administration (appels téléphoniques, télécopies, courriers électroniques, courriers postaux, etc.) ;
- L'intégralité des livrables documentaires à remettre dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Tout document originellement dans une langue autre que le français doit donc être remis au MOA par le TITULAIRE dans une version traduite en français et certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

À défaut, le document en cause ne peut être pris en compte par le MOA, ni faire foi au titre du présent Marché.

La prise en charge des frais de traduction incombe exclusivement au TITULAIRE et est réputée incluse dans les prix du Marché.

8.1.2 - Notification des modifications portant sur la situation du TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux, le TITULAIRE est tenu de notifier sans délai au MOA les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager les entreprises,
- À la forme juridique sous laquelle elles exercent leurs activités,
- À la raison sociale des entreprises ou à leur dénomination,
- À l'adresse ou au siège social des entreprises,
- À leurs coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu'elles ont fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement des entreprises pouvant influencer sur le déroulement du Marché, et notamment toutes les modifications concernant la répartition du capital, les personnes ou groupes qui contrôlent l'entreprise.

8.1.3 - GED

La GED (outil interactif) : à la charge du TITULAIRE.

NB : la GED est difficilement conciliable avec les contraintes et exigences du ministère de l'intérieur. En conséquence, elle devra :

- Être soumise à la validation de la MOA ;
- Se conformer aux exigences du ministère de l'intérieur en matière de sécurité informatique.

8.2 - Moyens de communication

8.2.1 - Ordre de service

Le présent article déroge à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Les ordres de service sont émis par le MOA à l'attention du TITULAIRE.

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le MOA au Mandataire du groupement, en deux exemplaires papier.

Le TITULAIRE renvoie au MOA l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu, dans un délai de quinze (15) jours courant à compter de la date de réception de l'ordre de service.

Les ordres de service sont exécutoires et s'imposent dans toutes leurs dispositions au TITULAIRE, qui est tenu de s'y conformer, qu'il ait ou non notifié au MOA des réserves à l'encontre desdits ordres de service.

Lorsque le TITULAIRE estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, le Mandataire et lui seul doit, dans un délai de quinze (15) jours courant à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion :

- Retourner au MOA un exemplaire de l'ordre de service en cause avec la mention manuscrite « signé avec réserves » au-dessus de sa signature,
- Notifier ses réserves au MOA, en les explicitant et en les justifiant, étant entendu que le TITULAIRE est réputé avoir accepté toutes les conséquences de l'OS qu'il n'aurait pas évoqué dans ses réserves, sauf à ce que ces conséquences soient imprévisibles.

L'émission de réserves par le TITULAIRE relativement à un ordre de service ne le dispense en rien de l'exécuter, et ne lui ôte aucunement son caractère exécutoire.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au TITULAIRE, qui a seul qualité pour formuler des réserves

8.2.2 - Autres moyens de communication

La notification au TITULAIRE des décisions ou informations du MOA est faite :

- Soit directement au TITULAIRE, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé,
- Soit par échanges de document sur supports électroniques.
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification est faite par défaut à l'adresse du siège social du Mandataire, et au Mandataire pour l'ensemble du groupement. Tout courrier doit être adressé au :

- Phases 1 (conception) et 2 (réalisation) : SGAMI Ouest : Direction de l'Immobilier I – 28 rue de la Pilate - CS 40 725 - 35 207 Rennes Cedex 2
- Phase 3 (exécution) : précisée en phase offres

Pour les décisions ou informations qui font courir un délai, les modalités de computation de ce délai d'exécution des prestations est conforme aux stipulations de l'article 3.2 du CCAG Travaux.

8.2.3 - Pilotage et management du projet

Les dispositions relatives au management de projet sont précisées dans l'annexe n°01 au présent CCAP.

8.2.4 - Hygiène, santé et sécurité

Le TITULAIRE s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Chaque co-traitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du MOA et dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de cette demande.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, le TITULAIRE, au même titre que le MOA et le CSPS, doit, tant au cours de la Phase de Conception que de la Phase de Réalisation, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Conformément aux textes réglementaires, pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, le CSPS aura directement autorité sur les entreprises co-traitantes ou sous-traitantes intervenant sur le chantier.

Pour autant, l'intervention du CSPS ne dispense :

Ni le MOA de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'il pourrait être amené à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées,

Ni le TITULAIRE de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

En tout état de cause, le TITULAIRE doit observer les prescriptions qui lui sont adressées par le CSPS, étant entendu qu'il est réputé avoir pris en compte ces dispositions dans l'établissement du prix global et forfaitaire du présent marché, qu'il ne pourra prétendre, au titre des prescriptions du CSPS, à aucune prolongation des délais ni à aucune rémunération complémentaire.

Chacune des observations et des injonctions du CSPS sera consignée dans le registre journal de la coordination tenu à disposition des entreprises et sera immédiatement communiquée au MOA et au

CISSCT pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs

En phase conception

Concernant la production des études de conception, le TITULAIRE, et notamment le MOE, associe le CSPS à l'élaboration des études de conception de niveau 1, Avant-Projet Détaillé et de niveau Projet, notamment afin d'intégrer les remarques et observations du CSPS sur les choix architecturaux et techniques ainsi que sur l'organisation des opérations de chantier.

Le TITULAIRE doit convoquer le CSPS à toutes les réunions qu'il organise afin de l'associer étroitement au travail de production des études de conception.

Cette collaboration au fil de l'eau vise à faciliter les opérations de contrôle des études de conception auxquelles le CSPS prend part.

Le TITULAIRE doit tenir compte des observations et prescriptions du CSPS.

La présente opération a donné lieu à l'élaboration d'un Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé (PGSPS) en application de l'article L4532-8 du code du travail.

A cette fin, le TITULAIRE ainsi que ses sous-traitants, soit toutes les entreprises intervenant sur le chantier, doivent transmettre au CSPS l'ensemble des renseignements qui lui sont nécessaires pour mettre à jour, au cours de la Phase de Conception, le PGSPS défini aux articles R4532-42 à R4532-51 du code du travail.

En phase réalisation

Le chantier étant soumis aux dispositions des articles L4532-9, L4532-18 et R4532-57 à R4532-74 du code du travail, il est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des PPSPS, telles que les définissent les articles R4532-56 à R4532-76 du code du travail.

En ce sens, le TITULAIRE et l'ensemble de ses sous-traitants, soit toutes les entreprises intervenant sur le chantier, doivent soumettre au visa du CSPS, le PPSPS correspondant à leurs interventions, dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date de démarrage de la phase de Réalisation prescrite dans l'ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation (OS-P2).

En phase exploitation

Matériels

Les matériels appartenant au TITULAIRE ou mis à sa disposition par le MOA, doivent être tenus en bon état de marche et seront régulièrement contrôlés. Ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines etc, ne soit pas altéré par les opérations objet de la phase Exploitation. Il est rigoureusement interdit au personnel du TITULAIRE de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent Marché.

Personnes

Le TITULAIRE instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail et veille à les faire appliquer, notamment en ce qui concerne par exemple : les alarmes de sécurité, le travail en hauteur, la promiscuité avec les retenus, l'encombrement de passages, les zones surveillées et/ou interdites, l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils, l'utilisation de la tenue adéquate

Discipline

Le TITULAIRE s'engage à faire respecter auprès de son personnel, le règlement intérieur et de sécurité propre au site. Il sera notamment interdit au personnel du TITULAIRE de :

- Manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et notamment les matériels informatiques
- Introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le site et dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse
- Provoque du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- Tenir des réunions dans l'enceinte des locaux, autres que celles nécessitées par le présent Marché
- Manquer de respect aux usagers
- Se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise TITULAIRE.

Cette liste n'est pas limitative.

8.3 - Stipulations particulières relatives aux interventions en site de rétention administrative occupé

Le TITULAIRE est informé :

- Qu'au titre de la phase Exploitation,

- Au titre de la levée des réserves post réception (si dépassement du délai accordé par la MOA ou, à défaut de délai mentionné, sous 2 mois)

l'ensemble des locaux et des installations du projet sont désignés comme « Zone Protégée » dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées.

Cette mesure prévue aux articles 413-7 et 413-1 à 413-5 du code Pénal s'impose au prestataire et constitue une protection juridique contre les intrusions non autorisées par le chef de service.

L'attention du TITULAIRE est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations de service, les maintenances et travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Le personnel du TITULAIRE respecte les consignes de sécurité en vigueur au ministère de l'Intérieur en général et sur le site, en particulier.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au TITULAIRE de prendre ses dispositions en conséquence.

L'établissement des autorisations individuelles d'accès implique que :

- Le TITULAIRE fournit à la MOA dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'OS-P3, la liste nominative du personnel pré-ciblé. Cette liste est soumise à l'approbation du MOA et doit être tenue à jour mensuellement. ;
- Le TITULAIRE fournit en outre les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer exigés pour la circulation de ses personnels dans l'établissement (état civil complet : nom – prénoms - date et lieu de naissance – adresse - numéros de téléphone fixe et ou mobile).

Cette autorisation individuelle d'accès sera délivrée après enquête de sécurité.

L'administration peut refuser l'octroi de l'autorisation d'accès au site sans énoncer ses motifs. Le TITULAIRE sera invité à présenter un nouveau participant dans les mêmes conditions que précédemment. Le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'un retard d'exécution au titre de la mise en place de ces mesures.

Le maître d'ouvrage peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le TITULAIRE propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les co-traitants et sous-traitants du TITULAIRE sont soumis à cette même règle.

Les agents affectés à l'exécution :

- Des prestations de la phase P3
- A la levée des réserves post réception (si dépassement du délai accordé par la MOA ou, à défaut de délai accordé, sous 2 mois maximum)

Ils sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande.

Les modifications intervenant dans la composition du personnel sont notifiées au service utilisateur au moins huit jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le TITULAIRE informe le service dans le plus bref délai.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le TITULAIRE ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu ou zone de travail sans pouvoir en justifier la nécessité.

Le non-respect de cette clause entraîne des pénalités telles que définies à l'annexe 03 du CCAP.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le TITULAIRE.

8.4 - Obligations au titre du code du travail

8.4.1 - Obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire du marché, ses cotraitants et les sous-traitants sont tenus de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D8222-5 du code du travail s'il est établi en France, et D8222-7 à D8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Ils sont tenus de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D8254-2 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221_2 du code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche
- Sa nationalité
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

8.4.2 - Obligations en matière de travailleurs détachés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R1263-4-1 et R1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-2 du code du travail.

ARTICLE 9 - SUIVI DES ÉTUDES DE CONCEPTION

9.1 - Généralités

Pour chacune des missions de la phase P1, le titulaire propose au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 14 jours calendaires à compter du démarrage de la mission, la liste des pièces qu'il compte remettre dans le cadre de cette mission. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander des éléments complémentaires aux pièces décrites dans l'annexe 02 du présent CCAP, qui représentent le rendu minimum attendu.

Il pourra en particulier être demandé au groupement de prévoir toute pièce complémentaire nécessaire à la tenue des réunions thématiques associant le service utilisateur.

A l'achèvement de chacune des phases « APD » et « PRO », le titulaire adresse, dans les délais définis à l'article 5 du présent CCAP et à l'article 6 de l'acte d'engagement, l'entièreté des documents, respectivement et simultanément :

- En 1 exemplaire au contrôleur technique
- En 1 exemplaire au coordonnateur SPS
- En 1 au maître d'ouvrage et/ou à son représentant :

Pendant le délai imparti pour la validation de ces documents, le maître d'ouvrage pourra être amené à consulter des tiers (utilisateurs par exemple) et pourra demander au titulaire d'assister à des réunions spécifiques.

Toutes les pièces produites durant ces phases devront être contresignées par le maître d'œuvre.

9.2 - Note de synthèse sur les évolutions du projet

Cette note doit permettre de tracer toutes les évolutions significatives du projet du point de vue architectural (y compris matériaux, détails de finition, éléments de signalétique, éléments

d'aménagement des espaces intérieurs,...), paysager, fonctionnel, technique, de sûreté, ..., par rapport à la phase précédente.

Ce document est produit par le titulaire du marché systématiquement à chaque phase du projet de la manière suivante :

- Phase APD → documentation des évolutions depuis phase APS
- Phase PRO → documentation des évolutions depuis phase APD

Chaque évolution sera identifiée, décrite et justifiée (inconvenients de la solution précédente/avantages de la solution adoptée). Il sera précisé également s'il s'agit d'une évolution suite à une remarque de la maîtrise d'ouvrage ou à une demande explicite de celle-ci ou bien s'il s'agit d'une orientation proposée par le titulaire dans le cadre du développement des études du projet.

Les évolutions les plus significatives (notamment celles architecturales, fonctionnelles et paysagères) seront illustrées par des éléments graphiques et d'information adaptés (extraits et focus de plans et coupes, détails, éventuellement images, fiches informatives, etc.) permettant de les visualiser et d'en comprendre les impacts sur le projet, et seront repérées sur un plan général.

Cette note de synthèse sera accompagnée à chaque phase d'un tableau des écarts récapitulant l'ensemble des écarts du projet aux pièces contractuelles, dont le programme technique et fonctionnel.

Cette note ne remplace en aucun cas le processus de validation par fiches modificatives indiqué dans le présent CCAP.

9.3 - Approbation des études de conception

Les prestations qui font l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations qui y sont prévues.

Le titulaire est réputé avoir rempli ses obligations s'il a déployé l'effort nécessaire pour obtenir le meilleur résultat possible, en exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de l'acceptation d'un document d'études par le maître d'ouvrage pour justifier d'une performance inférieure à celle prescrite au marché (dont le programme), sauf si celle-ci résulte d'une modification explicite expressément acceptée par le maître d'ouvrage après validation par fiches modificatives selon le processus décrit au présent CCAP.

9.3.1 - Décisions

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, le cas échéant avec réserves, l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

La décision prise doit être notifiée au titulaire dans des délais d'approbations des plans et documents, qui sont précisés à l'article 6.2 de l'acte d'engagement.

9.3.2 - Admission des prestations

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la validation est précisée dans la décision de validation ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision.

Lorsque l'admission est prononcée avec réserves, le pouvoir adjudicateur précise le délai imparti au titulaire pour y remédier. A défaut, le délai est de 14 jours calendaires.

9.3.3 - Ajournement des prestations

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quatorze jours calendaires prévu à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Après ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, du délai d'acceptation précisé à l'article 6.2 de l'acte d'engagement à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Le délai de quatorze jours calendaires ouvert au titulaire pour présenter ses observations, le délai qui lui est nécessaire pour représenter les prestations après ajournement, ainsi que le délai d'acceptation de ces prestations par le pouvoir adjudicateur, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

9.3.4 - Admission avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne responsable du marché. Si le titulaire formule des observations, la personne responsable du marché dispose ensuite de quatorze jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

9.3.5 - Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni l'ajournement ni l'admission avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Le titulaire dispose de quatorze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quatorze (14) jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de rembourser les acomptes déjà perçus. Par ailleurs, cette décision donne suite, à la discrétion du pouvoir adjudicateur, soit à une décision de résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions de l'article 20.2 du présent CCAP, soit à une demande dudit pouvoir de reprendre l'intégralité des prestations rejetées. Il est précisé qu'en cas de résiliation, les échanges décrits dans les deux premiers alinéas du présent article valent mise en demeure préalable du titulaire.

ARTICLE 10 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

10.1 - Provenance des matériaux et produits

Les études de détails et les descriptifs fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction qui n'est pas déjà fixée par les pièces constitutives du marché.

10.2 - Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits

10.2.1 - Caractéristiques

Toutes spécifications techniques ne respectant pas les clauses du marché (dont le programme) devront être soumises, par le titulaire, à l'accord préalable du maître d'ouvrage ou de son représentant, selon la procédure définie à l'Article 7 - du présent CCAP.

10.2.2 - Qualités – Vérifications des matériaux et produits

Les études de détail et les descriptifs précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Ces études préciseront et définiront les points critiques et les points d'arrêt dans le cadre du schéma de contrôle de la qualité établi par le maître d'œuvre.

ARTICLE 11 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

11.1 - Plan général d'implantation

Par dérogation à l'article 27 du CCAG Travaux, le plan général d'implantation est établi par le titulaire du marché et soumis au visa du maître d'ouvrage ou de son représentant.

11.2 -Piquetage général

Le titulaire du marché est tenu de faire exécuter le piquetage général des ouvrages, conformément au plan général d'implantation sous sa responsabilité et à ses frais.

11.3 -Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le titulaire du marché est tenu de faire exécuter, sous sa responsabilité et à ses frais, le piquetage spécial de ces ouvrages, en même temps que le piquetage général et conformément au plan général d'implantation.

ARTICLE 12 - PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

12.1 -Période de préparation

La mission devra être réalisée conformément aux stipulations de l'article 28 du CCAG Travaux, il est par ailleurs précisé ce qui suit.

Cette période est incluse dans le délai de réalisation défini à l'article 6 de l'acte d'engagement. Cette période commencera suite à un ordre de service spécifique, dans les conditions prévues à l'article 5 ci avant.

Au cours de cette période, il est procédé aux opérations ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- **Par les soins du maître d'ouvrage ou de son représentant :**

- Libération des accès,
- Détermination des zones interdites aux entreprises.

- **Par les soins du titulaire :**

- Libération des emprises ;
- Constat contradictoire de l'état de la voie publique d'accès ou des locaux mis à disposition,
- Le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux conformément à l'article 5.4 du présent CCAP,
- Proposition de la liste et des délais prévisionnels de remise associés, ainsi que du mode de diffusion des documents établis par l'ensemble des intervenants durant la phase EXE pour validation du maître d'ouvrage, dans les quatorze jours calendaires suivant la notification de l'ordre de service de démarrage de la préparation conformément aux dispositions,
- Mise au point du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ainsi que l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et remise au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé. Il est expressément signalé que le visa du coordonnateur SPS sur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est impératif pour pouvoir démarrer les travaux.
- Élaboration, soumise à l'accord du coordonnateur SPS et présentation au maître d'ouvrage ou à son représentant aux fins de visa, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- Mise en œuvre sur site des installations de chantier conformément au projet ayant reçu le visa du CSPS,
- Exécution, soumise à l'accord du coordonnateur SPS, des voies et réseaux divers prévus à l'article R4533-6 du code du travail R238-40 à R238-45 du code du travail,
- Réalisation des panneaux de chantier (panneaux réglementaires et deux panneaux de communication du Ministère) suivant le modèle défini par le maître d'ouvrage,
- Établissement et mise en œuvre du schéma de signalisation du chantier, après avoir pris l'attache des services compétents. Ce schéma sera intégré au PPSPS ci-dessus,
- Établissement de la clôture de limite de propriété définie au programme technique, qui servira de clôture de chantier. La clôture de chantier sera définitive afin d'assurer une étanchéité avec l'ENP,
- Informer le maître d'ouvrage, 14 jours calendaires à l'avance, des demandes d'accès au site,
- Proposition de trame de rapport mensuel dans les 14 jours calendaires suivant la notification de l'ordre de service de démarrage de la préparation,

- Mise en place de l'outil interactif unique regroupant le suivi VISA, les jalons du SCQ et les OPR et présentation via une démonstration,
- Élaborer un rapport hebdomadaire de localisation des travaux.

NOTA : il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération.

Un second ordre de service prescrivant le démarrage des travaux est ensuite transmis dans les conditions définies à l'article 5 du présent CCAP.

12.2 - Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination de chantier

En plus des obligations décrites à l'article 1 du présent CCAP, la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination doit être assurée par le titulaire de manière à garantir le délai contractuel. Conformément à l'arrêté du 21 décembre 1993, l'objet général de la mission, applicable au marché de conception et réalisation, est le suivant :

- Pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- Pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
- Pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

A ce titre, le titulaire devra notamment :

12.2.1 - En cours de travaux

- Confirmer les dates de début et de fin de tâche et contrôler le respect des moyens prévus,
- Contrôler hebdomadairement le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux (pour les études d'exécution et de synthèse ainsi que pour la réalisation), recenser les écarts constatés par rapport aux prévisions et repérer l'origine de ces écarts, en proposant les mesures correctives qui s'imposent. A cet effet, il devra notamment tenir un registre journal de l'exécution des tâches décrites dans le calendrier détaillé d'exécution et établir un rapport hebdomadaire d'exécution,
- Recenser hebdomadairement les effectifs sur site,
- Élaborer un rapport hebdomadaire de localisation des travaux à 2 semaines,
- Élaborer un rapport mensuel synthétique faisant apparaître le bilan provisoire, l'analyse de l'évolution prévisible du chantier et, si nécessaire, des propositions de solutions. Le cas échéant, ce rapport est complété d'un état motivé des retards constatés sur le chantier,

- Élaborer mensuellement le calendrier prévisionnel d'intervention des sous-traitants et l'échéancier des paiements.
- Participer à l'organisation des opérations préalables à la réception des travaux, sous la direction du maître d'œuvre, et organiser les interventions nécessaires dans le but d'éviter les observations qui seraient de nature à faire refuser la réception.
- Assurer la ventilation, à chaque sous-traitant, des observations faites à l'occasion du suivi des travaux (pour les études d'exécution et de synthèse ainsi que pour la réalisation), organiser et planifier les travaux de reprise correspondants.

12.2.2 - En amont de la réception

- Planifier avec les sous-traitants, les opérations d'essai et de contrôle,
- Organiser matériellement les visites préalables,
- Recenser les travaux non terminés,
- Assurer la ventilation, à chaque sous-traitant, des observations faites à l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, organiser et planifier les travaux de reprise correspondants,
- Planifier les remises de plan et document conformes à l'exécution,

12.2.3 - Après réception

- Planifier les travaux nécessaires à la levée des réserves,
- Le cas échéant, assurer la remise des plans et documents conformes à l'exécution,
- Organiser les visites de contrôle du maître d'ouvrage, du contrôleur technique et des diverses commissions le cas échéant.

ARTICLE 13 - VÉRIFICATION DES DOCUMENTS D'EXÉCUTION

13.1 - Procédure de vérification

La mission du titulaire, et du maître d'œuvre est à réaliser conformément à l'article 29 du CCAG Travaux. En complément à l'article 29 du CCAG, il est précisé les éléments suivants :

Sur la base de la liste prévisionnelle des documents d'exécution présenté par le titulaire au maître d'ouvrage ou à son représentant en réunion de suivi de chantier, le maître d'ouvrage ou son représentant indiquera les documents d'exécution qui devront faire l'objet d'un avis de sa part (le maître d'ouvrage se réservant la possibilité de donner un avis sur l'ensemble de ces documents).

Pour les documents d'exécution soumis à avis du maître d'ouvrage, ceux-ci sont obligatoirement et préalablement transmis au maître d'œuvre pour VISA. Sur la base du document ainsi validé, le maître d'ouvrage ou son représentant donnera son avis quant à leur conformité avec les pièces constitutives du marché, y compris programme et pièces écrites, mémoire de présentation, projet de CCTP, plans, documents graphiques remis par le titulaire au cours des phases successives d'étude.

Le maître d'ouvrage ou son représentant dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour donner son avis sur les documents produits. Pour ces documents, aucune exécution de travaux ne peut être engagée avant que le maître d'ouvrage ou son représentant n'ait donné son avis sur les documents d'exécution correspondants ou, à défaut d'avis, avant l'expiration de ce délai de 15 jours calendaires.

Dans tous les cas, que le document d'exécution ait fait l'objet d'un avis du maître d'ouvrage ou non, il sera fait application des modalités de l'article 1.11 du présent CCAP relatif au niveau des prestations, et les avis du maître d'ouvrage et de son représentant n'ont ni pour objet ni pour effet de réduire la responsabilité du titulaire dans l'exécution des prestations, objet du marché.

Par ailleurs, les documents d'exécution seront également soumis à l'avis du contrôleur technique et du CSPS désignés par le maître d'ouvrage, qui disposeront d'un délai de 15 jours calendaires pour se prononcer.

Enfin, en cas d'observations émises par le maître d'ouvrage, le contrôleur technique ou le CSPS, le titulaire réalise à ses frais les études complémentaires nécessaires à la levée de ces observations et soumet les documents complétés ou modifiés à l'avis du maître d'ouvrage ou de son représentant, suivant la même procédure que ci-dessus, sans pour autant pouvoir prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution de ses prestations définis à l'article 6 de l'acte d'engagement.

13.2 - Modalités de suivi des avis

Lors de chaque réunion hebdomadaire, le groupement présentera au maître d'ouvrage ou à son représentant la liste des plans, notes de calcul, descriptifs ou fiche produit qui devront faire l'objet d'un visa (maître d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SSI, coordonnateur SPS...) dans les 2 semaines à venir.

Le titulaire devra établir et transmettre au maître d'ouvrage ou à son représentant chaque semaine un récapitulatif des documents (descriptifs, plans d'exécution, note de calcul, etc.) bon pour exécution avec indication du numéro du document et de son indice, des dates des visas du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du CSPS, ainsi que des avis du maître d'ouvrage et de son représentant.

ARTICLE 14 - SUIVI D'EXÉCUTION

14.1 - Généralités

Les représentants du maître d'ouvrage, dûment mandatés, peuvent accéder à tout moment au chantier. Ils se conforment aux règles de prudence et de sécurité en vigueur sur le site, et peuvent se faire communiquer toute information relative aux travaux.

Conformément à l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire a la charge du gardiennage et de la sécurité sur le chantier (période de travaux et hors période de travaux). NB : le gardiennage en dehors des heures normales de travail n'incombe pas au titulaire. En effet, le SGAMI est responsable de la sécurité du site durant la nuit, les week end, les jours fériés, jusqu'à la livraison

Le titulaire doit mettre en place un contrôle d'identité systématique à l'entrée du chantier, avec remise d'un badge nominatif indiquant le nom de l'entreprise ou du sous-traitant. Ces modalités de contrôle doivent être en place avant la fin de la période de préparation de chantier.

Le titulaire demande l'autorisation explicite du maître d'ouvrage préalablement à l'organisation de toute réunion de chantier ou visite de chantier associant des personnes autres que celles du groupement ou de ses prestataires.

En outre, le titulaire, qui est tenu de mettre en place un système d'alerte performant, informe immédiatement le maître d'ouvrage de tout événement (incident, accident, etc.) dont la diffusion au public peut avoir une incidence sur la communication du ministère de l'intérieur.

Le maître d'ouvrage peut, à la suite des réunions sur chantier ou des visites effectuées par ses représentants, communiquer au titulaire ses observations quant au déroulement du chantier et à la qualité d'exécution des travaux. Le titulaire doit alors indiquer au maître d'ouvrage la suite qu'il entend donner aux observations faites.

Le maître d'ouvrage organise, au moins une fois par mois, des réunions de suivi du chantier avec le titulaire. Il est rappelé que l'AMO participera à des réunions bimensuelles sur site (à adapter en fonction des phases d'avancement du chantier) incluant compte rendu écrit à diffuser à l'ensemble du groupement afin de cadrer l'avancée des travaux

Le titulaire rédige un rapport mensuel de l'avancement des travaux qu'il adresse au maître d'ouvrage et qui comprend notamment, un point sur d'éventuels écarts avec le calendrier prévisionnel et les éventuelles mesures de rattrapage, un point d'avancement de la mise en œuvre du schéma contrôle qualité, les rapports de visite du maître d'œuvre relatifs à la qualité d'exécution, les événements significatifs (accidents, visites, etc.), la liste des prestataires auquel le titulaire fait appel. Il contiendra également la liste des remarques de chantier.

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage les éventuels écarts de l'ouvrage avec les exigences du programme.

Si le risque n'est pas susceptible de constituer à terme une réserve pouvant motiver un refus de réception par le maître d'ouvrage, sous réserve des évolutions constatées dans la poursuite de l'exécution des travaux et lors des opérations préalables à la réception, le maître d'ouvrage pourra éventuellement renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur le prix.

Le montant de cette réfaction sera équivalent à tout ou partie des frais que le maître d'ouvrage aurait à engager après réception pour mettre en conformité l'ouvrage avec les exigences de qualité requise par les règles de l'art et les clauses techniques particulières. En tout état de cause, les dispositions du présent article ne portent pas préjudice à l'application des articles relatifs à la réception et aux garanties du CCAG et du présent CCAP, notamment pour des éléments n'ayant pas préalablement fait l'objet des présentes mesures d'alerte.

14.2 - Chambre témoins et échantillons

Pour tous les éléments indiqués dans cette partie, le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage l'avis circonstancié du maître d'œuvre cotraitant sur les prototypes, échantillons et premiers de série qui seront présentés au maître d'ouvrage au minimum trois jours ouvrés avant cette présentation, ainsi que les modalités de prise en compte des remarques du maître d'œuvre. Les délais de validation par le maître d'ouvrage de ces éléments sont précisés à l'acte d'engagement.

14.2.1 - *Chambre témoin*

Dans le cadre de la phase P2, il est attendu du titulaire qu'il produise une chambre témoin, au plus tard à la fin du gros œuvre.

Cette chambre témoin :

- Devra être conforme aux exigences du programme
- Devra avoir un niveau de finition équivalent à celui attendu pour la livraison
- Ne comprendra pas le mobilier fixe

Elle sera visitée par la MOA et par son assistant au plus tard à la fin du gros œuvre. Leurs remarques seront consignées dans un PV, rédigé par l'AMO. Le procès-verbal aura valeur contractuelle et liera le titulaire pour la réalisation des chambres du CRA.

Le Titulaire devra donc réaliser des chambres conforme :

- Au contenu du procès-verbal dressé pour donner suite à la visite de la chambre témoins
- Au programme de l'opération

Le procès-verbal sera transmis au Titulaire dans les 10 jours qui suivent la réalisation de la visite. Le titulaire devra le retourner signé à la Maîtrise d'Ouvrage et à son AMO dans les 3 jours qui suivent sa réception.

En cas de contradiction entre les stipulations du programme de l'opération et celles du procès-verbal dressé à la suite de la visite de la chambre témoins, il sera fait application dudit PV.

Toute méconnaissance / non-conformité du programme constatées après la validation de la chambre témoin par la MOA et n'entrant pas en contradiction avec le PV susmentionné doit cependant être reprise par le titulaire sans que celui-ci puisse demander des honoraires / délais complémentaires de ce fait.

La validation de la chambre témoin par la MOA et ou son assistant n'exonère pas le titulaire de respecter le programme de l'opération.

14.2.2 - Echantillons

Le titulaire devra présenter des échantillons des équipements, matériaux, revêtements, et fournitures de l'ouvrage concourant à l'aspect final, aux ambiances, au confort d'utilisation des locaux, et à la sûreté, ou dont la qualité d'usage par les utilisateurs doit pouvoir être vérifiée par le maître d'ouvrage.

Ils devront être proposés à l'examen dans un délai minimum de 3 mois avant toute commande.

La présentation d'échantillons concerne à minima les éléments suivants :

- Un échantillon de quelques matériaux significatifs dont la liste est à définir par la maîtrise d'œuvre et validée par le maître d'ouvrage ;
- Un échantillon des revêtements des principales zones des quartiers d'hébergements (cellules, circulation, ...), avec mise en relation des sols, murs, plafonds et menuiseries intérieures ;
- Un modèle de tous les équipements concourant à l'aspect et à la qualité des espaces (portes, quincaillerie, luminaires, appareillages électriques, grilles de ventilation, stores, etc.) et ce pour toutes les unités fonctionnelles ;
- Un modèle de chacun des éléments support de signalétique ;
- Un échantillon des différents revêtements de sol extérieurs et des mobiliers et équipements extérieurs ;
- Equipements participant à la sûreté (caméra, interphone, ...).

14.3 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

14.3.1 - En phase conception réalisation

Salle de réunion - salle échantillons – bureau de passage

Une salle de réunion de chantier (35 m²) permettant d'accueillir une vingtaine de personnes doit être mise à disposition du maître d'ouvrage pour tenir les différents rendez-vous. Ce local sera climatisé, éclairé et entretenu. Il devra être équipé de tables et de chaises, de panneaux latéraux permettant d'afficher les plans et les calendriers détaillés, d'armoires fermant à clef afin d'y entreposer le dossier marché et le registre journal de coordination du coordonnateur SPS, de

casques et de bottes de chantier pour les personnes assistant aux réunions (maître d'ouvrage et ses représentants, contrôleur technique, etc.), et d'un accès internet sans fil.

Un local de 15 m² doit être prévu pour exposer les différents échantillons de composant ou mobilier.

Un bureau de passage pour la maîtrise d'ouvrage ou ses représentants devra être installé. Ce bureau devra être équipé de deux bureaux, de quatre chaises, d'une armoire fermant à clefs et d'un accès téléphonie-internet.

Locaux du personnel

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation des locaux du personnel et leur accès, à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier devront toujours être adaptées aux effectifs accueillis.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et qualité à celles des règlements et des conventions en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L4532-8, et R4532-42 à R4532-51 du code du travail et, à ce titre, est soumis à l'obligation d'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Le PGCSPS, qui sera établi lors de l'élaboration des prestations de conception, fera partie des pièces particulières du présent marché.

Le titulaire et chacune des entreprises intervenant sur le chantier doivent transmettre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé l'ensemble des renseignements nécessaires à la mise à jour du PGCSPS défini aux articles R4532-42 à R4532-51 du code du travail. Cette obligation est étendue aux sous-traitants.

Les compléments ou modifications ultérieurs apportés à ce PGCSPS seront portés à la connaissance des contractants.

Le PGCSPS doit intégrer l'ensemble des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au fur et à mesure de leur élaboration.

Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L4532-9, L4532-18 et R4532-57 à R4532-74 du code du travail et, à ce titre est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), telles que les définissent les articles R4532-56 à R4532-76 du code du travail.

Chacune des entreprises amenées à intervenir sur le chantier (titulaires et sous-traitants), devra soumettre au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé correspondant à son intervention, dans un délai de 20 jour calendaire à compter de l'ordre de service prescrivant au titulaire d'entreprendre les travaux de construction.

Ce délai est ramené à huit jours pour les sous-traitants incorporés au cours du chantier.

Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, de par les textes réglementaires, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, aura directement autorité sur les entreprises et les travailleurs indépendants.

Pour autant, son intervention ne dispense :

- Ni la maîtrise d'ouvrage ou son représentant de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'elle pourrait être amenée à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées,
- Ni le titulaire de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, sera consignée dans le registre journal de la coordination tenu à disposition des entreprises et sera immédiatement communiquée au maître d'ouvrage ou son représentant et au collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

Pour toute préconisation touchant à la définition architecturale et technique de l'opération, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du maître d'ouvrage ou son représentant, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter par ordre de service.

Information du maître d'ouvrage

Le titulaire a l'obligation d'informer immédiatement dans un délai maximum de douze (12) heures le maître d'ouvrage de tout incident ou de tout accident survenu sur le chantier.

Le titulaire indiquera dans chaque rapport mensuel le récapitulatif des éventuels incidents depuis le début du chantier.

ARTICLE 15 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

La réception sera prévue selon les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux, en prenant en compte les dérogations et compléments précisés dans le présent article 15.

Le titulaire prévoit l'encadrement, la main-d'œuvre et tous les matériels nécessaires aux essais. Il produit au préalable tous les documents techniques nécessaires au bon déroulement des opérations. Il veille à ce que l'environnement des ouvrages permette des essais fiables.

La mission M13 s'achève à la plus tardive de ces trois dates :

- A la levée de la dernière réserve,
- A la fin de la GPA,
- A la remise d'un DOE à jour.

15.1 - Essais et contrôles des ouvrages sous la responsabilité du titulaire

Le titulaire doit apporter au maître d'ouvrage ou à son représentant, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG Travaux et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé.

En complément de l'article 24 du CCAG Travaux, il sera procédé, sous la direction du contrôleur technique désigné par le maître d'ouvrage, et avant réception, aux essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC, approuvé par les assureurs (document n°1), ou équivalent émis par l'Agence Qualité Construction (AQC). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux faisant l'objet du « document technique COPREC n°2 » ou équivalent émis par l'AQC. Sous la direction du contrôleur technique désigné par le maître d'ouvrage, il sera également procédé à la vérification initiale des installations électriques conformément aux dispositions du règlement de sécurité et du code du travail.

L'ensemble des tests, essais ou vérifications fera l'objet d'un rapport rédigé par le titulaire et remis au maître d'ouvrage ou à son représentant en vue d'une validation contradictoire du résultat obtenu.

Ce rapport devra comporter le protocole des essais, les fiches d'autocontrôle du groupement et précisera les performances contractuelles et les performances constatées. Il comportera également, le cas échéant, l'ensemble des plans, documents, note de calcul, documentations fournisseurs, notice d'exploitation et maintenance, certificat et rapport de mise en service etc.

En complément des essais prévus par le TITULAIRE, le MOA peut prescrire des essais et contrôles complémentaires dits « opérationnels ». Ces essais pourront, par exemple, comprendre l'intervention d'une équipe utilisatrice afin de pouvoir mettre en situation la réalité opérationnelle.

15.2 - Opérations préalables à la réception des travaux

Le présent article 15.2 se substitue aux articles 41.1 et 41.2 du CCAG Travaux.

Il est précisé que durant toute la période des opérations préalables à la réception (et ce jusqu'à la notification de la décision de réception), le titulaire assurera le gardiennage du bâtiment (dans la limite des horaires normal de travail) et il prendra en charge l'ensemble des dépenses de fluides. La durée des OPR est de 2 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des OPR.

15.2.1 - Condition de démarrage des Opérations Préalables à la Réception (OPR)

Les opérations préalables à la réception (OPR) ne peuvent s'effectuer qu'après l'achèvement total des travaux, paramétrages et essais internes compris.

Le mandataire du groupement et le maître d'œuvre avisent le maître d'ouvrage, par écrit, au plus tard deux mois avant la date d'achèvement prévisionnelle des travaux, de la date à laquelle ils estiment que les travaux seront achevés.

Ils transmettent alors un calendrier détaillé des OPR ainsi que le mode opératoire et la liste détaillée de ces opérations. Afin d'anticiper au mieux la préparation des tests et autocontrôles des OPR, il est demandé au titulaire de soumettre pour avis au maître d'ouvrage au plus tard 6 mois avant la date prévisionnelle d'achèvement des travaux une proposition de liste détaillée des tests envisagés par corps d'état, et protocoles de tests associés. Ces éléments auront au préalable été visés par le maître d'œuvre.

Ce calendrier fait apparaître à minima les éléments suivants :

- Le planning détaillé de la fin des travaux ;
- La date prévisionnelle d'achèvement des travaux, incluant tous les essais et contrôles définis à l'article 15.1 - ci-dessus ;
- La date prévisionnelle de démarrage des OPR

- La date de démarrage de la marche à blanc ;
- Les dates des contrôles de chacun des corps d'état réalisés par le maître d'œuvre ;
- Les dates des essais des équipements techniques conduits par le maître d'œuvre, avec la présence éventuelle de la maîtrise d'ouvrage ou de son représentant.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de rejeter la proposition du groupement. Dans ce cas, le titulaire devra effectuer une nouvelle proposition de calendrier détaillé des OPR ainsi que du mode opératoire avec liste détaillée de ces opérations. Celle-ci devra être validée par le maître d'ouvrage dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent.

Le maître d'ouvrage notifie au mandataire du groupement et au maître d'œuvre la date à laquelle doivent commencer les opérations préalables à la réception. Ces OPR doivent se faire dans un délai maximum de 2 mois, lequel comprend par ailleurs la marche à blanc. Leur durée n'est pas comprise dans le délai de réalisation des travaux.

15.2.2 - Déroulement des opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception sont menées sous la responsabilité du maître d'œuvre et du mandataire. Le maître d'ouvrage ou son représentant se réservent la possibilité de participer à l'intégralité de ces opérations.

Elles comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés, y compris la bonne exécution des prestations d'aménagements (mobilier et signalétique) ;
- Les épreuves, essais, tests et vérifications prévues par le présent marché,
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au présent marché ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons et de la conformité des prestations aux prescriptions des pièces du présent marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation de la qualité de finition, en cohérence avec le schéma de contrôle de la qualité ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- La vérification de la documentation exploitation-maintenance.

Ces opérations préalables à la réception font l'objet d'un procès-verbal (basé sur un formulaire type EXE4), impérativement co-signé par le maître d'œuvre et le mandataire.

Au vu du procès-verbal des OPR, le maître d'œuvre et le mandataire transmettent au maître d'ouvrage, un document (basé sur un formulaire type EXE5) indiquant s'il propose ou non la

réception, et dans l'affirmative, les réserves dont il propose éventuellement d'assortir la réception. Dans ce cas, il annexe la liste consolidée, informatisée et numérotée des réserves à ce document, qui est co-signé par le maître d'œuvre et par le mandataire du groupement.

15.2.3 - Marche à blanc

Le but de l'opération est de vérifier l'ensemble de l'ouvrage en conditions réelles, de procéder aux derniers ajustements et, pour le personnel, de se familiariser avec le nouvel ouvrage.

La marche à blanc dure un (1) mois et sera réalisée à la fin des OPR, avant la réception de l'ouvrage.

La marche à blanc permettra au surplus de s'assurer de l'efficacité des procédures d'exploitation, en mode normal mais aussi en conditions dégradées.

Elle se distingue de la prise en main de l'ouvrage par le personnel du TITULAIRE, qui durera un mois et débutera avec la livraison de l'ouvrage.

15.3 - Décision de réception

Le présent article 15.3 - se substitue à l'article 41.3 du CCAG Travaux.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, de la proposition de réception du maître d'œuvre, des réserves complémentaires éventuellement constatés par le maître d'ouvrage ou son représentant, du rapport final du contrôleur technique, des procès-verbaux des visites des commissions sécurité incendie et accessibilité, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves ou sous réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La réception prend donc effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date de transmission du procès-verbal.

Il est toutefois précisé que, dans ce cas, la période comprise entre la date provisoire d'achèvement des travaux et la date de prise d'effet de la réception ne pourra pas faire l'objet de la pénalité de retard prévue au CCAP. Dans le cas où le maître d'ouvrage refuse la réception, l'exonération prévue à l'alinéa précédent ne s'applique pas.

Conformément à l'article 41.6 du CCAG Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes :

- Dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision de réception
- Dans un délai maximum de 2 mois suivant la décision de réception si le Maître de l'Ouvrage n'a pas fixé de délais spécifiques dans la décision de réception

Dans le cas où les travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire effectuer aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, les réserves non levées dans le délai prescrit ou les désordres apparus pendant la période de la garantie de parfait achèvement, pourront faire l'objet d'une proposition de réfaction sur les prix à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

15.4 - Obligations postérieures à l'achèvement des travaux

Les obligations décrites ci-dessous s'appliquent pour chaque phase du projet.

15.4.1 - Documents fournis dans le cadre de la fin de l'exécution

Si le dossier à remettre au moment de la réception des ouvrages présente des insuffisances constatées par le maître d'ouvrage ou son représentant (documents inexistantes et/ou incomplets sur le fond et/ou la forme), celui-ci prononcera la réception avec réserve.

Conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux, et en cas de non-respect des clauses du marché quant à la remise de ce dossier au moment de la réception des ouvrages (insuffisances constatées par le maître d'ouvrage sur le fond et/ou la forme), le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

15.4.2 - Formation

Le TITULAIRE a l'obligation d'assurer la parfaite formation des personnels intervenant dans l'utilisation, l'exploitation et la maintenance de l'établissement. Les formations doivent permettre aux futurs utilisateurs la prise en main de l'établissement et notamment de tous les équipements techniques et/ou de sûreté. Elles sont adaptées aux différents profils d'utilisateurs (encadrement, personnel de surveillance, mainteneur, ...). Le titulaire établit les contenus des formations et les supports pédagogiques adaptés, il intervient en tant que formateur et anime chacune des actions de formation par sa présence effective.

Le TITULAIRE prend en compte qu'un mois de prise en main de l'établissement par son personnel sera réalisé dans la continuité de la réception de l'ouvrage.

Le TITULAIRE prévoit à minima :

- Deux sessions de formation à destination de l'encadrement (20 personnes au moins)
- Deux sessions de formation à destination du personnel de surveillance (20 personnes au moins)
- Trois sessions de formation à destination du mainteneur (20 personnes au moins)

- Les formations spécifiques à la prise en main d'un équipement ou service particulier qui sont détaillées dans le programme technique.
- La rédaction d'un guide à l'attention des utilisateurs permettant une appréhension facile des fonctionnalités du bâtiment à l'usage de tout occupant. Ce guide pourra, en tant que de besoin, être mis à jour sur les points identifiés lors des formations. Ce guide sera également un support de formation à l'attention des utilisateurs en vue d'une bonne maîtrise de l'énergie au travers des usages
- La rédaction de « fiches réflexe » à l'attention des utilisateurs qui synthétisent les informations essentielles à la prise en main d'un équipement ou dispositif technique particulier.

Par ailleurs, le titulaire a l'obligation d'assurer une assistance technique et des formations complémentaires aux personnels de l'Etat pendant les cinq (5) mois suivant la date de réception.

Pour chaque profil d'utilisateur, la première session de formations devra impérativement se tenir dans la semaine précédant la réception de l'ouvrage par le maître d'ouvrage. Les autres séries de formations pourront se tenir après mise en service.

Le TITULAIRE adresse au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au moins quatre (4) mois avant la date contractuelle de fin de la mission M10, une proposition de méthodologie, de plan et de programme de formation. Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, dans un délai maximal de deux (2) mois, son acceptation sur ses propositions ou transmet un programme, une méthodologie et un calendrier modifiés.

15.4.3 - Dispositions relatives à la levée des réserves

En complément de l'article 41.5 du CCAG Travaux, le délai de réalisation des prestations non exécutées est :

- Librement fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur dans la décision de réception
- À défaut de délai spécifique fixé par la MOA, de deux mois à compter de la date d'effet de la réception.

Au cas où ces travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire effectuer aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

Par ailleurs, en complément aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation de prestations non exécutées relevant de l'article 41.5 du CCAG Travaux ou à la levée de réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG Travaux, le titulaire se verra infliger les pénalités prévues au CCAP.

Enfin, en complément à l'article 41.7 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra également proposer une refaction au titulaire lorsque celui-ci éprouve des difficultés à lever une réserve ou à exécuter des prestations prévues au marché et non encore exécutées.

La mission du TITULAIRE se poursuit jusqu'à la levée de la dernière réserve.

15.4.4 - Garanties et obligations du TITULAIRE pendant la période de garantie

La garantie sera de 2 (deux) ans. Elle court à compter de la date d'effet de la réception.

En outre, la pérennité des modèles et des pièces individuelles sera garantie pendant dix ans.

Pendant la période de garantie, les interventions doivent être effectuées sans apporter de gêne excessive au bon fonctionnement du site. Le titulaire devra disposer d'un stock suffisant de pièces de rechange.

Au cours de la période de garantie, si un vice profond est découvert (tel qu'erreur de conception, fiabilité insuffisante) ou si le TITULAIRE ne répond pas à ses obligations (non-levée des réserves dans les délais prévus, retard dans la livraison de la documentation par exemple), le maître d'ouvrage peut notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa situation de défaillance. Lorsque la cause cesse, le maître d'ouvrage notifie au TITULAIRE (en recommandé avec AR) la fin de cette situation. La période de garantie est alors prolongée de la durée de la situation de défaillance.

La situation de défaillance n'enlève au TITULAIRE aucune de ses obligations de garantie. Toutes les conséquences matérielles d'une situation de défaillance sont à la charge du TITULAIRE.

15.5 - Suivi de la garantie de parfait achèvement

Le délai de la garantie de parfait achèvement est de 12 mois à compter de la date d'effet de la réception.

La gestion contractuelle de la garantie de parfait aménagement se fait au travers des deux outils ci-après :

- Le cahier de parfait achèvement ;
- La visite de fin de délai de parfait achèvement.

Il est précisé que la mission du maître d'œuvre se poursuit jusqu'à la fin de la GPA.

15.5.1 - Interventions dans le cadre de la garantie de parfait achèvement

Compte-tenu des contraintes particulières liées à la composante de l'opération, l'attention du TITULAIRE est attirée sur la nécessité d'interventions rapides dans le cadre de la garantie de parfait achèvement.

Concernant les désordres touchant au système de sûreté de l'établissement, le délai maximum d'intervention est de 48 heures. Concernant les autres désordres, ces délais seront de 4 semaines maximum.

Au cas où les travaux nécessaires à la résolution du désordre ne seraient pas réalisés dans les délais impartis, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du TITULAIRE, sans préjudice des pénalités de retard applicables au CCAP.

En sus de ces obligations d'interventions pour résoudre les désordres identifiés, le TITULAIRE doit également mettre en place une assistance téléphonique par un technicien qualifié sur les systèmes de sûreté en cas de panne ou de difficulté de fonctionnement du système de sûreté du centre de rétention administrative et de l'annexe de justice. L'astreinte téléphonique sera de type :

- 5 jours sur 7, pendant les heures ouvrées, durant la période comprise entre la décision de réception et la mise en service de l'établissement, période ne pouvant excéder 4 mois,
- 7 jours sur 7, 24h sur 24, durant les 3 mois à compter de la mise en service.

15.5.2 - Le cahier de parfait achèvement

Il comportera trois rubriques :

- Le constat du désordre et date de constatation ;
- Le descriptif des travaux correctifs à réaliser ;
- Le constat d'exécution des travaux correctifs.

Le TITULAIRE doit désigner nominativement une personne chargée de coordonner les interventions nécessaires à la reprise des désordres et de reporter sur le cahier de parfait achèvement les observations formulées par les utilisateurs du bâtiment.

A un rythme hebdomadaire, le cas échéant à adapter à la criticité et à la quantité des désordres constatés, le TITULAIRE prend connaissance des observations, les valide et les répercute aux entreprises concernées.

Le cas échéant, l'organisation des interventions tient compte de l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique.

Deux fois par mois les trois premiers mois, puis une fois par mois environ en tant que de besoin et ce jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, le représentant désigné par le TITULAIRE s'assure du bon déroulement de la procédure en organisant une réunion sur site à laquelle assistent le maître d'ouvrage ou son représentant, les utilisateurs et le groupement (représenté par le TITULAIRE, le maître d'œuvre et les éventuels sous-traitants concernés). A chaque visite, le TITULAIRE procède contradictoirement avec le maître d'ouvrage ou son représentant au constat du traitement des imperfections et malfaçons.

La démarche ainsi décrite est, chaque fois que nécessaire, renforcée par des actions ponctuelles, destinées à régler des problèmes particuliers ou urgents.

15.5.3 - Visite de fin du délai de parfait achèvement

Cette visite constitue l'aboutissement de la procédure de gestion de la garantie de parfait achèvement engagée avec le cahier de parfait achèvement. Un mois et demi au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le maître d'ouvrage et son représentant organisent une visite de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, qui réunit le groupement (a minima le représentant du TITULAIRE et le maître d'œuvre), le maître d'ouvrage et son représentant, ainsi que l'administration, les intervenants établissent un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée.

Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement qui n'aurait pas reçu de traitement satisfaisant, ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés dans ce cahier. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Ce procès-verbal est notifié au TITULAIRE. En cas de réserves non levées, le TITULAIRE est mis en demeure de remédier aux défauts signalés dans un délai précisé dans la mise en demeure, et en tout état de cause avant la date contractuelle de fin de garantie de parfait achèvement.

15.6 - Mise en place d'un outil interactif de suivi SCQ, VISA et OPR

Il est demandé au TITULAIRE de mettre en place un outil interactif mobile de suivi des OPR. Cet outil servira également de support au suivi des VISA EXE ainsi que des jalons du SCQ et sera intégré à la plateforme collaborative fournie par le TITULAIRE.

Cet outil est à la disposition du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et de son représentant, ainsi que de l'ensemble des acteurs à l'acte de construire désignés par le maître d'ouvrage.

Cet outil doit permettre une saisie en temps réel de commentaires localisés sur plan, avec possibilité d'ajout de photographies, ainsi qu'une diffusion automatisée aux différents intervenants.

Il permet d'extraire facilement des indicateurs d'avancement permettant de visualiser le nombre de réserves et leur statut (non traitée, traitée par le TITULAIRE, levée par le maître d'ouvrage, ...).

Cet outil permet également l'impression sous format tableur et .pdf de la liste des réserves émises. L'outil comprend des requêtes, par espaces, par émetteur ou autre critère permettant d'effectuer des listes thématiques et des indicateurs d'avancements, toujours sous format tableur et .pdf.

Dans le cadre de la démarche du schéma de contrôle de la qualité, ainsi que pendant la phase des opérations préalables à la réception, l'outil devra permettre le suivi simple et ergonomique de chacun des tests qui aura été défini selon les modalités indiquées dans le présent CCAP.

Chaque réserve émise doit être catégorisée pour identifier précisément son émetteur (architecte, bureau d'études, contrôleur technique, maître d'ouvrage ou son représentant, ...).

En vue des tests dynamiques, le système permettra l'intégration de « check-lists » consultables et pouvant être complétées en temps réel :

- Vérification de l'atteinte d'une performance définie,
- Identification par un lien interactif, entre check-list et plans, de l'endroit où est mené le test,
- Échantillonnage de test pouvant évoluer en temps réel.

Il est enfin précisé que le TITULAIRE met à disposition du maître d'ouvrage et des autres intervenants dans l'acte de construire les terminaux (tablette tactile,...) nécessaires et équipés de la solution logicielle retenue.

Cet outil est soumis à la validation du maître d'ouvrage et fait partie intégrante des livrables de la phase PRO.

ARTICLE 16 - EXÉCUTION ET CONTRÔLE DE LA PHASE P3

16.1 - Généralité

Le TITULAIRE s'engage à assurer l'exploitation, la maintenance de l'ouvrage et de ses équipements techniques ainsi que les prestations des GER de telle sorte qu'ils soient remis au Maître d'ouvrage, à l'expiration normale ou anticipée du marché, en bon état d'entretien et de fonctionnement, lequel est apprécié compte tenu des prestations réalisées par le TITULAIRE conformément au marché, de l'usure normale et de leur destination.

Les prestations d'exploitation-maintenance sont définies dans le Programme d'Exploitation-Maintenance Services.

16.2 - Les impératifs de sûreté applicables à l'opération

L'attention du TITULAIRE est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations d'exploitation à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants au projet et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence. Les modalités d'octroi de ces autorisations sont explicitées à l'article 8.3 du présent CCAP.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le TITULAIRE.

16.3 - Obligation de résultats

Le Marché s'entendant avec obligation de résultats, le TITULAIRE accepte de prendre en charge, dès le début de l'exécution de Phase 3, la conduite, la maintenance des installations techniques, les prestations d'hôtellerie, la continuité de l'ensemble des services et selon les obligations contractuelles prescrites.

Les objectifs en matière de résultats consistent notamment :

- Garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, proche de celui des performances initiales ;
- Garantir la continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement ;
Garantir la satisfaction des occupants par la qualité de service,
Assurer la mise en conformité des installations dans le cadre de la réglementation en vigueur,
Respecter les objectifs chiffrés et mesurables de performance en fonction des indicateurs de performance ;

Le TITULAIRE recherche, de façon continue, l'organisation optimale des méthodes de conduite, de leur qualité des différentes missions, pour assurer une qualité de service

Il appartient au TITULAIRE de compléter si nécessaire les moyens minimaux, qu'il a définis dans les pièces produites à l'appui de son offre finale, afin de répondre à ses obligations de résultats.

En tout état de cause, l'évaluation de la charge horaire de travail fournie par le TITULAIRE est indicative. En effet, l'obligation de résultats prime sur toutes les autres. Ainsi, dans l'éventualité où la charge horaire définie par le TITULAIRE s'avérerait insuffisante pour assurer les prestations, objet du présent marché, et/ou les niveaux de performance contractuellement garantis, le TITULAIRE serait dans l'obligation d'adapter la charge de travail sans toutefois pouvoir prétendre à une quelconque rémunération complémentaire.

En tout état de cause, le TITULAIRE s'engage à :

- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, les horaires, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;

- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- Assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie ;
- Se conformer aux lois, règlements et pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;
- Faire en sorte que lesdites interventions ne provoquent aucune gêne des occupants et retenus, ni désordre dans le bâtiment
- Restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché dans les conditions détaillées ci-dessous.

16.4 - Obligation de conseil et d'informations

De manière générale, le TITULAIRE doit informer le Maître d'ouvrage de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation. Le TITULAIRE doit, en tout état de cause, signaler au Maître d'ouvrage, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Le TITULAIRE doit assurer une veille technologique et réglementaire sur l'ensemble des installations dont il a la responsabilité. Celle-ci doit permettre :

- D'analyser l'adéquation entre les installations du site et les normes et réglementations en vigueur ;
- De mettre en évidence les améliorations possibles ou les modifications obligatoires à prévoir sur les installations du site.

Si les installations mises à disposition du TITULAIRE venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le TITULAIRE est tenu d'en informer sans délai le Maître d'ouvrage. Il appartient au Maître d'ouvrage de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Lorsqu'une évolution technologique est susceptible de bénéficier au Maître d'ouvrage, les parties se réunissent afin de discuter de l'opportunité de la prendre en compte, notamment au regard de ses modalités de mise en oeuvre pratique et de ses conséquences financières.

16.5 - Modification des installations en cours de la phase Exploitation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix. Il en avertit le TITULAIRE au moins un (1) mois à l'avance.

Durant cette période, le TITULAIRE peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations.

Durant les travaux ou remplacement de matériel, le TITULAIRE doit prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations et la continuité des services ne soient pas perturbés. Il doit préciser par écrit tout risque d'altération de fonctionnement occasionné par ces modifications de travaux.

En dehors de cette déclaration préalable, il est tenu pour responsable du manquement de continuité de service. Il a toute faculté, tant au cours des travaux qu'au moment de leur réception, à laquelle il est tenu d'assister, de signaler tout point apparaissant comme une anomalie dans l'installation. Ces constatations doivent être présentées dans un délai de cinq (5) jours, sous forme de lettre ou rapport ou intégrées dans la GMAO. Le Maître d'ouvrage reste seul juge de la suite à donner dans le cadre de sa responsabilité.

A l'issue de chacune des réceptions, un procès-verbal de prise en charge est dressé contradictoirement. Celui-ci soulignera l'obligation du TITULAIRE à assurer, à dater du jour de la réception, l'exploitation et la maintenance des installations en cause, au même titre que celles qui font l'objet du présent marché. Un avenant au marché peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées.

16.6 - Protection des données existantes

Le TITULAIRE étant chargé de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses frais dans les délais prescrits par ordre de service. A défaut d'exécution desdites réparations dans les délais prescrits, le Maître d'ouvrage peut, sans mise en demeure préalable, les faire exécuter aux frais et risques du TITULAIRE par tous les moyens qu'il juge bon.

16.7 - Plan de progrès

Le Marché étant à obligation de résultats, il appartient au TITULAIRE d'établir et de mettre en oeuvre un plan de progrès, propre au Marché. Le TITULAIRE a l'obligation de moyen pour atteindre ses objectifs de résultat particulièrement pour la partie exploitation du contrat.

Ledit plan est établi par le TITULAIRE pendant la première année d'exécution de la Phase 3 puis transmis au Maître d'ouvrage au plus tard un (1) mois avant le terme de ladite première année.

Ledit plan de progrès doit définir, pour l'année suivante, les engagements du TITULAIRE en matière de :

- Recherche des optimisations de coûts ;
- Réduction des consommations en énergies et fluides ;
- Démarche d'amélioration continue afin d'accroître la satisfaction des utilisateurs : organisation interne, qualité de service, adéquation des besoins, etc.

Le TITULAIRE met annuellement à jour ledit plan et communique sa version actualisée au Maître d'ouvrage au plus tard un (1) mois avant la fin de l'année en cours de maintenance.

16.8 - Organisation de l'exécution des prestations et du travail

16.8.1 - Continuité des prestations

En cas de problèmes de personnels (maladie, abandon de poste, grève de son personnel ou autre), le TITULAIRE s'engage à assurer l'ensemble des prestations prévues au présent marché et détaillées le programme EMS, avec une attention particulière aux prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments.

Le non-remplacement du personnel dans les délais impartis entraîne des pénalités telles que définies au CCAP.

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE ne peut assurer les prestations, il s'engage à les faire exécuter à ses frais par une autre société.

Le MOA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du TITULAIRE.

16.8.2 - Horaires d'intervention

Sauf disposition contractuelle contraire, les horaires d'intervention sont déterminés d'un commun accord entre le TITULAIRE et le MOA. Les heures d'intervention peuvent être modifiées en cours de marché.

16.8.3 - Effectifs

Les effectifs globaux et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations sont fixés par le TITULAIRE dans son offre.

16.8.4 - Encadrement du personnel

Le responsable de la phase Exploitation désigné par le TITULAIRE est responsable de l'encadrement du personnel, du contrôle et du suivi de l'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du Programme EMS.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces. Il se rend aux convocations du MOA en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Il présente également le site aux agents nouvellement affectés ou aux remplaçants.

Les éléments propres à la gestion du personnel sont incorporés au registre des prestations.

16.8.5 - Locaux, matériels et fluides mis à disposition du TITULAIRE

Locaux : Des vestiaires et un lieu de stockage des produits et du matériel sont mis gratuitement à la disposition du TITULAIRE. Le TITULAIRE maintient les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement.

Matériels : Le TITULAIRE ne peut exiger la mise à disposition de matériels.

Fluides : Les fournitures d'énergie et d'eau froide ainsi que celles nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont aux frais de la personne publique et mises à disposition du TITULAIRE dans les locaux.

16.9 - Particularité d'exécution de la mission 15b (prestations d'hôtellerie, restauration et services)

16.9.1 - Suspension exceptionnelle de la mission 15b

Avec un préavis de trois semaines

Les prestations relatives à la Mission 15b peuvent être suspendues avec un préavis de trois (3) semaines.

Dans cette situation, le TITULAIRE ne reçoit pas le montant forfaitaire mensuel égal au nombre de jour suspendu. Ce prix est remplacé par le montant indiqué dans le bordereau de prix par jour de fermeture, correspondant à l'amortissement des frais fixe des prestations.

Aucune autre demande ne pourra être prise en compte par le MOA compte tenu du délai de prévenance.

Sans préavis

Dans cette situation, le TITULAIRE ne reçoit pas le montant forfaitaire mensuel égal au nombre de jour suspendu normalement dû. Ce prix forfaitaire est remplacé par le montant indiqué dans le bordereau de prix par jour de fermeture, correspondant à l'amortissement des frais fixe des prestations. Ce prix unitaire pourra être majoré d'une indemnité sur présentation, dans un délai d'un mois à compter de la notification de fermeture, des justificatifs des frais engagés.

16.9.2 - Etat contradictoire des effectifs retenus pour la mission 15b

A la fin de chaque mois, un état contradictoire des effectifs « retenus » est établi par le MOA via son chef de centre ou son représentant.

L'état contradictoire des effectifs « retenus » fait apparaître :

- Le nombre de retenus par jour arrêté quotidiennement à 8H30 le matin par le MOA via le chef du CRA ou son représentant,
- Le nombre total mensuel de retenus,
- Le taux de remplissage du CRA, calculé par rapport au nombre de repas commandés au prestataire pour le jour de la prestation sur le nombre total de retenus possibles (140 retenus)

Cet état est signé par le chef de centre ou son représentant et envoyé au TITULAIRE pour établissement de la facture mensuelle.

À titre indicatif, la capacité d'accueil du centre est de 140 « retenu(e)s » répartis en 8 modules :

- 4 modules de 20 places
- 3 modules de 18 places
- 1 module de 6 places

16.10 -Contrôle des prestations d'exploitation

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies en phase d'Exploitation (P3) et les spécifications du marché.

Le MOA procède aux opérations de vérifications qu'il estime nécessaires.

Celles-ci peuvent revêtir soit la forme de visites du site, soit la forme d'essais de fonctionnement.

En cas de désaccord sur le constat des vérifications, celles-ci pourront être exécutées avec l'assistance d'un organisme extérieur spécialisé dont la rémunération est prise en charge par le demandeur.

Si ledit organisme extérieur est choisi par le TITULAIRE, il sera soumis aux dispositions relatives de la sous-traitance.

Le TITULAIRE communique au MOA les documents de conduite et de maintenance définis au programme d'exploitation et de maintenance, ainsi que les documents nécessaires au bon suivi des prestations d'hôtellerie et d'entretien.

Pour les opérations de vérification, celles-ci ont lieu à l'occasion de l'exécution de prestations et spécifiquement aux opérations de maintenance ou indépendamment de celles-ci, sans bien sûr en perturber le déroulement. Elles portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les objectifs de performance à respecter pour le TITULAIRE sont définis dans le programme d'exploitation et maintenance annexé au programme technique détaillé (phase offre).

Le représentant du TITULAIRE est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications contradictoires révèle une anomalie sur une prestation ou un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation ou de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations seraient la conséquence d'une défaillance du TITULAIRE, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent marché.

Les principaux objectifs du contrôle sont :

- La conformité des prestations réalisées au regard de celles prévues par le présent marché,
- Le contrôle de l'atteinte des attendues définies dans le présent marché,
- L'optimisation des coûts,
- La pérennité du patrimoine et/ou la cohérence de son évolution
- La sécurité des usagers et du personnel travaillant au sein du CRA et de l'Aj

16.11 - Décision d'admission des prestations d'exploitation

Le MOA prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au TITULAIRE de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de l'achèvement de l'exécution du service.

Ajournement

Décision motivée. Cette décision invite le TITULAIRE à présenter à nouveau au MOA les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le TITULAIRE doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du TITULAIRE ou de silence gardé par lui durant ce délai, le MOA a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du TITULAIRE ou de l'expiration du délai de quinze jours ci-dessus mentionnés.

Le silence gardé par le MOA au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le TITULAIRE présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le MOA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le TITULAIRE.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du MOA, le TITULAIRE dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le MOA aux frais du TITULAIRE.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du MOA présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du TITULAIRE après que celui-ci en a été informé.

Réfaction

Lorsque le MOA estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

Elle ne peut être notifiée au TITULAIRE qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le TITULAIRE ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le TITULAIRE formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le MOA est réputé avoir accepté les observations du TITULAIRE et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet

Lorsque le MOA estime que les prestations ne peuvent pas être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le TITULAIRE a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le TITULAIRE est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le TITULAIRE dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le MOA, aux frais du TITULAIRE.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du MOA présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du TITULAIRE après que celui-ci en a été informé.

ARTICLE 17 - RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

17.1 -Assurances souscrites par le TITULAIRE pendant les phases de conception réalisation

D'une façon générale, le TITULAIRE assume les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil et des risques mis à sa charge par l'article 1788 du même code ainsi que des principes posés par la jurisprudence.

Le TITULAIRE s'engage :

- À fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année de travaux, une attestation RC de droit commun ;
- À notifier au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son / ses contrat(s) d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties ;
- À justifier, sur simple demande du maître d'ouvrage, et à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire (visée ci-dessus en cas d'insuffisance de couverture).

Par ailleurs, Le TITULAIRE est tenu, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des travaux, de transmettre au pouvoir adjudicateur les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8227-7 du code du travail.

Le TITULAIRE déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements et mobiliers intégrés. Il continuera même après réception à garantir le maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tiers victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le TITULAIRE en matière de responsabilité civile générale professionnelle et responsabilité décennale, sont incluses dans l'offre du TITULAIRE et demeurent à la charge de ce dernier.

Le maître d'ouvrage ne souscrira pas de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale pour le compte des constructeurs. Le TITULAIRE devra donc souscrire à ses frais ce CCRD, avec un plafond de garantie qui ne sera pas inférieur au coût de construction

17.1.1 - Responsabilité civile professionnelle

Les TITULAIRES (mandataire, entreprises cocontractantes et maîtres d'œuvre) ainsi que chaque sous-traitant, sont tenus de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Les TITULAIRES devront produire dans un délai de 15 jours qui suit la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, ainsi qu'une fois par an - en début d'année civile - pendant la durée du chantier, l'attestation d'assurance correspondante comportant les informations précises suivantes :

- Identité de la compagnie d'assurance,
- Numéros de police,
- Date d'effet, période de validité
- Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun
- Montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-après

17.1.2 - Pour les prestataires intellectuels :

Tous dommages confondus, corporels, matériels et immatériels :

- Avant réception : 3 300 000 € par sinistre
- Après réception : 3 000 000 € par sinistre et par an

Pour les dommages matériels et immatériels :

- Avant réception : 1 500 000 € par sinistre
- Après réception : 1 000 000 € par sinistre et par an

Pour les entreprises TITULAIRES réalisatrices des ouvrages de construction :

Pour les dommages corporels :

- Avant réception : 7 500 000 € par sinistre
- Après réception : 4 500 000 € par sinistre et par an

Pour les dommages matériels et immatériels :

- Avant réception : 3 000 000 € par sinistre
- Après réception : 1 500 000 € par sinistre et par an

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité, et il appartient aux TITULAIRES de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'ils considèrent encourir.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou graduelle, et de toute atteinte à l'environnement.

Le mandataire du groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

L'attestation d'assurance devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance des TITULAIRES.

En cas de couverture insuffisante, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part des TITULAIRES la souscription d'une garantie complémentaire

17.1.3 - Responsabilité civile décennale

Le TITULAIRE doit souscrire une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile pour tous dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers y compris au Maître d'ouvrage, résultant ou non de leur activité au titre de l'exploitation-maintenance.

Responsabilité décennale ouvrages soumis à l'obligation d'assurance

Chaque intervenant à l'opération, maître d'œuvre ou entreprise réalisatrice, soumis à l'obligation d'assurance décennale en application de la loi n°1978-12 du 4 janvier 1978 modifiée par l'Ordonnance n°2005-658 du 8 juin 2005, est tenu de souscrire, pour l'objet de son intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Les capitaux apportés au titre de la garantie légale devront être à concurrence du coût total des ouvrages relevant du champ décennal ou au minimum de :

- 10 000 000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle pour les entreprises réalisatrices (gros œuvre)
- 6 000 000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle pour les entreprises réalisatrices (second œuvre)
- 3 000 000 € par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle pour les prestations intellectuelles.

Tous les intervenants y compris les sous-traitants, devront produire dans le mois qui suit la notification du marché, l'attestation d'assurance correspondante, spécifique à l'opération, valide à la date d'ouverture de chantier et comportant les informations précises suivantes :

- La dénomination sociale et adresse de l'assuré ;
- Le numéro unique d'identification de l'assuré délivré conformément à l'article D. 123-235 du code de commerce (n° SIREN en 9 chiffres) ou le numéro d'identification prévu aux articles 214 et suivants de la directive 2006/112/ CE du 28 novembre 2006 (numéro d'identification TVA) ;
- Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie ;
- Le numéro du contrat ;
- La période de validité ;
- La date d'établissement de l'attestation ;
- La ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- L'adresse, la nature et le coût de l'opération de construction déclaré par le maître d'ouvrage ;
- La ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- La date d'ouverture de chantier ;
- La nature et le montant de la prestation réalisée par l'assuré ;
- La nature des techniques utilisées ;
- Le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue.
- L'abrogation de la règle proportionnelle,
- La mise à jour du paiement de la prime.

L'attestation d'assurance devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance des TITULAIRES.

Le TITULAIRE du marché ou le mandataire remettra au maître d'ouvrage les attestations de tous les sous-traitants selon modèle précité avant le démarrage des travaux.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation

d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du code civil.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du TITULAIRE, la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du TITULAIRE. Dans cette hypothèse, aucun règlement ne sera effectué par le maître d'ouvrage au TITULAIRE tant qu'une telle assurance complémentaire n'aura pas été souscrite et réglée par le TITULAIRE.

17.1.4 - Assurance "Collective complémentaire de responsabilité décennale"

Les TITULAIRES devront souscrire une garantie Décennale complémentaire de 2e ligne sous forme de police Collective Complémentaire.

Cette couverture complémentaire à hauteur du coût total de construction interviendra au-delà des capitaux minima exigés au titre de la garantie décennale tels que mentionnés à l'article précité.

Le maître d'ouvrage charge l'entrepreneur de souscrire pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de RCD un contrat collectif d'assurance de responsabilité décennale dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût de l'ouvrage.

Ce contrat de responsabilité décennale de seconde ligne est destiné à compléter les montants de garantie de leurs polices de base de responsabilité décennale à concurrence du coût total de l'ouvrage TVA incluse et aura pour seuil de déclenchement le montant de garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale. Les intervenants concernés s'engagent à adhérer au CCRD souscrit par l'entrepreneur auquel ils donnent mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L112-1 du code des assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Le coût de ce contrat sera pris en charge par l'entrepreneur souscripteur. Il est réputé compris dans le montant de son marché. Il est précisé que l'entrepreneur n'est pas tenu de souscrire à une assurance "Collective complémentaire de responsabilité décennale" si les montants de garantie exigés au titre de la garantie décennale couvrent le coût total de construction.

17.1.5 - Assurance au titre des phases d'exploitation maintenance

Le TITULAIRE doit souscrire une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile pour tous dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers y compris au Maître d'ouvrage, résultant ou non de leur activité au titre de l'exploitation-maintenance.

17.1.6 - Suspension des règlements

Le maître d'ouvrage pourra suspendre les règlements si ces différents justificatifs ne sont pas produits.

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux différentes obligations imposées ci-avant, constituent un préalable au paiement du premier acompte demandé.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

ARTICLE 18 - UTILISATION DU RÉSULTAT DES ÉTUDES

18.1 - Droits de la personne publique

Le pouvoir adjudicateur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

Le pouvoir adjudicateur a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.

Le pouvoir adjudicateur peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur peut librement publier les résultats des prestations ; cette publication doit mentionner le TITULAIRE.

18.2 - Droits du TITULAIRE

Le TITULAIRE ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le TITULAIRE ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du pouvoir adjudicateur

La publication des résultats par le TITULAIRE doit recevoir l'accord préalable du pouvoir adjudicateur ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le pouvoir adjudicateur

18.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le TITULAIRE est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du TITULAIRE comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au pouvoir adjudicateur pour l'utilisation des résultats des prestations.

18.4 - Garanties

Le TITULAIRE garantit au pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, sauf stipulation différente du marché, au montant hors taxes (H.T.) du marché.

De son côté, le pouvoir adjudicateur garantit le TITULAIRE contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le TITULAIRE ou le pouvoir adjudicateur, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le TITULAIRE ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à la résiliation du marché en application des mesures prévues à l'article 20.2 du présent CCAP.

ARTICLE 19 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le TITULAIRE s'engage à céder, au fur et à mesure de l'exécution du présent marché à titre gratuit au maître d'ouvrage tous les droits de propriété intellectuelle nés de cette exécution pour leur durée

légale, pour l'ensemble des destinations pour l'ensemble des prestations précisées dans le marché, et pour toute utilisation en découlant, en particulier nécessaire à assurer la réalisation de l'ouvrage et la continuité de son exploitation et du service public, ou encore à des fins d'information ou de promotion, et ce dans le monde entier.

Cette cession des droits couvre les résultats, lorsqu'ils sont à l'origine de la naissance de droits de propriété intellectuelle, sous condition de la réception des prestations correspondantes.

Ces droits comprennent en particulier dans le respect des droits moraux des auteurs :

- Le droit de reproduire ou de faire reproduire, sans limitation de nombre, en tout ou partie desdits résultats, par tout moyen, mode et procédé et sur tout support connu ou inconnu au jour de la conclusion du marché, notamment sur tout support papier ou numérique ;
- Le droit de représenter et de faire représenter, en tout ou partie lesdits résultats, par tout moyen mode et procédé et sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature du présent marché ;
- Le droit de diffuser ou de faire diffuser les résultats, en tout ou partie, en toute langue, pour tout public, par tout moyen mode et procédé et sur tout support connu ou inconnu au jour de la conclusion du présent marché ;
- Le droit de distribuer ou de faire distribuer les résultats, en tout ou partie, en toute langue, pour tout public, par tout moyen mode et procédé et sur tout support connu ou inconnu au jour de la conclusion du présent marché ;
- Le droit d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire et d'incorporer lesdits résultats.

Cette cession de droits est conclue de manière non exclusive, le TITULAIRE pouvant continuer à les exploiter ou laisser des tiers les exploiter dans le cadre de l'exécution du présent marché et ce exclusivement dans le cadre de l'exécution de l'objet du présent marché.

Le cas échéant, le TITULAIRE s'engage à informer le maître d'ouvrage de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle et autorise le maître d'ouvrage à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle au nom et aux frais du maître d'ouvrage. Il lui communique à cet effet toutes informations et autorisations nécessaires.

Le TITULAIRE cède au maître d'ouvrage le droit d'exploiter les résultats couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires, notamment le cas échéant, les bases de données développées aux fins d'exécution du présent marché

ARTICLE 20 - FIN DE MARCHÉ

Le présent marché se termine au terme de la phase d'Exploitation (P3). En tout état de cause, le présent marché sera achevé une fois que :

- Les ouvrages prévus au présent marché ont été réceptionnés, et que les réserves assortissant la réception des différents ouvrages ont toutes été levées,
- Tous des livrables documentaires requis par le présent marché ont été livrés en bonne et due forme, et que les différentes remarques et observations du MOA ont été intégrées,
- Toutes les prestations d'entretien, d'hôtellerie et de maintenance prévues au présent marché ont été exécutées.

20.1 - Remise en fin de marché

Cette clause est applicable pour la fin de marché ou bien en cas de résiliation anticipée du présent marché

20.1.1 - Etat des lieux

Le TITULAIRE s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement au Maître d'ouvrage.

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre le nouvel exploitant TITULAIRE et le TITULAIRE (sortant), et fera l'objet d'un procès-verbal.

Le Maître d'ouvrage pourra participer à cet état des lieux. L'état des lieux portera sur :

- La visite détaillée des lieux et l'audit technique des matériels afin d'établir si les installations confiées au TITULAIRE sont en état normal d'entretien ;
- L'état des stocks de pièces détachées et de consommables.

20.1.2 - Documentation et base de données

En cas de résiliation, ou au terme normal du présent marché, l'ensemble des documents et des données qui lui auront été confiés et/ou qui auront été constitués au cours du marché sont restitués par le TITULAIRE sortant au Maître d'ouvrage. Le paiement des sommes dues par le Maître d'ouvrage au TITULAIRE au titre du marché est soumis à cette transmission.

Si ces données sont intégrées à des outils dont le TITULAIRE est propriétaire ou utilisateur exclusif en fonction de licences qu'il détient, les données seront transférées aux frais du TITULAIRE sous des formats standards de type EXCEL, en particulier en ce qui concerne les données de la GMAO.

Tous frais de reconstitution du dossier seront supportés par le TITULAIRE et, à défaut, seront retenus par le Maître d'ouvrage sur le décompte définitif ou paiement pour solde pour la phase 3.

Le TITULAIRE remet par ailleurs à la disposition du Maître d'ouvrage tous les documents et éléments suivants, entre autres :

- La documentation technique, plans et schémas transmis lors de la mise en place ou en cours d'exécution du Marché et ceux mis à jour par suite des modifications des installations réalisées par le TITULAIRE ;
- Les moyens et les fournitures mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage ;
- Le stock de pièces détachées appartenant au Maître d'ouvrage, validé par un dernier inventaire exhaustif.

20.1.3 - Etat normal d'entretien des installations techniques

Le TITULAIRE s'engage à laisser, en fin de Marché, les installations techniques en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Dans les six (6) mois précédant le terme de la Phase d'Exploitation-Maintenance (P3), le Maître d'ouvrage et le TITULAIRE établiront un état des lieux contradictoire des biens meubles et immeubles gérés par le TITULAIRE en phase d'exploitation maintenance, afin de vérifier qu'ils sont en bon état d'entretien et de fonctionnement conformément au Marché.

L'objectif de cet état des lieux est de déterminer s'il y a lieu de réaliser aux frais du TITULAIRE des opérations de maintenance au titre du Marché avant son échéance

20.2 - Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché conformément aux dispositions prévues par l'article 49 et suivant du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 5.4 du CCAG Travaux, si le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général avant la notification de l'ordre de service de préparation des travaux, le TITULAIRE a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2%.

Le marché peut également être résilié aux torts du TITULAIRE, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du code du travail. Il peut également être résilié dans les conditions décrites à l'article 9.3.5 -du présent CCAP.

20.3 - Réversibilité et transférabilité technique des services

La réversibilité s'entend comme étant l'opération de retour de responsabilité technique, par laquelle le MOA reprend les prestations qu'il avait confiées au TITULAIRE. Cette mission doit être mise en oeuvre pour permettre d'assurer la continuité de l'ensemble des services sans interruption de la phase 3. La réversibilité implique la transférabilité des responsabilités et des connaissances techniques au nouveau prestataire désigné ou au MOA.

De façon générale la réversibilité comprendra la fourniture des logiciels exécutables ou autres, le cas échéant, les codes sources, la documentation associée, les fichiers de paramétrage, scripts d'exploitation, la documentation technique et fonctionnelle, les supports de formation.

Cette mission devra également comprendre la formation des repreneurs, le transfert des actifs et la mise à jour des référentiels documentaires.

Un plan de réversibilité devra être établi par le TITULAIRE et listera toutes les prestations à mettre en place pour accompagner le changement, ainsi qu'un planning détaillé.

Un audit de réversibilité pourra être mis en oeuvre pour vérifier que toutes les conditions sont remplies.

ARTICLE 21 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

21.1 -Description du traitement de données à caractère personnel

Le TITULAIRE est autorisé à traiter pour le compte du MOA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les opérations objet du marché

Le TITULAIRE est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, TITULAIRE, ou consultés, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions (ensemble ci-après « Informations Confidentielles ») dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du Marché.

21.2 - Obligation du TITULAIRE

Le TITULAIRE s'engage à respecter les obligations suivantes :

- Traiter les données conformément aux instructions du MOA
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur les Informations Confidentielles et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de ceux strictement nécessaires à l'exécution du Marché, sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles qui leur sont communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent Marché ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des Informations Confidentielles traitées pendant la durée du présent Marché, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

Si le TITULAIRE considère qu'a lieu une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le Maître d'Ouvrage.

En outre, si le TITULAIRE est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le MOA avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du TITULAIRE pourra être engagée.

21.3 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le TITULAIRE peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le MOA de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du Contrat de sous-traitance ultérieur. Le MOA dispose d'un délai minimum de 14 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si MOA n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent Marché pour le compte et selon les instructions du mandataire. Il appartient au MOA de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le TITULAIRE demeure pleinement responsable devant le MOA de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

21.4 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de MOA l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

21.5 - Exercice des droits des personnes

Le TITULAIRE aide le MOA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du TITULAIRE des demandes d'exercice de leurs droits, le TITULAIRE doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique (précisée en phase offres).

21.6 - Notification des violations à caractère personnel

Le TITULAIRE notifie au MOA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : électronique

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au MOA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du MOA, le TITULAIRE communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

21.7 - Aide du TITULAIRE dans le cadre du respect par la MOA de ses obligations

Le TITULAIRE aide le MOA pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

21.8 - Mesure de sécurité des données à caractère personnel

Le TITULAIRE s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

21.9 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le TITULAIRE s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

21.10 - Délégués à la protection des données

Le TITULAIRE communique au MOA le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données

21.11 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le TITULAIRE déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du MOA comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du MOA
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

21.12 - Documentation

Le TITULAIRE met à la disposition du MOA, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le MOA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

21.13 - Obligations du mandataire

Le mandataire s'engage à :

- Fournir au TITULAIRE les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel", documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le TITULAIRE,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du TITULAIRE,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections nécessaires auprès du TITULAIRE.

ARTICLE 22 - FORCE MAJEURE

Sont considérés comme des cas de force majeure les événements qui remplissent l'ensemble des 3 caractéristiques suivantes :

- Ne peut pas être prévu (imprévisible)
- Ne peut pas être surmonté (irrésistible)
- Fait extérieur échappant au contrôle de la personne concernée.

Une catastrophe naturelle, un événement climatique exceptionnel ou l'occupation imprévisible du site par des tiers peuvent ainsi être considérés comme des cas de force majeure.

En cas de survenance d'un cas de force majeur impossible l'exécution du marché, les prestations attendues du TITULAIRE sont suspendues le temps que ledit cas cesse. En de telles circonstances, le TITULAIRE ne sera pas tenu pour responsable du retard engendré par la survenance cas de force majeur.

En cas de prolongation du cas de force majeur et si celui-ci rend impossible l'exécution du marché sur une période supérieure à 3 mois, le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en application de l'article L2195-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 23 - DROIT APPLICABLE

Le présent marché, est régi par le droit français.

ARTICLE 24 - RÈGLEMENT DES LITIGES

24.1 - Principe de règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à toute difficulté qui pourrait surgir dans le cadre de l'exécution du présent marché.

24.2 - Mémoire en réclamation

Dans l'éventualité où une difficulté d'exécution ne serait pas réglée en réunion, et deviendrait un différend caractérisé, le TITULAIRE pourra formuler un mémoire en réclamation exposant les motifs du différend et indiquant pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire en réclamation est notifié au MOA qui notifie au TITULAIRE sa décision dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ces délais équivaut à un rejet de la demande du TITULAIRE.

24.3 - Recours au médiateur et au comité consultatif de règlement amiable

Lorsque le Maître d'ouvrage et le TITULAIRE ne parviennent pas à régler le différend, ils privilégient le recours à

- le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à : Monsieur le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur - Place Beauvau - 75800 Paris Cedex 08
- Médiateur des entreprises rattaché auprès du ministère de l'économie et des finances, conformément aux dispositions de l'article L.2197-4 et R.2191-23 à 24 du CCP, joignable en suivant le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Les parties peuvent également recourir à un médiateur conventionnel ou faire désigner, même avant toute instance, un médiateur juridictionnel après sollicitation du Tribunal administratif compétent.

Si avec le médiateur ne suffit pas, les parties peuvent recourir au Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article L.2197-3 et R.2197-1 à 22 du CCP, à l'adresse suivante : DREETS DES PAYS DE LA LOIRE - Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie - Comité consultatif interrégional de règlement amiable, Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1 - Tél. : 02 53 46 79 02

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

24.4 - Juridiction compétente

Si d'aventure, le MOA et le TITULAIRE ne parviennent pas à régler à l'amiable leur différend, au travers des dispositifs précités, elles saisissent la juridiction compétente pour trancher leur différend.

En l'occurrence, le litige relèvera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Rennes conformément aux dispositions de l'article R312-11 du code de justice administrative, y compris en cas de référé ou de pluralité des défendeurs.

Ses coordonnées sont les suivantes : 4 Ctr de la Motte - 35044 Rennes - Greffe du tribunal : greffe.ta-rennes@juradm.fr ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr

ARTICLE 25 - DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

<i>Article du CCAP dérogeant</i>	<i>Article du CCAG Travaux auquel il est dérogé</i>
1.13.7	3.4.1
3.6.2	34.1
3.9.4	12.3.2
3.9.5	12.4.4
3.9.8	12.1
5.1.2	41.6
5.2	50.2.1
5.4	28.2
5.8	19
5.8.2	19.2.2
7.7	13.5
8.2.1	3.8
11.1	27
15.2	41.1

15.2	41.2
15.2.1	41.1
15.3	41.3
15.3	41.7
20.2	5.4